

Un beau voyage... assuré!

CROIX BLEUE
CANASSURANCE

Un plus dans votre vie.

(514) 286-8403

La Presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

SKI-VOILE
OBERSON

Laval • Pointe-Claire • St-Sauveur •
Cowansville • Repentigny • Granby •
St-Jean • Gatineau • Montréal • Centre-
ville • Greenfield Park • Sherbrooke

Aujourd'hui: Quelques périodes ensoleillées
Minimum - 12° Maximum - 1°
Demain: Nuageux DÉTAILS CAHIER SPORTS

MONTRÉAL, MERCREDI 14 FÉVRIER 1990

106^e ANNÉE N° 114

82 PAGES, 6 CAHIERS

Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Iles de La Madeleine: 1.00
Ailleurs au Québec: 50 cents

35¢

Aujourd'hui

Des négociations à six sur l'unité allemande

L'URSS et les É.-U. s'entendent pour limiter leurs troupes en Europe

GILLES PAQUIN
du bureau de La Presse
OTTAWA

Les ministres de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie ont quitté Ottawa avec un double accord en poche, hier, alors que l'URSS et les États-Unis parvenaient à une entente sur la limitation de leurs troupes en Europe, tandis que les deux Allemagne et les quatre puissances occupantes

s'entendaient pour ouvrir des pourparlers sur la réunification.

Officiellement convoquée pour étudier un traité sur la surveillance aérienne, la conférence d'Ottawa sur le «Ciel ouvert» a été nettement dominée par l'avenir de la sécurité militaire en Europe et la question allemande. Mais la double entente se traduit malgré tout par un triomphe diplomatique pour le Canada, pays hôte et président des travaux.

Au terme de trois jours d'intenses tractations, bilatérales et multilatérales, tenues en marge de l'ordre du jour, les ministres des Affaires étrangères des deux Allemagne et ceux des États-Unis, d'URSS, de France et de Grande-Bretagne ont annoncé qu'ils entreprendraient des discussions sur l'unité allemande.

Ces discussions entre les six États impliqués ne doivent porter que sur les aspects externes de la

réunification, note le communiqué émis hier. «Une rencontre préliminaire devrait se tenir peu après les élections du 18 mars en Allemagne de l'Est», a déclaré un haut-fonctionnaire américain.

Selon cette source, les Allemands doivent décider eux-mêmes du processus interne de réunification, mais les implications internationales de cette décision relèveront des discussions à six.

VOIR UNITÉ EN A 2



E1 JÉSUS DE MONTRÉAL

Jésus de Montréal, de Denys Arcand, décroche 16 nominations, dont celle du meilleur film, en vue de la remise des prix Génie 1990.

A8 MANDELA

Nelson Mandela réitère son soutien à la politique de nationalisation prônée par l'ANC, «pour réparer les inégalités créées par l'apartheid».

B1 CHRÉTIEN

Jean Chrétien qualifie de naïfs les hommes d'affaires québécois qui veulent faire ratifier le Lac Meech «pour ne plus en entendre parler».

Le juge Dionne est critiqué dans trois autres affaires

LISA BINSSE

Sentence déraisonnable, apparence de déni de justice, décision «aberrante»: après les propos misogynes rapportés la semaine dernière, voilà que de nouvelles pièces s'ajoutent au dossier du juge Denys Dionne, de la Cour du Québec, dont le comportement en inquisiteur a un grand nombre.

La Presse a en effet été informée de trois autres incidents survenus à Sherbrooke et Longueuil au cours de l'automne 1988, dont deux ont entraîné l'intervention de magistrats de la Cour supérieure qui ont critiqué sévèrement leur collègue Dionne.

Rappelons que le ministre de la Justice, Gil Rémillard, a demandé lundi au Conseil de la magistrature de faire enquête sur la conduite du juge Dionne pour les propos misogynes qu'il a tenus dans un procès à Longueuil en janvier 1989, propos qui ont soulevé une tempête de protestations.

Le Barreau de Longueuil, dans une résolution unanime de son conseil, a aussi déposé hier une plainte devant le Conseil de la magistrature relativement à ces mêmes propos. «Comme on dit, toute règle est faite comme une femme, pour être violée», avait déclaré le juge Dionne. Le bâtonnier Jacques Chandonnet a dit que ces paroles constituent «un manquement grave au devoir de dignité, d'honneur, de réserve, de courtoisie et de sérénité qui incombe à un magistrat».

Me Gabriel Lapointe, qui représente le juge Dionne, a déclaré hier que le juge n'était pas intéressé à faire des commentaires, jugeant que le forum pour se défendre, c'est le Conseil de la magistrature.

Sherbrooke

L'incident de Sherbrooke est survenu le 2 novembre 1988. Mme Céline Côté est accusée d'avoir fraudé l'aide sociale d'environ 13000\$. Mme Côté avait

VOIR DIONNE EN A 2

LES ROSES SONT «OUT»!



PHOTO RENE PICARD, La Presse

Sylvain Gilbert offre à sa femme, Johanne Pharand, un bouquet de la Saint-Valentin.

Valentins, un peu d'imagination...

RICHARD FORTIN

«Pas de roses, surtout pas de roses pour la Saint-Valentin.» Jean-Jacques Fauchois, fleuriste sur la rue Saint-Denis à Montréal, est formel. Sa boutique est un désert rosicole. Les amoureux rosomanes sont priés de s'adresser ailleurs.

M. Fauchois estime que la nature est tout de même assez prodigue de ses fleurs pour qu'on ne s'en tienne pas uni-

quement aux rosacées. Le Valentin a donc intérêt à diversifier la composition de ses bouquets s'il ne veut pas se retrouver sur les roses.

Si bien que chez Fauchois, cette année, le mot d'ordre est romantisme, tout simplement.

En vitrine, un vieux lit rouillé, comme oublié dans un jardin sauvage, évoque tout un tas de choses sur lesquelles il n'est pas utile d'épiloguer davantage.

À l'intérieur, le visiteur doit s'enfoncer dans une jungle foisonnante de plantes exotiques pour atteindre le réfrigérateur où sont conservées les fleurs civilisées. On se croirait dans une douce clairière perdue au milieu d'un enfer vert d'où pourrait jaillir un guepard rugissant.

Johanne Pharand, 27 ans et Sylvain Gilbert, 32 ans, sont mariés depuis cinq ans. Ils ont trouvé là toutes les fleurs

VOIR VALENTINS EN A 2

Sommaire

Annonces classées

- Immobilier..... D7 à D15
- marchandises..... D15
- emplois..... D16, D17, E5, E6
- automobiles..... E7, E8
- propositions d'affaires..... C2
- Arts et spectacles... cahier E
- horaires..... E5
- Alim/Consohm..... D1 à D6
- Bandes dessinées..... D11
- Bridge..... E7
- Carrières et prof.. A14 à A17
- Décès..... B7
- Économie..... cahier C
- Êtes-vous observateur? ... D7
- Feuilleton..... D9
- Horoscope..... D8
- Le monde..... A8, A9
- Mots croisés..... D15
- «Mot mystère»..... D14
- Télévision..... E1, E2
- Tribune libre..... B2

TABLOÏD SPORTS

- Pierre Terroux..... 6
- Ronald King..... 5
- Mots croisés..... 14



1h35 et 68\$ pour parcourir Montréal-Québec en TGV

MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse Canadienne

La firme québécoise Bombardier évalue à 5,3 milliards\$ le coût d'implantation d'un système de trains à grande vitesse (TGV) dans le corridor Québec-Toronto et affirme que l'affaire serait rentable, à condition que les gouvernements acceptent d'injecter sous une forme ou une autre une somme de 1,6 milliard\$.

En raison des conclusions favorables d'une étude de pré-faisabilité du projet de TGV rendue publique hier à Montréal, le président du Groupe matériel de transport chez Bombardier, Jean-

Selon Bombardier, un TGV dans le corridor Québec-Toronto serait rentable et coûterait 5,3 milliards\$

Yves Leblanc, a annoncé que la compagnie québécoise ferait dorénavant une promotion active de son projet.

«La décision d'aller de l'avant est prise», a déclaré M. Leblanc avant d'ajouter que la prochaine étape sera de former un consortium avec des partenaires financiers et industriels pour mener à bien le projet. S'il affirme que Bombardier ne tient pas absolument à détenir 51 p. cent des intérêts dans l'éventuel groupe, il veut toutefois que la compagnie conserve une «position de chef

de file» dans l'affaire.

Il a profité de l'occasion pour annoncer que l'ex-ministre québécois du Commerce extérieur puis de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement Bourassa, Pierre MacDonald, avait joint les rangs de Bombardier pour prendre la responsabilité du dossier du TGV.

Le TGV projeté par Bombardier fonctionnerait à une vitesse pouvant atteindre 300 km/h et relierait les villes de Québec, Montréal, Ottawa-Hull, Toronto et Windsor. La distance entre

Montréal et Québec d'une gare à l'autre serait parcourue en 1h 35. À titre de comparaison lorsque l'on prend en compte le temps moyen nécessaire pour se rendre de la banlieue de la ville d'origine au centre-ville de la destination, le TGV serait plus rapide que tout autre moyen de transport, incluant l'avion, entre Montréal et Québec. Ainsi, le temps total calculé de cette manière est de 2h09 pour le TGV contre 2h25 pour l'avion et 2h52 pour l'automobile.

L'étude de pré-faisabilité, reali-

sée sous la direction du professeur Bernard-André Genest, de l'UQAM, un spécialiste des transports, estime que la construction des infrastructures nécessaires au réseau (emprises, structures, ponts, gares, voies ferrées, etc.) coûterait 3,6 milliards\$, en excluant toutefois le tronçon Toronto-Windsor qui n'est pas compris dans l'étude mais dont Bombardier tiendra compte pour les étapes à venir. À cela s'ajoutent des frais d'équipement (électrification, signalisation, trains, etc.) de 1,7 milliard\$. Une facture totalisant donc 5,3 milliards\$.

Mais l'étude conclut que le secteur privé seul ne pourrait assumer entièrement ces frais. En fait,

VOIR TGV EN A 2

A PARTIR DE: **PARIS 399\$** VOL ALLER-RETOUR

NATIONAL AIR 747

NICE • NANTES LYON • ROME TOULOUSE LONDRES À SUPER PRIX

NOUVELLES FRONTIÈRES 288-4800

900 EST BOUL. DE MAISONNEUVE (MÉTRO BERRI)

SUITE DE LA UNE

UNITÉ

Des négociations à six sur l'unité allemande

Au nombre de ces dernières questions se trouvent notamment la garantie des frontières établies après la Deuxième Guerre; le lien avec la Communauté économique européenne; le sort de Berlin; le contrôle des armes chimiques et atomiques; et l'appartenance de ce pays à l'OTAN.

La recherche d'une formule permettant de discuter de l'avenir de l'Allemagne tout en tenant compte des inquiétudes des pays voisins était en cours depuis des semaines, ont indiqué des diplomates. Elle avait été abordée dans toutes les capitales concernées, dont Moscou, lors de la visite de MM. James Baker et Helmut Kohl la semaine dernière.

Débloccage sur les forces conventionnelles

La clôture de la conférence a donné lieu à une déclaration surprise des Américains et des Soviétiques qui venaient d'en arriver à un accord sur la limitation de leurs troupes en Europe. Le président de la conférence, le ministre des Affaires étrangères Joe Clark, du Canada, a fait part de cette entente au nom des signataires.

« Les ministres des Affaires étrangères d'URSS et des États-Unis sont convenus de restreindre à 195000 leurs effectifs en pays étrangers au centre de l'Europe. Les États-Unis peuvent cependant garder 30000 soldats supplémentaires à l'extérieur de cette zone », a dit M. Clark.

C'est une réduction considérable pour les Américains, qui comptent maintenant 305000 soldats dans cette région et qui devront donc en retirer le tiers. Mais c'est nettement plus spectaculaire du côté soviétique puisque le chiffre actuel est de 580000 hommes et qu'il devra tomber à 195000.

L'entente répond au désir des Américains de garder une réserve de 30000 troupes à proximité. Selon eux, les troupes soviétiques sont toujours proches de l'Europe tandis que celles des États-Unis doivent traverser l'Atlantique en cas de conflit.

La zone centrale visé par l'entente recouvre les territoires des deux Allemagne, du Danemark, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Les pays extérieurs ou pourront être stationnées les 30000 troupes américaines supplémentaires sont le Grèce, la Grande-Bretagne, la Turquie et l'Italie.

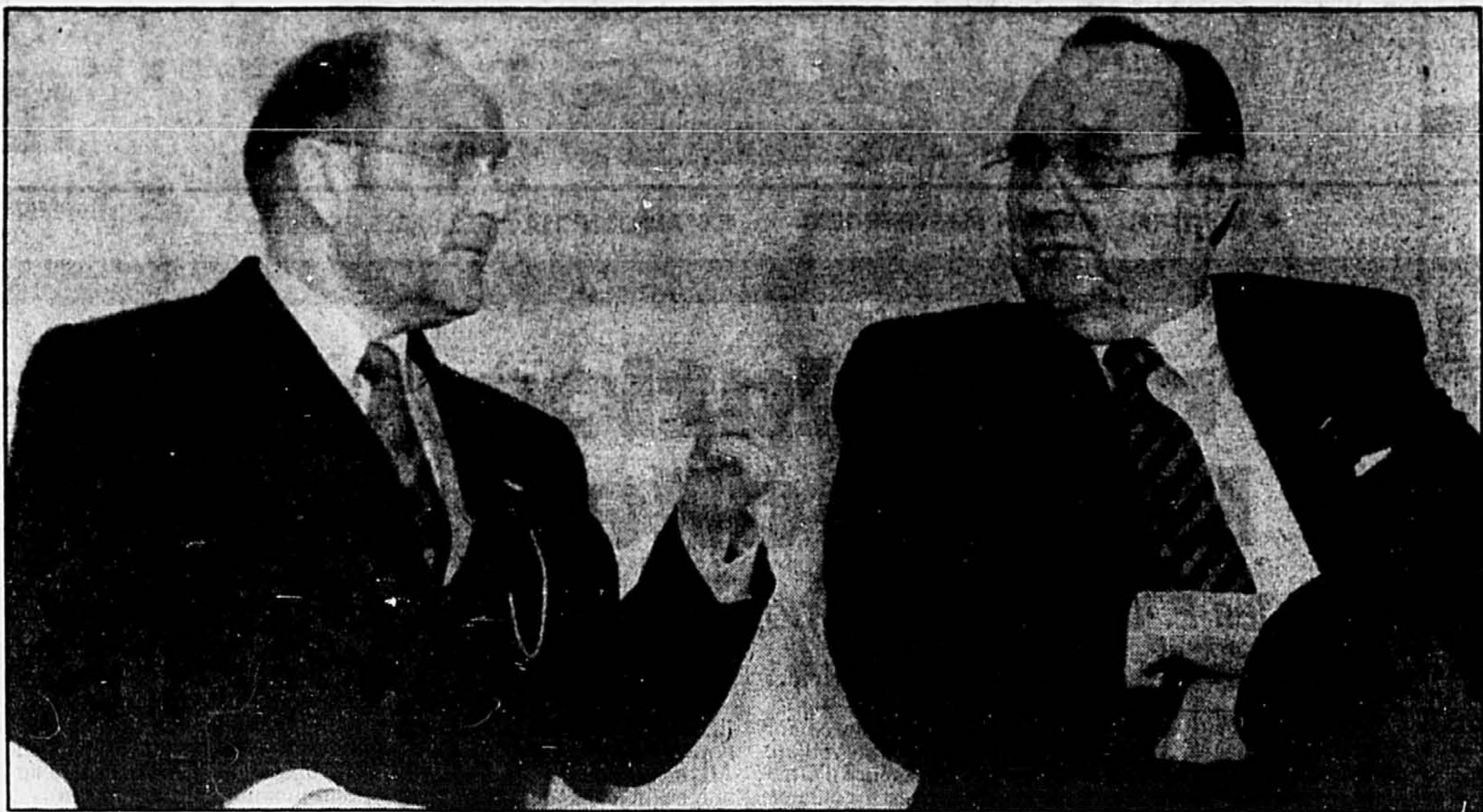
Avec cet accord, il ne restait plus que quatre questions importantes à régler à Vienne pour en arriver à un traité global entre les États-Unis et l'URSS sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE).

Le ciel

Même si la surveillance aérienne est passée au second plan par rapport à ces ententes, « elle n'a pas été oubliée pour autant et les 23 pays participants se sont mis d'accord sur plusieurs points importants », a dit M. Clark.

Les pays du Pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN « ont accompli suffisamment de progrès pour venir à signer un accord sur le ciel ouvert lors de leur prochaine rencontre, prévue pour le 12 mai à Budapest, en Hongrie », a-t-il ajouté. D'ici à la fin de février, les fonctionnaires continueront de négocier les questions encore en litige à Ottawa. « Le mouvement est bien lancé », a dit M. Clark. « La rencontre des ministres visait à donner un élan politique à ces discussions ».

Les pays du Pacte de Varsovie se sont notamment prononcés hier pour la mise en place d'une flotte aérienne internationale



Le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne de l'Est Oskar Fischer (à gauche) s'entretient avec son vis-à-vis ouest-allemand Hans-Dietrich Genscher pendant la conférence d'Ottawa sur le « ciel ouvert ».

PHOTOLASER REUTER

chargée de surveiller les installations militaires des deux grandes alliances. L'Est souhaite aussi que soit fixé un nombre égal de vols de contrôle entre les deux super-puissances. L'OTAN a proposé pour sa part un système de quotas dans le cadre duquel le nombre de vols serait basé sur la taille de chaque pays; le nombre hebdomadaire de survols autorisés serait ainsi de deux à trois pour l'URSS contre un pour les États-Unis.

Lorsque les deux blocs signeront le traité de Budapest, ils accepteront que des avions de l'autre alliance effectuent des vols réguliers de surveillance au-dessus de leur territoire. Ils espèrent ainsi établir une relation de plus grande confiance entre les participants.

« Une fois le principe de ciel ouvert accepté et bien établi, les partenaires pourront peut-être songer à étendre cette idée aux océans et à l'espace, comme le proposait la veille M. Chavardnadze », a conclu M. Clark. D'autres pays pourraient également s'ajouter à ce régime de surveillance. □

DIONNE

Le juge Dionne est critiqué dans trois autres affaires

un avocat, mais ce dernier ne l'aurait pas avisée de la date et, le jour du procès, elle était donc absente, tout comme son avocat.

Le juge Dionne a décidé de procéder en leur absence (il faut savoir que dans le cas de poursuites intentées en vertu d'une loi provinciale, il est fréquent que les accusés ne se présentent pas et que les juges procèdent en leur absence). Au terme d'un procès de quelques heures, le juge l'a déclarée coupable en son absence. Dans ses recommandations, le procureur de la Couronne, Me Paul Crépeau, a suggéré une peine de simple amende, même s'il s'agissait d'un sérieux cas de fraude.

Le juge Dionne, comme c'est son droit, n'a pas tenu compte de la recommandation. Il a imposé une amende de 1900\$ et une peine de prison de... 51 mois.

Quelques jours plus tard, un nouvel avocat, mandaté par Mme Côté, Me Paul Couture, interjeta appel, jugeant la sentence abusive. En raison de cet appel, Mme Côté n'a pas commencé à purger sa peine.

Selon plusieurs avocats, il semble que cette condamnation, quoique légale, soit « déraisonnable ». Dans ce genre de cause, si la poursuite veut une peine de prison, elle procède normalement en vertu du Code pénal. Mme Côté a été poursuivie en vertu de la loi sur l'aide sociale qui prévoit une amende et/ou une peine d'emprisonnement.

L'affaire Cartier

Les deux autres incidents sont survenus à Longueuil.

En octobre 1988, Me Michel Massicotte, avocat de Rémi Cartier, accusé du vol à la dynamite chez Maxi à Longueuil, a demandé au juge Dionne de se récuser. Il jugeait qu'avec ce magistrat, il ne pourrait y avoir de procès « juste et équitable ».

Le procès avait initialement été fixé au 3 octobre mais le juge Dionne l'avait reporté de trois semaines afin de permettre à l'accusé de se trouver un nouvel avocat (Me Claude Olivier, qui le représentait jusque-là, s'était retiré). En acceptant de remettre le procès à une date ultérieure, le juge Dionne avait bien prévenu l'accusé: « Avocat ou non, la cour procédera à compter de cette date ».

Trois semaines plus tard, Cartier et un coaccusé, Nelson Pelletier, comparaissent donc devant le juge Dionne pour y subir leur procès. Pelletier est représenté par un avocat, mais Cartier ne l'est toujours pas. Il tente d'expliquer au juge Dionne qu'il n'est pas prêt à procéder parce qu'il n'a pas trouvé d'avocat. Mais le juge ne veut rien entendre.

Quoi qu'il en soit, Pelletier plaide immédiatement coupable et le juge Dionne remet à plus tard les recommandations au sujet de sa sentence. Mais, du même souffle, le magistrat décide que le procès de Cartier sera instruit (toujours en l'absence d'un avocat).

Dans l'après-midi, Cartier demande encore la permission de se trouver un avocat. Le juge Dionne finit par lui donner un dernier délai de 24 heures pour s'en trouver un, ce qu'il réussit à faire l'après-midi même, Me Massicotte ayant accepté de prendre la cause au pied levé. Aussitôt en possession du dossier, Me Massicotte avise le juge et l'avocat de la Couronne qu'il sera prêt à procéder le lendemain, mais seulement à 10h30.

Le lendemain matin, le juge Dionne, qui sait que Cartier est représenté par Me Massicotte et que ce dernier sera en retard, décide néanmoins de procéder quand même dès 9h30.

Arrivant en cour à 10h30 et voyant que l'on a commencé sans lui, Me Massicotte demande immédiatement au juge Dionne d'arrêter les procédures et de se récuser. Le juge Dionne refuse et Me Massicotte s'en remet à la Cour supérieure, qui, elle, sous la plume du juge Roland Durand, lui donnera raison.

« Je n'arrive pas à comprendre, écrit le juge Durand, qu'en 1988, après des siècles de développement de la Common Law pour garantir à un accusé un procès juste et équitable, que 25 ans après la Déclaration canadienne des droits qui a confirmé ce principe, et que six ans après la Charte canadienne des droits, qui l'a encaissé dans notre constitution, un juge agisse de la sorte. C'est aberrant! C'est bafouer au plus haut degré le droit fondamental d'un accusé d'être jugé conformément à la loi, par un tribunal indépendant et impartial à l'issue d'un procès public et équitable. Surtout, lorsque le juge sait qu'un avocat représente l'accusé, qu'il l'a rencontré la veille, et qu'il a confirmé sa présence le matin même. Malgré cela, il s'acharne à procéder sans la présence de cet avocat, il refuse de le récuser alors que les raisons avancées pour qu'il le fasse étaient très valables, refuse un ajournement de quelques minutes pour permettre la signature et la signification d'une pièce de procédure très sérieuse, et continue le procès comme si rien n'était. »

Quelques jours plus tard, le juge Réjean F. Paul, de la Cour supérieure, ordonnait au juge Dion-

ne de se désaisir immédiatement du dossier d'un autre accusé dans le vol Maxi, Martin Simard, qui subissait son enquête préliminaire sous une accusation de vol qualifié. Ce dernier était également représenté par Me Massicotte.

Dans sa décision, le juge Paul écrit: « Il n'est pas souhaitable que cette enquête continue parce que l'accusé et le public peuvent avoir l'impression qu'il y a un déni de justice à cause de la partialité possible du juge de paix (Dionne), volontaire ou involontaire; même si dans les faits, ce n'est pas le cas, l'apparence de parti-pris est tout aussi inquiétante pour l'accusé et le public. »

Dans les milieux judiciaires, on a fait état hier d'autres incidents à Sherbrooke et à Longueuil: impatience, sautes d'humeur, écarts de langage. Il faut souligner que tous les avocats contactés par La Presse n'ont accepté de parler que sous le sceau de l'anonymat. La raison: ces avocats doivent travailler avec le juge Dionne ou craignent un jour d'avoir à plaider devant lui et ne veulent pas se le mettre à dos.

Rappelons que le juge Dionne a été réprimandé récemment par le Conseil de la magistrature pour ses écarts de langage lors du procès d'un syndiqué de la FTQ. Il avait alors comparé le milieu syndical au crime organisé. □

EVELYNE

Evelyne mourra à l'automne

Mme Payette affirme que l'histoire de la non-disponibilité d'Andrée Boucher, le mardi, ne s'était pas rendue jusqu'à elle.

« Mais il faut savoir qu'Andrée Boucher avait elle-même demandé qu'on raccourcisse sa saison l'année prochaine pour se faire opérer à la hanche (Mme Boucher boîte à la suite d'un accident d'automobile). J'ai donc écrit, en pleurant, la mort de son personnage. J'ai su trop tard qu'elle avait remis son opération à plus tard, voulant faire toute sa deuxième saison à Télévision Quatre Saisons. »

On se souvient que Mme Payette avait noyé Benoît, l'ex-mari d'Anne dans *La Bonne Aventure*, parce que le comédien Serge Dupire avait demandé une augmentation de son cachet.

Mme Boucher a confirmé qu'elle avait décidé de reporter d'un an son opération à la hanche puisqu'elle devra arrêter de travailler pendant quatre mois.

Et, c'est un fait qu'elle aime son travail d'animatrice d'émission, qu'elle voudrait d'ailleurs amplifier, en invitant le public en studio et en lui posant des questions, à la manière d'Oprah Winfrey à la télé américaine. Elle rêve aussi de faire du cinéma.

Evelyne ne mourra pas d'une râclée de Roger. Elle s'éteindra tout bêtement sur la table d'opération. Car, la saison prochaine, le texte fera allusion à sa claudication et elle ira se faire opérer.

Mme Payette a expliqué que si Roger l'avait tuée, il aurait fallu faire traîner le procès jusqu'à la fin de la série, et que cela ne castrait pas avec ses plans.

Mais, il semble que Roger se trouvera une autre victime...

Andrée Boucher est déçue de voir mourir son personnage, et de cette façon aussi bête.

« J'aime Evelyne. Elle a fait sortir ma tendresse, ma douceur. Je n'avais jamais eu un rôle pareil. Le 11 mai, ce sera la dernière fois que je l'interpréterai. J'ai l'impression d'abandonner le public. »

Lors d'un sondage au Salon de la femme, il y a deux ans, le personnage d'Evelyne avait été choisi comme le plus populaire de la télévision par une forte majorité de femmes. Mme Boucher a d'ailleurs gagné plusieurs trophées grâce à Evelyne. □

TGV

1h35 et 68\$ pour parcourir Montréal-Québec en TGV

le projet n'est rentable que si les entreprises n'injectent que 3,7

milliards\$. Le reste, soit 1,6 milliard\$, devra provenir de sources gouvernementales, sous une forme ou une autre, mais sans condition de remboursement. L'apport gouvernemental pourrait être, par exemple, selon M. MacDonald, la location à tarif réduit des emprises sur lesquelles les rails seront aménagés ou la construction de viaducs.

M. Leblanc justifie de son côté la demande d'une participation gouvernementale par le fait que le TGV doit être perçu comme un « service public ». Même si les liaisons par autocar ou avion sont assumées par le secteur privé, fait-il valoir, les gouvernements y contribuent par le biais de la construction et la réfection de routes ou de l'entretien des aéroports.

Bombardier entend d'ailleurs faire valoir son projet de TGV auprès de la Commission royale d'enquête sur les transports formée par Ottawa lors de l'annonce des compressions chez Via Rail, ainsi qu'auprès du comité Québec-Ontario mis sur pied par les gouvernements des deux provinces pour débattre de l'importance industrielle des services ferroviaires.

1250 emplois

Selon l'étude de Bombardier, le projet créerait 4000 emplois-anneés pendant la période de construction qui irait de 1992 à 1997, année prévue pour la mise en service. La gestion du réseau emploierait 1250 personnes.

Les frais annuels d'exploitation et d'entretien sont évalués à 165 millions\$, sans compter toutefois le financement de la dette contactée par les entreprises. Les simulations financières prévoient que les frais d'implantation du système seraient remboursés sur une période de 25 ans tout en assurant un rendement suffisant aux entreprises qui investiront dans l'affaire.

Les estimés de Bombardier se fondent sur un transfert important vers le TGV des utilisateurs d'autres moyens de transport. Annuellement, on prévoit que 5,3 millions de passagers utiliseraient le TGV, contre les 1,6 million d'utilisateurs actuels du train.

Afin d'assurer ce niveau de fréquentation, Bombardier compte, en plus de la rapidité du TGV, sur la qualité du service offert, la ponctualité ainsi que sur des tarifs compétitifs.

En guise d'exemple, entre Montréal et Québec, l'étude estime que le prix du billet serait (en dollars de 1988) de 67,70\$ pour le TGV contre 129,40\$ pour l'avion et un prix de 64,50\$ pour l'automobile. Le prix du billet en autocar n'apparaît pas dans l'étude de Bombardier mais il est actuellement d'environ 32\$.

C'est surtout entre Montréal et Toronto que le tarif du TGV serait alléchant pour l'habitude de l'avion, soit 119,37\$ pour le train contre 169,00\$ pour l'avion. Le temps de parcours entre ces deux villes (en passant par Ottawa) est de 3h36 pour le TGV, selon le calcul banlieue-centre-ville, comparativement à 3h20 pour l'avion.

VALENTINS

Valentins, un peu d'imagination...

don't ils rêvaient pour se gâter un peu à la veille de la Saint-Valentin. C'était leur fête à eux, loin de leurs deux petites filles Angélique et Véronique, dont ils célèbrent de toute façon tous les jours l'existence.

Johanne et Sylvain se sont connus il y a sept ans, se sont mariés « par hasard » le jour du deuxième anniversaire de leur rencontre, et ont eu de nombreux enfants, selon les normes actuelles. Sylvain avoue qu'il aime offrir des fleurs « pour faire plaisir, pour la gaité du geste ou pour se faire pardonner ». Il n'a pas précisé la nature de la faute...

M. Fauchois et sa femme, Odette Brousseau, leur ont conseillé des fleurs romantiques à souhait: anémones, grandes tulipes françaises très élégantes, lilas, branches de spirées ou de pêcher et à

la rigueur, une rose Vivaldi, aux couleurs subtiles. Rien à voir avec les roses rouges, vulgaires et tapageuses.

Les amoureux ne sont pas seuls au monde le jour de la Saint-Valentin, puisqu'ils sont des millions à acheter chocolats, fleurs et cartes de souhaits pour témoigner de leur flamme éternelle. Ils font la joie des commerçants, qui engrangent ainsi des centaines de millions de dollars de bénéfices aux États-Unis et au Canada. Une entreprise américaine suggère même aux jouvenceaux d'offrir pour 64 dollars un colis tout plein d'huitres fraîches à leurs jouvencelles. Ce mollusque est en effet doté, dit-on, de vertus aphrodisiaques. « chantées par les plus grands poètes, de Shakespeare à Gershwin », affirme très sérieusement le distributeur.

Un jour affreux...

Mais qu'en est-il des laissés pour compte, coeurs solitaires et couples malheureux?

« Quand on est amoureux, affirme la psychologue Josée Lamarre, on n'a que faire de boîtes de chocolats ou de fleurs. Ça n'a pas d'importance. Mais pour certains autres, la Saint-Valentin est un jour affreux, un peu comme Noël. »

Les psychologues du Québec offrent à la population un service téléphonique d'écoute-conseil gratuit aujourd'hui seulement, le 14 février (738-1881, entre 9h et 21h). L'année dernière, 360 personnes se sont évaluées de ce service pour raconter leurs problèmes, amoureux ou autres. Mme Lamarre faisait partie du contingent d'une soixantaine de psychologues qui ont répondu à des appels parfois pathétiques. « Nous écoutons les gens et, si possible, nous leur donnons des conseils, explique Mme Lamarre. C'est déjà quelque chose. On nous confie toutes sortes de difficultés. La Saint-Valentin amplifie le sentiment de solitude et d'incompréhension chez les personnes qui ne correspondent pas au modèle idéal. Je crois qu'on devrait faire de cette fête la célébration de la tendresse entre humains en élargissant la notion d'amour. Ainsi, on pourrait par exemple autoriser les gestes d'affection sans qu'ils soient nécessairement interprétés comme des avances sexuelles. »

La psychologue Sylvie Pelletier partage ce point de vue. Le problème, dit-elle, ce n'est pas l'amour, c'est la façon dont il est « marketé » de nos jours. Seul le couple a droit de cité. Le 14 février devrait être un prétexte à un rapprochement entre les gens. Nous manquons beaucoup d'amour dans notre société. »

Cela n'empêchera pas les fleuristes de vendre des fleurs en quantité aujourd'hui. Et même quelques roses... □

Sept ans pour le meurtre de son ami

■ Nicole Ricard, 47 ans, a été condamnée hier à sept ans de pénitencier par le juge Kevin Downs, de la Cour supérieure, pour avoir ourdi le complot du meurtre de son ami, Paul-Émile Laporte, mort dans l'explosion d'une bombe à Saint-Jean-sur-Richelieu, le 12 décembre 1987.

Ricard avait reconnu avoir payé deux tuteurs à gages pour mettre fin aux jours de son concubin, Gaëtan Goudreau, 35 ans, un motard des Outlaws, et son père Guy, 57 ans, avaient accepté la somme de 10 000\$ pour aller placer une bombe télécommandée sous le siège de la Cadillac de Laporte, un ancien lutteur masqué qui s'était lancé dans les affaires. Les deux Goudreau avaient reconnu leur culpabilité à des accusations de meurtre non prémédité et d'homicide involontaire (dans le cas du père), fin octobre. Ricard se plaignait des mauvais traitements que lui infligeait Laporte, avec qui elle vivait depuis 15 ans, et c'est pourquoi elle voulait l'éliminer.

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants :

- à Montréal : Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 18 h;
- à Montréal : Montréal Trust, Place Montréal College (coin de Sainte-Catherine) de 10 h à 17 h;
- à Valleyfield : Club Optimiste de Valleyfield, l'Ordre Royal des Moose, 67, rue de l'Académie (en face du Palais de justice), de 14 h 30 à 20 h 30;
- à Sainte-Sophie : sous le parrainage du Club Optimiste Sainte-Sophie, Pavillon de la jeunesse, 2181, ruelle l'Hôtel de ville, de 15 h à 20 h.

La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

967

à quatre chiffres

2234

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.		Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111	
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7202
COMPTABILITÉ		National, Tele-Press	285-7306
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	285-7265
Annonces classées	285-6900	Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E. 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2V 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe » Enregistrement: numéro 1400-Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



07-3-01

MERCREDI 14 FEVRIER 1990

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111

Mise en garde du ministère de la Santé sur le 714-X de Naessens

Le médicament du chercheur est « considéré comme une thérapie non éprouvée »; deux de ses patientes sont mortes récemment

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le ministère fédéral de la Santé vient d'adresser à tous les médecins du Canada une mise en garde précisant que l'autorisation de vendre le 714-X du professeur Naessens « ne constitue pas une attestation de l'innocuité ni de l'efficacité du produit ». Tout au plus, l'administration du fameux médicament serait un geste humanitaire.

Par ailleurs, on a appris que deux patientes soignées par le chercheur autonome de Rock Forest sont mortes récemment. Le docteur Jacques Jolivet et ses deux collègues oncologues de Montréal, attendent toujours les rapports que doit leur faire parvenir le professeur Gaston Naessens sur des cas de guérison attribuable au 714-X.

Les deux patientes qui ont succombé sont Mme Vignal et Mme Wilhelmy. L'autome dernier,

leurs maris avaient témoigné en faveur de Gaston Naessens, à Sherbrooke, lors de son procès pour négligence criminelle, procès qui devait se terminer par un acquittement.

Au nombre des témoins vedettes de ce procès, l'ambassadeur de France aux Seychelles, M. Renaud Vignal, ancien consul de son pays à Québec, était venu apporter son appui à Gaston Naessens. Son épouse, atteinte de leucémie depuis 1984, avait été traitée au 714-X. Elle avait donné naissance à un garçon qui a maintenant dix mois, mais a succombé à une hémorragie cérébrale le 26 janvier dernier, à l'âge de 35 ans, à la suite d'une intervention chirurgicale sur la rate. Elle souffrait d'une hépatite virale. Selon un porte-parole du consulat général de France à Montréal, Mme et M. Vignal avaient « gardé toute leur confiance en M. Naessens ». Plus récemment encore, la femme du juge François Wilhelmy, témoin

lui aussi au procès, s'éteignait à son tour. Les deux témoins avaient déclaré que leur femme avait subi le traitement au 714-X et s'en était trouvé mieux.

L'ancien ministre et député de Laurier, Gerald Godin, qui a lui aussi subi le traitement, doit passer un scanographe d'ici quelques jours. Il n'était pas hier à son bureau de comté, mais dimanche dernier il participait à une assemblée générale de la direction du Parti Québécois dans le comté de Mercier où il a pris la parole devant cent cinquante partisans.

Naessens attend des confirmations

Joint à sa résidence de Rock Forest, lundi, le professeur Naessens a déclaré à La Presse qu'il attendait des confirmations écrites avant d'annoncer les noms des trois experts qu'il entend proposer pour étudier les dossiers en même temps que le groupe du docteur Jolivet. Leurs noms de-

vraient être rendus publics d'ici peu, a dit le chercheur solitaire, de même que celui du journaliste scientifique qui doit assister aux expertises. Selon certaines rumeurs, il s'agirait d'un écrivain-journaliste américain, Christopher Bird, qui collabore à la revue New Age. M. Naessens n'a pas voulu avancer de nom, ajoutant: « Ce n'est pas une urgence. » Pour le docteur Jacques Jolivet, l'affaire est demeurée totalement morte depuis qu'il a fait sa proposition. « Je n'ai reçu aucune communication, aucun dossier. Il y en a peut-être, des miracles, mais qu'on nous envoie les dossiers! » Et le spécialiste de l'Institut du cancer de Montréal déclare qu'il a eu sa leçon dans cette affaire largement médiatisée qui ne débouche encore sur rien.

La proposition du docteur Jolivet à Gaston Naessens d'étudier des dossiers de ses malades, a été transmise à ce dernier par une lettre datée du 17 janvier. Dès le 24 janvier, le président de la Cor-

poration professionnelle des médecins du Québec, le docteur Augustin Roy, donnait sa bénédiction au docteur Jolivet dans une lettre par laquelle il le félicitait de son engagement « dans une affaire aussi importante, dont j'ai hâte de connaître les résultats ». Par un phénomène nouveau de glasnost médicale, le docteur Roy s'empressait d'expédier des copies de sa lettre à tous les journalistes intéressés par le dossier du 714-X. Du côté de la Direction générale de la protection de la santé de Santé et Bien-être social Canada, on « note avec inquiétude l'intérêt grandissant du public à l'égard du 714-X ». Le sous-ministre adjoint A.J. Liston vient d'envoyer, pour la première fois, un avis émis par la publication du ministère, « Actualités », concernant « un produit non éprouvé, le 714-X, proposé pour le traitement du sida et du cancer ».

Le ministère avise les médecins que « l'autorisation de vendre ce

médicament à un médecin est accordée cas par cas, pour des raisons humanitaires » mais que « le 714-X est considéré comme une thérapie non éprouvée: la Direction ne dispose d'aucune donnée permettant d'envisager des résultats prometteurs du 714-X sur les animaux ou sur les êtres humains ».

« L'analyse du produit a révélé qu'il contient un mélange de camphre, de chlorure d'ammmonium, de nitrate d'ammmonium, de chlorure de sodium, d'éthanol et d'eau », déclare la direction générale de la protection de la santé. Jusqu'à présent, les autorités médicales avaient déclaré ne pas avoir pu faire l'analyse précise du produit. Lors d'une récente rencontre à Vancouver, le Comité consultatif expert de la Direction générale a « unanimement déploré l'utilisation du 714-X pour le traitement du cancer et... du sida. Le comité a souligné que ce traitement pouvait entraîner des effets secondaires ».

Un contrat en or pour les chauffeurs de la STCUM qui l'entérinent

FLORIAN BERNARD

L'assemblée générale des chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro a donné lieu à un véritable baroud d'honneur à l'endroit du président du syndicat, M. Maurice Vézina, et de tous les membres de l'exécutif. C'est non seulement à l'unanimité, mais également dans un climat d'euphorie que les chauffeurs ont voté en faveur de la nouvelle convention collective.

Pareille unanimité et pareilles conditions ne s'étaient pas vues depuis plus de 25 ans à la STCUM. Cette dernière s'est montrée extrêmement généreuse. Les chauffeurs ont obtenu des gains majeurs sur tous les plans, surtout en ce qui touche les salaires et la caisse de retraite.

Une hausse de salaire de 5 p.c. marquera chacune des deux premières années de la nouvelle convention, en plus d'une clause d'indexation du coût de la vie. En outre, les chauffeurs pourront désormais prendre leur retraite sans pénalité dès l'âge de 60 ans ou lorsqu'il auront complété 32 années de service. Certains chauffeurs entrés à la STCUM à l'âge de 21 ans pourront obtenir une pleine retraite dès l'âge de 49 ans. Sur ce seul plan, les chauffeurs de la STCUM obtiennent des privilèges qui se comparent à ceux des policiers.

Au plan salarial, les chauffeurs dépassent maintenant leurs collègues de Toronto.

« Nous n'avons rien concédé de l'ancien contrat de travail. Tout ce que nous avons obtenu consti-

tue du neuf. Nous avons enregistré les gains les plus importants de toute l'histoire de notre syndicat », a déclaré le président, M. Vézina.

Avec une telle entente, le syndicat des employés d'entretien est maintenant complètement isolé. Il est clair que la STCUM, au moyen d'une ronde intensive de négociation en présence du conciliateur, a voulu — et a parfaitement réussi — à conclure une entente rapide avec ses chauffeurs. Les chauffeurs en sont conscients, mais ils ne s'en culpatisent pas.

« Nous respectons nos camarades de l'entretien et nous les appuyons dans leur lutte. Toutefois, pouvions-nous refuser les conditions que nous offrait la STCUM », s'est demandé M. Vézina. Ce dernier a ajouté que depuis plusieurs semaines, les chauffeurs subissaient les insultes de plusieurs usagers, mécontents des mesures de pression exercées par les employés d'entretien.

Du côté des employés d'entretien, aucun déblocage n'est en vue. En réalité, la situation ne cesse de se détériorer. Hier encore, plus de 200 autobus ont été immobilisés, entraînant des retards et des problèmes pour des milliers de clients de la STCUM.

En début de journée, les dirigeants syndicaux ont réclamé la tenue d'une enquête par le ministère des Transports. Le syndicat soutient que les employés temporaires embauchés par la STCUM ne possèdent pas les qualifications requises pour entretenir et réparer les autobus. Ils affirment que la sécurité des passagers est en jeu.



PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU, La Presse

Les accidents qui se produisent à l'intersection des rues Saint-Denis et Rosemont comptent, proportionnellement, plus de blessés qu'ailleurs. Ils surviennent également plus souvent la nuit et le dimanche que la moyenne des autres accidents de l'île.

L'intersection où survient le plus d'accidents d'auto avec blessés? Saint-Denis-Rosemont!

MARIANE FAVREAU

Quelle est l'intersection de l'île de Montréal où, au cours des dernières années, s'est produit le plus grand nombre d'accidents d'automobile avec blessés? Saint-Denis et boulevard Rosemont: on y a relevé 93 accidents, dont 34 ont causé des blessures à 58 personnes.

Mais c'est l'intersection Langelier-boulevard Métropolitain qui est championne toutes catégories avec ses 173 accidents, avec ou sans blessés. Là, c'est surtout la tôle qui écope: 128 accidents occasionnant des dommages seulement et 45 avec blessés.

Mais l'intersection Saint-Denis-

Rosemont est intéressante à plus d'un titre, indique M. Robert Bourbeau. Les accidents qui s'y produisent impliquent plus de véhicules (plus de deux) qu'ailleurs. Les accidents s'y produisent plus fréquemment le soir et la nuit, soit 50 p. cent entre 21 h et 5 h. Cette proportion n'est que de 27 p. cent ailleurs. Enfin, les accidents s'y produisent le dimanche dans une proportion de 20 p. cent contre 11 p. cent ailleurs.

Les chercheurs n'ont pas étudié le pourquoi de ces distinctions. Mais avec le viaduc surélevé Rosemont-Van Horne qui atterrit rue Saint-Denis, et le petit tunnel qui débouche tout près de l'intersection, on aurait peut-être là des éléments de réponses qui expliquent les accidents.

M. Bourbeau est, avec M. Stéphane Messier, l'auteur d'une étude portant sur les « lieux représentant des dangers dans l'île de Montréal et les accidents de circulation routière ». Cette étude couvre les années 1984-86 et exclut les voies rapides et les ponts.

S'ils ont identifié 219 emplacements dangereux, ils en relèvent 30 à « insécurité maximale ». En plus des deux intersections citées plus haut, ils ont identifié l'intersection Côte-des-Neiges et Van Horne comme celle où se produit le plus d'accidents associant un piéton, soit dix. Les délits de fuite sont populaires (44 p. cent) angle Jean-Talon et Pie IX. Angle Beaulac et Hochelaga, ce sont les collisions entre automobiles et objets fixes qui sont le plus souvent en cause.

Les deux chercheurs, démographes et membres du Centre de recherche sur le transport de l'Université de Montréal, ont épluché les rapports de police et les données disponibles de la Régie de l'assurance automobile du Québec.

Ils ont constaté qu'entre 1982 et 1986, il y a eu, en moyenne, 125 morts liées à la conduite d'un véhicule moteur dans l'île. L'ensemble de tous les accidents (avec ou sans blessés) se chiffre annuellement à 50 000 dans le même territoire.

Maintenant, les auteurs aimeraient bien poursuivre l'étude de certaines intersections, peut-être avec des ingénieurs, pour découvrir les causes des accidents.

Un Montréalais reçoit 21 comptes de taxes en l'espace de 16 mois: quel embrouillamini!

MARIANE FAVREAU

Un contribuable montréalais qui a reçu, par poste certifiée, 21 comptes de taxes depuis un an, assure que s'il avait dirigé son commerce comme la Ville de Montréal même ses affaires, il aurait rapidement fait faillite.

« Quelle sorte de principe utilisent-ils à la ville? C'est complètement fou! », s'exclame M. Nino Ravenda qui n'apprécie pas tellement cette correspondance particulière.

Et ce n'est pas tout. Toujours pour le même condo acheté le 3 octobre 1988, il a reçu de la Communauté urbaine de Montréal 12 avis de modification de sa valeur au rôle d'évaluation. Six de ces avis sont datés du 28 décembre dernier. Quant aux comptes de taxes, ils sont, comme d'habitude, du pur chinois. Tout ce que le contribuable a pu comprendre, c'est qu'il doit payer.

Non pas que les montants soient exorbitants: 2,49 \$, 4,08 \$, 11,07 \$, 19,55 \$, 21,14 \$, 32,44 \$, etc., plus des comptes de plusieurs centaines de dollars. Tous ces comptes ne portent pas le même numéro de compte, ni le même numéro de référence, ni le même numéro de certificat.

Ils ont tous été expédiés par poste certifiée, à raison de 1,94 \$ par envoi. Pourquoi? « C'est ainsi qu'on procède avec les nouveaux clients », s'est fait répondre M. Ravenda.

Bref, un bel imbroglio. Mais sachant que qui ne paie pas a toujours tort, M. N. Ravenda a payé. Encore récemment, un lot de comptes de plus de 1 300 \$. Et trois autres sont dus le 1^{er} mai. Tout cela pour les années 1988 et 1989.

Qui, le contribuable a cherché à se faire expliquer le pourquoi de tous ces comptes. Il a téléphoné au moins une dizaine de fois, tant à la CUM qu'à la Ville.

« Ce qui m'a le plus choqué, c'est qu'on se fait dire des bêtises. Des employés m'accusent de ne pas payer mes comptes, ce qui est faux. On a l'impression qu'on dérange, qu'on agace. Ils nous donnent tort en partant alors que tout ce que je veux, c'est de comprendre ce que je paie. »

Une employée sympathique à son problème devait tout corriger, raconte-t-il, mais les comptes ont continué d'arriver. « Je pense toujours que c'est le dernier, et il y en a toujours un autre. Si tous les contribuables sont traités comme cela, il y a quelqu'un qui fait mal son travail. »

« J'ai reçu 21 comptes de taxes pour 16 mois d'habitation. Et par lettres recommandées qu'il faut aller chercher au bureau de poste. Qu'ils mettent tous mes comptes ensemble, ça leur sauverait de l'argent, et à moi du temps. » L'été dernier, M. Ravenda recevait encore certains de ses multiples comptes pour l'année 1989, à titre de propriétaire d'un terrain vague: il habitait pourtant son logis depuis près d'un an. Mais la machine municipale ne l'avait pas encore admis. Le cas de M. Ravenda n'est pas unique. Les acheteurs de maisons neuves reçoivent tous plusieurs comptes de taxes et avis de modification au rôle dont ils ne sauront jamais la raison. Comme les montants sont souvent peu élevés, ils abandonnent leur recherche et paient pour éviter l'addition des intérêts.

Mais la production industrielle de comptes de taxes pour M. Ravenda est assez inusitée. Cela viendrait peut-être, en partie, d'une erreur commise dans l'acte d'achat de son condo alors qu'on s'est trompé sur les numéros de ses places de stationnement. Pour la corriger, il a fallu dresser un autre acte d'achat devant notaire. « Cela a dû les mêler beaucoup », constate M. Ravenda qui a d'ailleurs dû payer une deuxième taxe de bienvenue.

Une femme se plaint d'avoir été rudoyée par un chauffeur d'autobus

ANDRÉ CÉDILOT

Marian Giakoumakis, 29 ans, s'est plainte, hier, à la police d'avoir été rudoyée par un chauffeur d'autobus pour une banale affaire de billet de correspondance.

L'employé de la STCUM, âgé de 34 ans, dont on ne connaît pas l'identité, a réagi en portant plainte lui aussi, accusant la jeune femme de l'avoir provoqué.

Dans une entrevue, Mme Giakoumakis, encore sous l'effet du choc, a montré en pleurant les marques rougeâtres qu'elle portait à un poignet et un bracelet qui aurait été brisé au moment de l'altercation. Selon elle, le chauffeur l'a agrippée par un poignet, l'a serrée fort et l'a ensuite poussé contre une rampe de l'autobus, avant de lui frapper la tête contre le pare-brise et lui asséner un violent coup de poing à l'estomac.

D'après elle, tout a commencé vers 8 h, à son entrée dans l'autobus qui circule sur l'avenue des Pins, quand elle a demandé au chauffeur de lui remettre un billet de correspondance, puisque sa carte d'abonnement (CAM) était endommagée et ne lui permettait plus de franchir automatiquement les tourniquets du métro.

L'homme aurait refusé net, l'invitant plutôt à se procurer une nouvelle carte au siège social de la société de transport

situé rue Saint-Antoine, dans le centre-ville. Après un bref échange de mots au cours duquel elle l'aurait traité de nouille (jerk), Mme Giakoumakis aurait pris place à l'arrière de l'autobus jusqu'à la station de métro Sherbrooke.

Au moment de descendre, encore sous le coup de la frustration, elle aurait tenté de s'emparer d'un billet de correspondance dans le distributeur de l'autobus. C'est alors que le chauffeur l'aurait saisi par un poignet et serré fortement jusqu'à ce que les autres passagers — une trentaine — aient quitté le véhicule. « Laisse-moi partir, tu n'as pas le droit de me toucher... », criait sans cesse la jeune femme. Apeurée, elle se débattait afin de se dégager.

Loin de cesser, le chauffeur aurait tenté de l'immobiliser en la projetant contre une rampe. Il lui aurait ensuite cogné la tête contre la lunette avant de l'autobus et lui aurait donné un coup de poing à l'estomac. En fin d'avant-midi, elle disait encore ressentir des maux de dos et de tête.

Dans un rapport qu'il a remis à la STCUM, le chauffeur dit avoir réagi de la sorte, après avoir reçu un coup de coude et avoir été frappé à une main par la jeune femme au moment où elle a voulu se saisir d'un billet de correspondance. Il a lui aussi fait une dénonciation à la police de la CUM pour que des accusations de voies de faits soient portées contre elle.

CAMPS de vacances

Un cahier spécial à ne pas manquer samedi prochain dans **La Presse**

La montagne de pneus de Saint-Amable s'amenuise

Le dépotoir qu'on croyait contenir 5,4 millions de pneus n'en compterait que 3,5 millions

PIERRE GINGRAS
et MARCEL LAROCHE

La montagne de pneus de Saint-Amable dont on a tant parlé au cours des derniers mois, devrait disparaître complètement du paysage d'ici la fin de l'année, assure la firme Ani-Mat, la compagnie mandatée par le gouvernement pour recycler les tonnes de caoutchouc qui s'accumulent à cet endroit depuis une vingtaine d'années.

Selon M. Rosaire Croteau, propriétaire de l'entreprise de Saint-Élie d'Orford, près de Sherbrooke, les travaux de recyclage qui ont commencé l'an dernier, ont permis de récupérer 5 000 tonnes de caoutchouc jusqu'à maintenant, soit l'équivalent de 500 000 pneus. La compagnie a toutefois cessé ses opérations à la mi-décembre en raison des grands froids et l'opérateur spécialisé est par la suite tombé malade. Selon M. Croteau, la déchiqueteuse de pneus devrait à nouveau fonctionner dans les jours qui viennent.

Pour sa part, le propriétaire de la montagne «pneumatique», M. Jean-Paul Mireault, entretient de sérieuses doutes sur le temps qu'il faudra mettre pour l'éliminer. Il déplore notamment être privé de ressources financières depuis la suspension des activités de déchiquetage, en décembre. M. Croteau rejette du revers de la main les affirmations du propriétaire des pneus. Il mentionne que M. Mireault est l'objet d'une saisie judiciaire et que c'est à une tierce partie qu'il doit verser les paiements normalement destinés à M. Mireault.

Des estimations à la baisse

C'est au cours de l'automne 1987 que la compagnie Ani-Mat a signé une entente de 4,9 millions \$ avec le gouvernement du Québec afin d'éliminer le dépôt de pneus de Saint-Amable. À l'origine, on estimait que le dépôt comptait 5,4 millions de pneus (ou 54 tonnes de caoutchouc), mais ces chiffres ont été ramenés à des proportions plus réalistes aujourd'hui, fait valoir M. Croteau. On parle maintenant

de recycler de 3,5 millions de pneus.

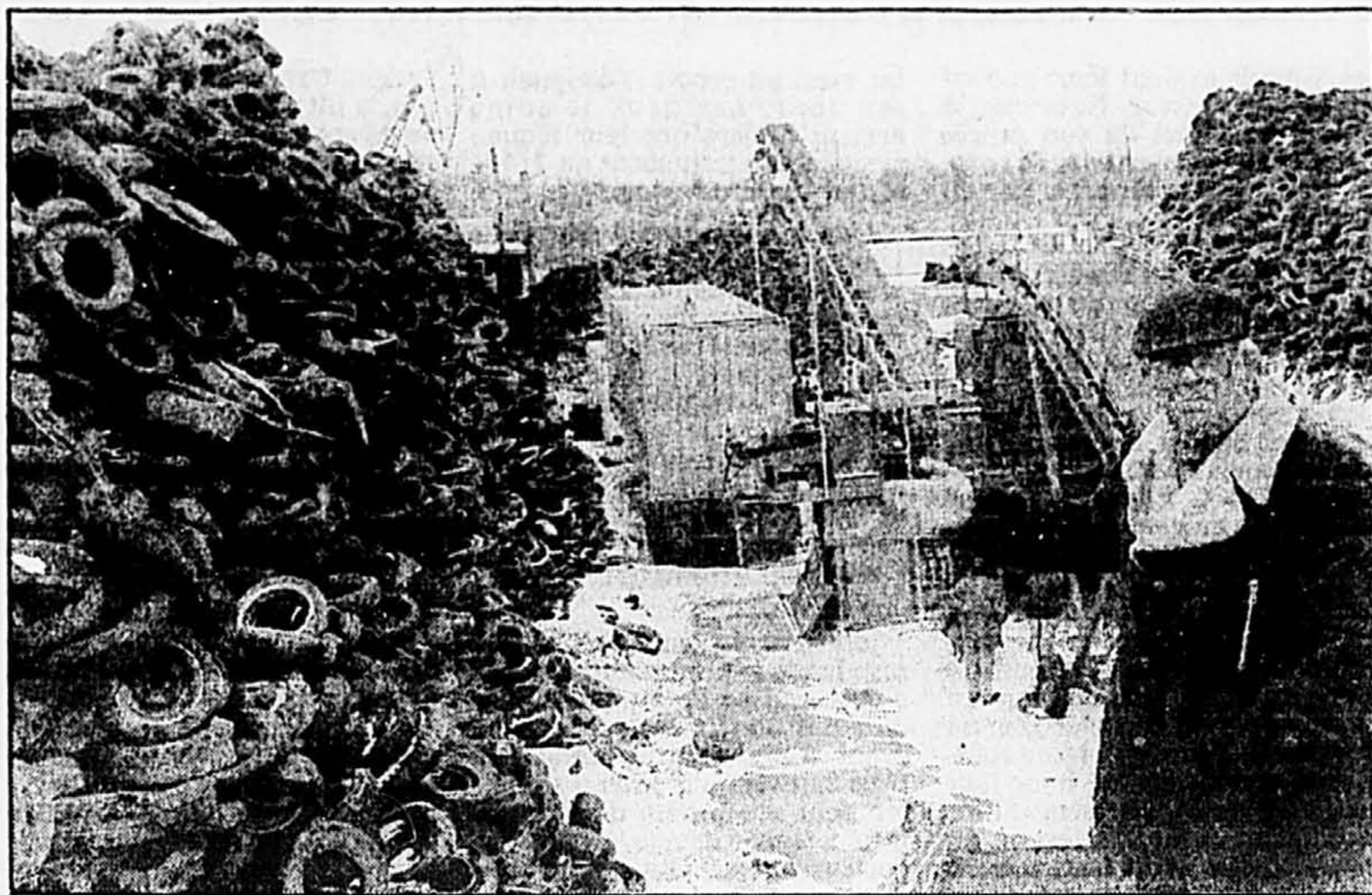
C'est d'ailleurs parce que la quantité est moindre que prévue que le travail de récupération s'étalera sur une période plus courte. La facture devrait aussi être moins considérable pour le gouvernement.

Ani-Mat et sa filiale Caotech réduisent les pneus en petites parcelles, récupèrent le métal et les fibres de verre, transformant le caoutchouc en poussière qui, elle, sert à la confection de tapis de sol pour les gymnases, les arènes ou encore les étables. Il y a deux semaines, les bâtiments de la compagnie ont été endommagés par un incendie, ce qui a nécessité un arrêt de travail de deux semaines. Le travail vient de recommencer.

M. Croteau fait valoir que la compagnie a le vent dans les voiles et qu'elle ne peut fournir à la demande. On y a investi environ 5 millions \$ au cours des deux dernières années. Elle emploie actuellement 45 personnes et, en dépit de la montagne de pneus de Saint-Amable, elle a même dû s'approvisionner en vieux pneus sur le marché américain. «Nos installations ont la capacité de traiter 5 millions de pneus par an. C'est beaucoup plus que les 3,5 millions de pneus usagés que produit le Québec chaque année», dit-il.

M. Croteau souligne qu'il a fait une demande formelle au gouvernement pour récupérer tous ces pneus. Il estime que les pressions des municipalités ou encore des accidents comme l'incendie qui sévit actuellement près de Hamilton, en Ontario, ne peuvent qu'inciter le gouvernement à agir dans ce domaine.

C'est en juin 1988, à la suite d'un petit incendie que la municipalité de Saint-Amable et le ministère québécois de l'Environnement décidaient de prendre des mesures de sécurité au dépôt. Autour du terrain, on a abattu tous les arbres sur 20 mètres de largeur afin d'éliminer tout risque de propagation en cas d'incendie. On a aussi érigé une clôture de deux mètres de hauteur. Le coût des travaux estimé à 155 000 \$ a été assumé par Québec.



L'homme d'affaires Jean-Paul Mireault, photographié hier dans son cimetière de pneus usagés de Saint-Amable, attend avec impatience que la déchiqueteuse (à l'arrière-plan) soit remise en marche prochainement.

PHOTO RENE PICAARD, La Presse

L'évacuation de Hagersville s'intensifie

CP
HAGERSVILLE, Ontario

L'évacuation s'est intensifiée hier autour de l'entrepôt de pneus en feu de Hagersville, le danger pour les résidents s'étant accru sous l'effet de vents qui maintenaient à basse altitude l'épaisse fumée s'échappant du brasier.

L'avis d'évacuation englobe désormais 200 familles vivant dans un rayon de 15 kilomètres autour de l'entrepôt de la Tyre King Recycling, où quelque 12 millions de vieux pneus étaient accumulés.

Quelque 200 personnes résidant à moins de trois kilomètres du feu avaient déjà quitté leurs demeures lundi soir, certaines d'entre elles allant se réfugier à l'école de la municipalité voisine de Port Dover, tandis que les autres étaient accueillies par des parents ou amis.

«Le temps a changé, et la fumée se tient maintenant plus près du sol», a précisé John Steele, porte-parole du ministère de l'Environnement.

La zone d'évacuation s'étend

désormais de Hagersville — une petite ville de 2500 âmes située à mi-chemin entre les lacs Ontario et Érié — et la réserve indienne New Credit, à une quinzaine de kilomètres du lieu de l'incendie.

Bien que l'incendie ait éclaté dimanche soir, ce n'est qu'hier, précise John Steele, que des éléments toxiques ont été décelés dans l'atmosphère, lorsque le vent a changé. «Il n'y avait pas de vent dimanche et lundi, si bien que la fumée s'élevait droit dans les airs et allait se disperser dans la haute atmosphère. Mais hier, le vent l'a maintenue beaucoup plus près du sol.»

M. Steele a ajouté que le ministère poursuivait ses analyses bien après que le feu aura été éteint. L'eau sera elle aussi testée régulièrement, de même que la végétation, pour s'assurer qu'elle n'aurait pas été contaminée par les retombées de l'énorme nuage de fumée.

Les autorités soulignent que les résidents ont été priés de quitter les lieux, et qu'il ne s'est pas agi d'un ordre d'évacuation. En conséquence, certains ont décidé de

demeurer sur place, tandis que d'autres, comme Kathy Easton, qui vit à peu de distance de l'entrepôt, jugeaient préférable d'aller habiter chez des parents ou des amis jusqu'à ce que tout danger ait été écarté.

«J'ai dit aux enfants de n'emporter que le strict nécessaire», a précisé Mme Easton, en ajoutant que le pire était de ne pas savoir à quel moment on pourrait rentrer chez soi.

Selon les pompiers, il faudra probablement plusieurs jours pour éteindre les flammes, alimentées par quatre énormes piles de pneus. Quelque 75 pompiers bénévoles appartenant à douze services d'incendie locaux se relaient sans arrêt pour tenter de maîtriser le sinistre.

Un premier bombardier à eau dépêché de sa base de Sault Ste. Marie a fait plusieurs fois la navette, hier après-midi, entre le lac Érié et Hagersville, déversant chaque fois sur le brasier plus de 5000 litres d'eau contenant une petite quantité de mousse chimique. Un second CL-215 était attendu sur les lieux aujourd'hui.

Le règlement sur les dépotoirs en préparation

PIERRE GINGRAS

Les fonctionnaires du ministère québécois de l'Environnement préparent actuellement la rédaction d'un projet de règlement dans le but de gérer les lieux d'entreposage de pneus.

Il n'existe actuellement aucune loi précise dans ce domaine mais le ministère applique déjà les normes qui seront proposées dans ce règlement pour accorder tout nouveau permis d'entreposage de pneus. C'est le cas notamment du dépôt de Bland, près de Franklin, un des seuls entrepôts du genre reconnus par la loi au Québec.

Les normes suggérées concernent surtout les méthodes d'entreposage. Ainsi, il faudra dorénavant empiler les pneus en îlots qui devront être séparés d'une quinzaine de mètres (50 pieds) les uns des autres. Ces îlots ne devront pas dépasser 6,5 mètres (20 pieds) de hauteur. Pour l'instant, il n'est pas question d'obliger les propriétaires à creuser une tranchée sécuritaire autour de leurs dépotoirs afin de recueillir les eaux et les huiles résiduelles à la suite d'un incendie éventuel. Au ministère, on s'attend à ce que le nouveau règlement soit en mis vigueur au cours des mois qui viennent.

La construction d'îlots vise à éviter que le feu se propage à un lieu d'entreposage complet et simultanément comme c'est actuellement le cas au dépôt de Hagersville, en Ontario.

La construction de tranchées permettrait par ailleurs de recueillir les eaux qui servent à éteindre l'incendie ainsi que les huiles produites sous l'effet de la chaleur. Ces hydrocarbures lourds et ces eaux usées peuvent contaminer les eaux de surfaces et la nappe phréatique. Par ailleurs, des pneus en feu dégagent une foule de produits toxiques dont personne n'est vraiment protégé.

Certaines vapeurs nocives contiennent notamment du monoxyde de carbone et des hydrocarbures gazeux connus sous le nom de HAP, un produit cancérigène.

Au cabinet du ministre de l'Environnement, on confie que Pierre Paradis est conscient de l'urgence de la situation mais que le recyclage des pneus fera partie d'une politique globale de récupération. Cette politique devrait être connue au cours de l'année.

Vente à prix coûtant



Mobilier de chambre en chêne, 6 pièces

1495\$

Quantité limitée

PAYEZ ET EMPORTEZ



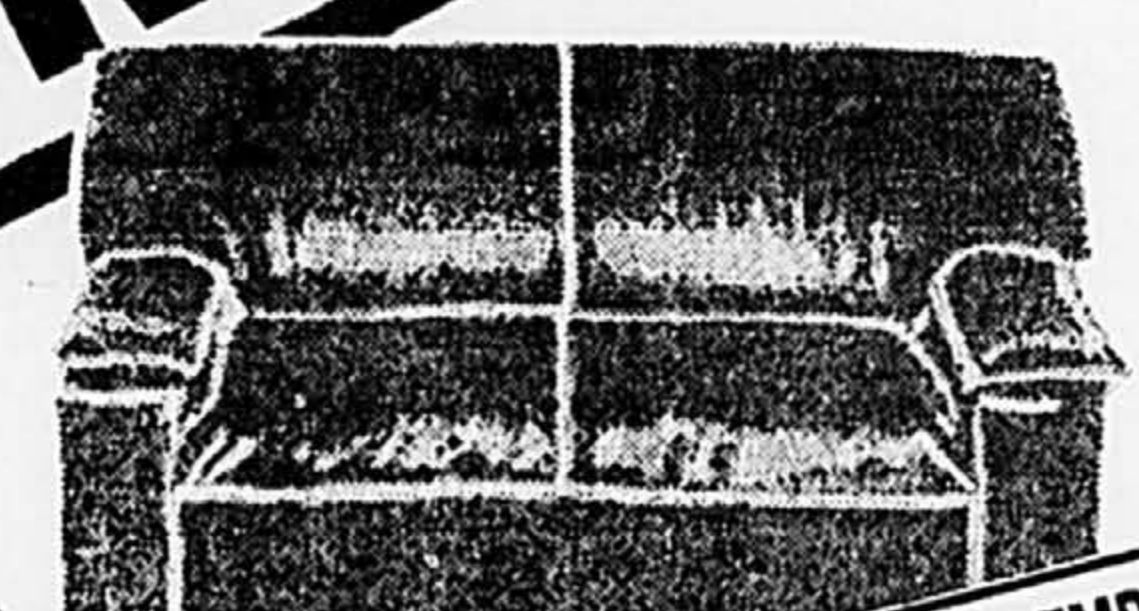
RÉFRIGÉRATEUR de 16,9 pi³ MOFFAT

Modèle MRF1737

- Contenant totale de 16,9 pi³ (453,6 litres);
- Clayettes en porte-à-faux pleine largeur;
- Garde-viande;
- 2 bacs à légumes;
- Garde-beurre et garde-fromage;
- Bac à oeufs;
- Intérieur, bacs à légumes, bac à oeufs et portillon pour les casiers à beurre et à fromage de couleur blanche;
- Interrupteur Econergie;
- Roulettes;
- Couleur: blanc.

795\$

Quantité limitée
Payez - emportez



Causeuse à revêtement rose ou gris

275\$

Quantité limitée

PAYEZ ET EMPORTEZ



Mobilier de cuisine 7 pièces

Disponible en noir ou blanc. Comprend une table, 4 chaises, un buffet et un vaisselier.

695\$

Quantité limitée

Buffet et vaisselier inclus

PAYEZ ET EMPORTEZ

Meubles Jacques Bigras Inc.

Saint-Eustache
586, boul. Sauvé
(1000 pieds au nord de l'hôpital) 473-5310

Chomedey, Laval
1877, boul. Labelle
(1000 pieds au nord du boul. Saint-Martin) 687-1332

Prévost
261, route 117 (boul. Labelle)
à la hauteur de La Porte du Nord 224-8244

Certains fonctionnaires avaient peur de se retrouver devant le juge Ruffo

YVES BOISVERT

■ C'est parce que les fonctionnaires, administrateurs et autres « intervenants » jugeaient que la situation était devenue intenable qu'une « plainte collective » contre le juge Andrée Ruffo a été signifiée, le 20 mai 1988, au juge en chef de la Cour du Québec, M. Albert Gobeil.

Voilà ce qu'a déclaré hier M. Milville Lapointe, directeur du Centre des services sociaux de Laurentides-Lanaudière. M. Lapointe témoignait devant les quatre membres du Conseil de la magistrature chargés d'entendre la dizaine de plaintes qui pèsent contre Mme Ruffo, du Tribunal de la jeunesse.

Selon M. Lapointe, tout le personnel du CSS de la région Laurentides-Lanaudière était affecté par les décisions inhabituelles du juge Ruffo et plusieurs craignaient de se retrouver devant elle au tribunal.

Le directeur de la protection de la jeunesse (DPJ) pour la région, M. Robert Dupont, a ensuite présenté sa vision des choses.

Après avoir soutenu que Laurentides-Lanaudière était considéré comme une « région privilégiée en général même si de temps en temps les centres d'accueil sont engorgés », M. Dupont a admis avoir déjà déclaré que, fin 1987, début 1988, sa région

avait la plus longue liste d'attente d'enfants en difficulté au Québec, et ce, même si cette région ne représentait qu'un dixième de la population du Québec.

M. Dupont, dans une entrevue au *Journal de Montréal* du mois de décembre 1987, a en effet exprimé l'opinion que la situation était devenue critique dans sa région et que, vu le manque de ressources, il était obligé de faire des choix cruels. Par exemple, s'il ne reste qu'une place en centre d'accueil et qu'il est mis au courant de deux cas d'enfants agressés sexuellement dans leur famille, il faudra qu'il choisisse le plus jeune et qu'il laisse le deuxième dans son milieu jusqu'à ce qu'il y ait une place.

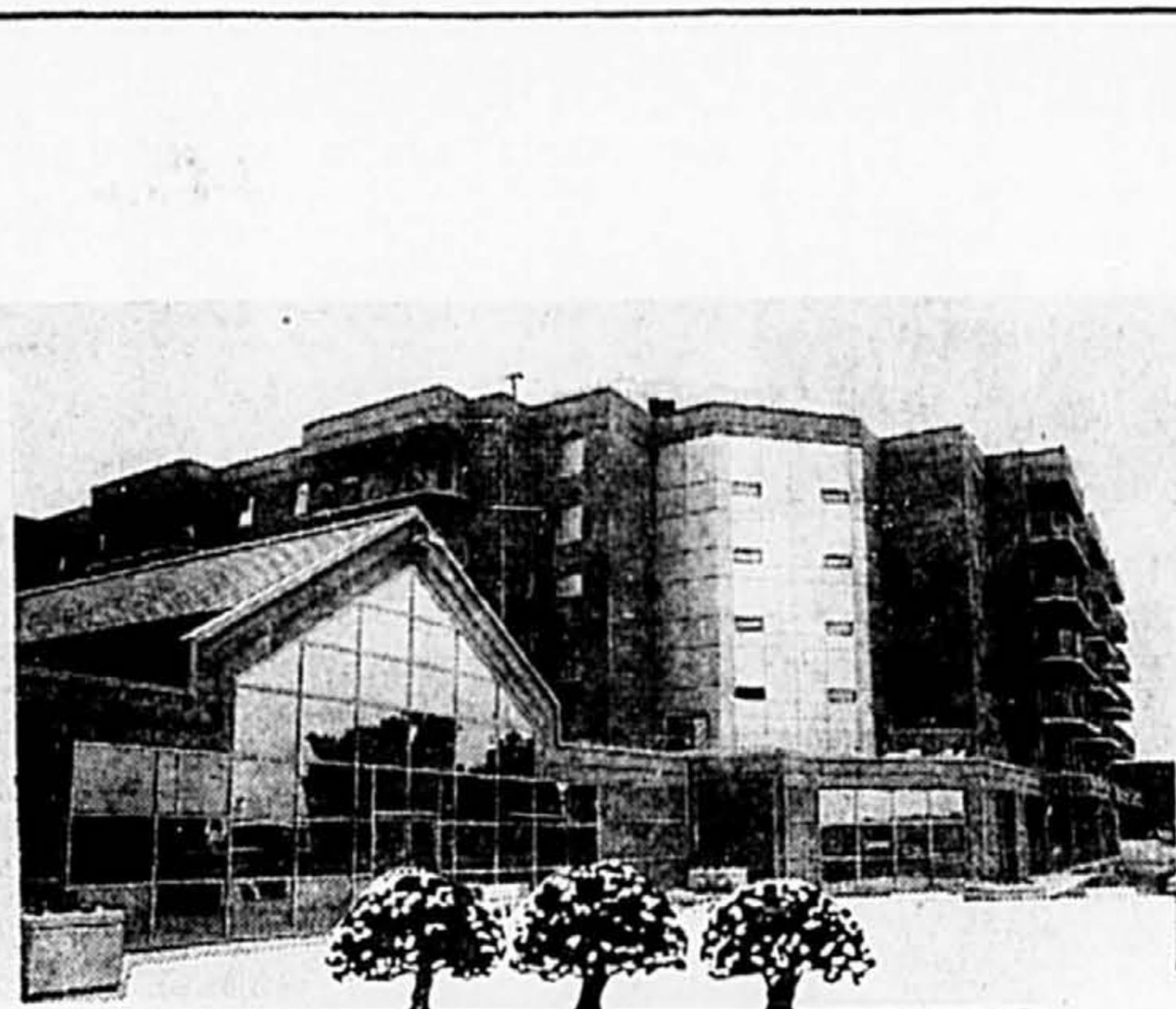
Au moment de cette entrevue (qui coïncide à la période des jugements du juge Ruffo qui font l'objet de plaintes), il n'existait aucun centre pour les enfants drogués ou alcooliques dans la région et il était très difficile d'obtenir des soins psychiatriques pour les mineurs.

Devant cette réalité, M. Dupont, qui n'avait des problèmes qu'avec « ce juge-là », avait demandé à Mme Ruffo de faire la différence entre les ordonnances « idéales », qui font abstraction des contraintes budgétaires et du nombre de places disponibles, et celles qui sont « réalistes », c'est-à-dire : qui tiennent compte des ressources de la DPJ.

« Il n'est pas question que je me conforme à votre demande d'ordonnances réalistes, avait-elle rétorqué. Je vais toujours ordonner ce qu'il y a de mieux pour les jeunes. »

L'avocat du juge Ruffo, Me Michel Robert, a finalement exposé à sa manière, dans une question, le noeud du conflit : « Est-ce que le problème de fond n'est pas que la loi reconnaît un grand nombre de droits aux enfants et que les ressources ne sont pas suffisantes ? »

L'audition se poursuit aujourd'hui avec d'autres témoins du plaignant.



LES MARRONNIERS POUR RETRAITÉS

A COMPTER DE **600\$** POUR UN STUDIO

Bail signé avant le 1er mai 1990

Le plaisir de vivre, bien entouré, en tout confort et toute sécurité dans l'élégance et la quiétude.

VISITER LES MARRONNIERS C'EST DÉCIDER D'Y RESTER

668-9632

1500, Montée Monette, Vimont, Laval H7M 5C9

1-800-361-3974

RESTAURANT **BERLIN**

SAINT-VALENTIN CUISINE ALLEMANDE
Menu spécial
Réservez maintenant
101, Fairmount Ouest, Montréal
(angle Saint-Urbain) 270-7398

PARENTS 4 FORMULES AU CHOIX :
CAMPES INTERNATIONAUX DE VACANCES
VACANCES LINGUISTIQUES
HÉBERGEMENT EN FAMILLE

À VOTRE ENFANT UN ÉTÉ DIFFÉRENT

Large éventail d'activités et de programmes : planche à voile, tennis, équitation, ski nautique, canoë, vélo, plongée sous-marine, découverte de régions, photographie, tournage de film, journalisme, théâtre, informatique, langues...

COURS DE RATTRAPAGE AUTRES PROGRAMMES

Quel que soit votre intérêt, nous avons un programme pour vous dans de superbes régions françaises, anglaises et suisses à la campagne, à la montagne ou près de la mer pour des vacances utiles... pleines de santé...

Centre Éducatif... une expérience pour la vie...
Nous sommes... le complément éducatif pour les jeunes... vers les routes du monde.

2196, René-Lévesque ouest, Suite 2, Montréal - H3H 1R6 - Tél.: 939-4090
Ajoutez une dimension internationale à l'éducation de votre enfant. Faites-lui découvrir un nouveau pays... une autre façon de vivre... de nouveaux concepts de loisirs... pour mieux stimuler son TALENT... et retrouver ses forces pour l'année scolaire.



Gérald LeBlanc

Le Suburban : Québec = Nazi

« Pensez-vous que le Québec contemporain ressemble à l'Allemagne nazie de Hitler? Doit-on comparer le traitement infligé à la minorité anglophone du Québec à celui subi par les juifs avant l'holocauste? »

C'est le débat qui fait rage, depuis plusieurs semaines, dans le *Suburban*, un tabloïd distribué gratuitement dans plus de 100 000 foyers anglophones de l'ouest-de-l'île.

Les rares cheveux qui me restent s'étaient dressés à la lecture de pareille infamie. Ayant cependant appris, à mes dépens, que nos amis juifs ont la peau particulièrement sensible, je n'osais trop relever cette grossière affaire.

Un chroniqueur du quotidien *The Gazette*, Karl Nerenberg, vient de me faciliter la tâche, en signant, hier, un article dévastateur contre le *Suburban*.

Tout a commencé avec la publication, en novembre, d'une entrevue avec Pierre Anctil et Jack Jedwab, professeurs à McGill, qui se disaient d'accord avec l'école française obligatoire, prescrite dans la loi 101. Dans le reportage, on parle de ségrégation pour désigner le fait que l'école publique est française au Québec.

C'est alors que le chroniqueur Lionel Albert est entré en scène avec son parallèle entre l'Allemagne nazie et le Québec contemporain. Selon lui, le Québec transmet le même message aux anglophones que les nazis envoyaient aux juifs, avant l'holocauste.

Les dirigeants du Congrès juif canadien ont réagi. Tour à tour, Michael Crelinsten et Reuben J. Poupko, directeur et vice-président du Congrès, ont dénoncé l'analogie. Selon eux, M. Albert dénature le débat linguistique du Québec et banalise, du même coup, l'horreur de l'holocauste.

MM. Nerenberg, Jedwab, Albert, Crelinsten et Poupko sont tous des Montréalais, d'origine juive.

Il tire deux leçons de cette affaire. Tout d'abord, le *Suburban* contribue à créer le climat de haine, qui permet l'expression du rattachement anti-francophone déferlant en Ontario. (En mars 89, le columnist Frank Howard faisait, dans le *Ottawa Citizen*, la même analogie, Québec/Allemagne nazie, que Lionel Albert reprend dans le *Suburban*.)

Il est tout aussi important de souligner que d'autres juifs anglophones de Montréal, influents et respectés dans la communauté, dénoncent le racisme anti-francophone d'un des leurs. Ce ne sont pas les juifs de Montréal, mais Lionel Albert et le *Suburban* qui s'adonnent allègrement au dangereux sport du « mange-canayen ».

On peut se demander, avec Albert Nerenberg, ce que des ministres et députés (Gerry Weiner, Sheila Finestone et Harold Thuringer) pensent du *Suburban*, qui affiche leurs noms parmi ses collaborateurs.

Le message de Fratesi

■ Sault-Ste-Marie et Thunder Bay sont, depuis longtemps et pour longtemps, des villes unilingues anglaises. Je me disais donc que ça ne changerait pas grand-chose de le dire publiquement.

Joseph Fratesi, le maire de Sault-Ste-Marie, et Richard Pearman, le leader du groupe pour les droits des Anglais, ont eu le malheur d'expliquer clairement le pourquoi de leur geste.

« Les francophones doivent être traités de la même façon, ni mieux ni pire, que les autres minorités, italienne, finlandaise... Le Canada est un pays multiculturel; il ne peut donc être biculturel. C'est une contradiction dans les termes », a dit M. Fratesi au reporter du *Globe and Mail*.

En regardant du côté de la jumelle américaine (il y a aussi une ville nommée Sault Ste-Marie aux États-Unis), M. Pearman a, de son côté, vanté les mérites du *melting pot* américain et dit espérer la même chose pour le Canada.

On le faisait partout au Canada, à Halifax ou Saint John ou Toronto ou Calgary ou Vancouver, mais il ne fallait pas le dire tout haut. Comment maintenant empêcher le Québec de développer son propre creuset francophone? Comment, au nom du bilinguisme, empêcher le Québec de prendre les moyens d'intégrer ses immigrants et de préserver sa langue?

Ne pouvant imposer le bilinguisme et le biculturalisme au Canada anglais, particulièrement aux provinces de l'Ouest, Ottawa avait assorti le bilinguisme au multiculturalisme. Les deux devaient être complémentaires.

Les villes ontariennes disent maintenant que bilinguisme et multiculturalisme se sont révélés contradictoires, à North Bay et Sault-Ste-Marie, tout autant qu'à Vancouver et Toronto.

C'est le message de M. Fratesi. C'est l'heure juste qu'il ne fallait pas donner à la face du Canada.

J'ai moins de difficulté avec la brutale franchise de M. Fratesi qu'avec l'hypocrisie, infamie, étalée dans le *Suburban* mais aussi malhonnête dans la bouche des leaders politiques du Canada, qui invoquent le mauvais traitement des Anglo-Québécois pour refuser un statut particulier au Québec.

Quant à l'ultime argument de l'abandon des minorités francophones, ce n'est pas à nous mais au Canada anglais qu'il faut le servir. Plus la société française sera forte ici, plus le Québec sera en mesure d'épauler ses voisins immédiats, les Acadiens et les Franco-Ontariens, et plus il pourra inviter le reste du Canada à faire preuve de tolérance et de générosité à l'endroit de sa minorité francophone.

Le pêcheur de perles

■ J'ai revu Phillip Edmonston, hier à Radio-Canada.

Que de chemin parcouru en 25 ans par le Québec et le pêcheur de perles d'Acapulco. C'est en effet sous le soleil mexicain que tout a commencé, au milieu des années 60. Le jeune Américain plongeait pour les touristes. Une belle Montréalaise le remarqua. Et Phillip devint Québécois.

Il ne manque pas une occasion de souligner, depuis son élection dans Chambly, la tolérance de la société québécoise : « Je suis d'origine américaine, je suis un anglophone qui parle le français avec un fort accent et je viens d'être élu dans un comté francophone, parmi les plus nationalistes de la province. Le Québec est une société tolérante où il y a de la place pour tout le monde », redit-il à chaque entrevue.

C'est une douce musique pour des oreilles, souvent écorchées par d'injustes accusations de xénophobie et de racisme. Ça repose de l'hypocrisie des Albert, Howard, Carstairs, Filmon et Wells.

Merci et bonne chance au pêcheur de perles!

CHÂTEAU VINCENT-D'INDY

parce que votre confort et votre qualité de vie nous tiennent à coeur.

Il est parfois difficile pour les aînés d'opter pour la sécurité tant que leur autonomie est satisfaisante. Ainsi il convient de les aider à s'y préparer. À Chateau Vincent-d'Indy, nous sommes à votre disposition pour organiser une visite personnelle des lieux.



Résidence pour les aînés au coeur d'Outremont

- un appartement personnalisé et confortable;
- des soins infirmiers 24 heures par jour;
- des activités nombreuses et adaptées à vos goûts;
- des services religieux;
- un service de sécurité 24 heures;
- une localisation près du métro.

Le bail annuel inclut les trois repas.

La salle à manger offre une cuisine recherchée et variée.

CHATEAU VINCENT-D'INDY
60, Willowdale
Outremont (Québec)
H3T 2A3
739-1707

Chez Petro-Canada, tout le monde reçoit le traitement

MAXIMUM^{MC}...

même la concurrence!

**1\$
DE
RABAIS**
A L'ACHAT
D'ESSENCE
MAXIMUM

Obtenez 1\$ de rabais en présentant ce bon à l'achat d'au moins 25 litres de Maximum, de Maximum Plus ou de Maximum Suprême.

Valable jusqu'au 31 mars 1990 inclusivement aux stations-service Petro-Canada participantes du Québec.

Un seul bon par achat. Aucune valeur de rachat. Reproductions mécaniques non acceptées. Ce bon ne peut être combiné à aucune autre offre.



CODE 55
MC: Marque de commerce de Petro-Canada Inc. - Trademark

**1\$
DE
RABAIS**
A L'ACHAT
D'ESSENCE
MAXIMUM

Obtenez 1\$ de rabais en présentant ce bon à l'achat d'au moins 25 litres de Maximum, de Maximum Plus ou de Maximum Suprême.

Valable jusqu'au 31 mars 1990 inclusivement aux stations-service Petro-Canada participantes du Québec.

Un seul bon par achat. Aucune valeur de rachat. Reproductions mécaniques non acceptées. Ce bon ne peut être combiné à aucune autre offre.



CODE 55
MC: Marque de commerce de Petro-Canada Inc. - Trademark

**1\$
DE
RABAIS**
A L'ACHAT
D'ESSENCE
MAXIMUM

Obtenez 1\$ de rabais en présentant ce bon à l'achat d'au moins 25 litres de Maximum, de Maximum Plus ou de Maximum Suprême.

Valable jusqu'au 31 mars 1990 inclusivement aux stations-service Petro-Canada participantes du Québec.

Un seul bon par achat. Aucune valeur de rachat. Reproductions mécaniques non acceptées. Ce bon ne peut être combiné à aucune autre offre.



CODE 55
MC: Marque de commerce de Petro-Canada Inc. - Trademark

**1\$
DE
RABAIS**
A L'ACHAT
D'ESSENCE
MAXIMUM

Obtenez 1\$ de rabais en présentant ce bon à l'achat d'au moins 25 litres de Maximum, de Maximum Plus ou de Maximum Suprême.

Valable jusqu'au 31 mars 1990 inclusivement aux stations-service Petro-Canada participantes du Québec.

Un seul bon par achat. Aucune valeur de rachat. Reproductions mécaniques non acceptées. Ce bon ne peut être combiné à aucune autre offre.



CODE 55
MC: Marque de commerce de Petro-Canada Inc. - Trademark

Nous vous remettrons 1\$ pour chaque bon de la concurrence (Esso, Texaco, Shell, Sunoco, Ultramar, etc.), quel qu'il soit!*

Pour chaque bon de la concurrence, quel qu'il soit - bon-cadeau, bon à gratter, bon magique, n'importe quel bon - Petro-Canada vous remettra 1\$ à l'achat d'au moins 25 litres d'essence sans plomb Maximum. L'offre d'échange des bons de la concurrence est valable jusqu'au 10 mars prochain. Et économisez davantage en utilisant les quatre bons-rabais de 1\$ ci-contre.

*Un seul bon par achat. Aucune valeur de rachat. Reproductions mécaniques non acceptées. Ce bon ne peut être combiné à aucune autre offre.

EN PLUS Participez au Concours
«LE TRAITEMENT MAXIMUM»
et vous pourriez
gagner **5000\$!**

Vous pourriez gagner 5 000 \$ en argent comptant en participant à nos tirages hebdomadaires. Utilisez le bulletin de participation ci-dessous ou demandez-en un à votre détaillant. Participez aussi souvent que vous le désirez.

**BULLETIN DE PARTICIPATION
CONCOURS «LE TRAITEMENT MAXIMUM»^{MC}**

4 tirages de 5 000 \$: les 21 et 28 février et les 7 et 14 mars.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Prov. _____

Code postal _____ Tél.: () _____

Nom et adresse du détaillant _____

Remplissez ce bulletin de participation et remettez-le à votre détaillant Petro-Canada participant.
Aucun achat requis. Les candidats dont les noms auront été tirés au sort devront répondre correctement à une question-épreuve d'ordre arithmétique avant d'être déclarés gagnants. Le Règlement complet du Concours est disponible chez les détaillants Petro-Canada participants du Québec.
MC: Marque de commerce de Petro-Canada Inc. - Trademark



PETRO-CANADA[®]

Au service des gens d'ici

Les syndiqués d'Hydro-Québec demandent l'intervention de la ministre Lise Bacon

GEORGES LAMON

■ Parce qu'ils considèrent « impossible de poursuivre les discussions avec un employeur qui n'a pas de mandat », les trois syndicats d'Hydro-Québec, en grève depuis le 6 novembre, ont demandé, hier, l'intervention de la ministre Lise Bacon. Les syndiqués souhaitent que la ministre responsable d'Hydro-Québec force la société d'État à « conclure une convention collective la plus rapidement possible ».

Pour Hydro-Québec, cette dénonciation syndicale d'absence de mandat n'est en fait, qu'« une façon de dissimuler la non-volonté du syndicat d'engager de véritables négociations ».

Sa porte-parole a rappelé, hier à La Presse, que depuis décembre 88, Hydro-Québec avait déposé des offres à quatre reprises: en février, mars, juillet et octobre. En plus d'avoir fait de nouvelles ouvertures en rencontre de négociation en décembre. De son côté, le syndicat est demeuré sur sa première position de décembre 88.

Francine Charest a ajouté: « Nous avons fait bien des ouvertures et pourtant les syndicats ont toujours refusé de négocier. Nous souhaitons toujours un règlement négocié. »

En conférence de presse, hier, Luc Chabot, porte-parole des 1400 syndiqués d'Hydro-Québec, a soutenu que la situation empirait.

« Hydro-Québec a décidé de faire la guerre au lieu de s'asseoir et de négocier », a précisé le porte-parole syndical. Son attitude démontre qu'elle n'a pas la volonté de négocier. Pendant ce temps les Québécois qui subissent inévitablement les contrecoups de cette grève, estiment à 70 p. cent que les services essentiels sont bien assurés.

Un sondage effectué pour le compte des syndicats par la firme Léger et Léger auprès de 1023 Québécois entre le 26 et le 31 jan-

vier 90, révèle en effet que les employés d'Hydro-Québec « bénéficient d'un préjugé nettement favorable dans l'opinion publique québécoise: 85,3 p. cent affirment que les employés effectuent du bon travail ». Cependant les répondants sont nettement partagés sur le nombre d'heures de travail des employés: 44,2 p. cent sont contre et 42,5 pour. Parallèlement, 48,1 p. cent excluent l'augmentation salariale de six p. cent réclamée par les syndicats alors que 44,1 p. cent la favorisent.

Sur l'embauche des sous-contractants, 45,1 p. cent des répondants s'y opposent contre 42,5. Enfin, 65,4 p. cent de l'échantillon favorisent la création de postes permanents.

Par ailleurs, à Hydro-Québec on admet qu'effectivement depuis le conflit, il s'est produit de nombreux gestes répréhensibles de la part des syndiqués, notamment sur les piquets de grève ou

devant les bureaux de la Société d'État. Près de 12 000 syndiqués ont soit reçu des lettres de réprimande ou ont été suspendus pour un à trois jours (4 000), sinon congédiés (3).

Selon le porte-parole syndical, quelque 400 syndiqués récalcitrants ont été arrêtés sur les piquets de grève et menottés par la police.

Par ailleurs, selon Hydro-Québec, plus de 60 syndiqués étaient en arrêt de travail illégal sur le territoire de la CUM, hier. Un édifice à bureaux n'aurait pas été alimenté en courant depuis lundi matin à la suite d'une défectuosité d'un câble dans un puits d'accès.

Les syndiqués ont expliqué qu'ils attendaient une autorisation de travail de la part d'Hydro-Québec compte tenu du danger potentiel qu'il pouvait exister à cet endroit. Mais pour Hydro-Québec ces travaux requis sont tout à fait sécuritaires et font par-

tie d'une méthode normale de travail. Elle en a d'ailleurs informé le Conseil des services essentiels.

Enfin pour une autre fois, un des câbles de fibres optiques acheminant les communications sur la Rive-Sud de Montréal a de nouveau été sectionné volontairement à deux endroits en bordure de l'autoroute 30.

SÉMINAIRES ACCÉLÉRÉS

6 personnes par classe
Semaine ou fin de semaine
• Introduction au PC (Dos)
17 fév. ou 19 fév. ou 26 fév.

• WordPerfect 5.0
20-21 fév. et 1-2 mars

• Lotus 1-2-3
22-23 fév. et 8-9 mars
24-25 fév. et 10-11 mars

• D Base III PLUS
20-21 fév. et 1-2 mars

INTERNATIONAL QUÉBEC INC., 1055, Côte du Beaver Hall / 878-9188 poste 38



Autres dates disponibles en février et mars

CESSEZ DE FUMER

CONTRÔLEZ VOTRE APPÉTIT

grâce à la thérapie au biolaser, le traitement hautement efficace et moderne.

- Le laser doux stimule les points de pression pour réduire votre besoin en nicotine et nourriture.
- Le traitement est sans douleur et sans effets secondaires.

BIOLASER Centre de santé Mc 284-6666 (24 H) SANS FRAIS 1-800-363-0730

Montreal, 500, rue Sherbrooke O., bur. 1250 Laval, 500, boul. Saint-Martin O., bur. 310



Franchises disponibles

L'ODYSSÉE

AUCUN DÉPÔT

AUCUN PAIEMENT

AUCUN INTÉRÊT AVANT LE 12 JUIN 1990

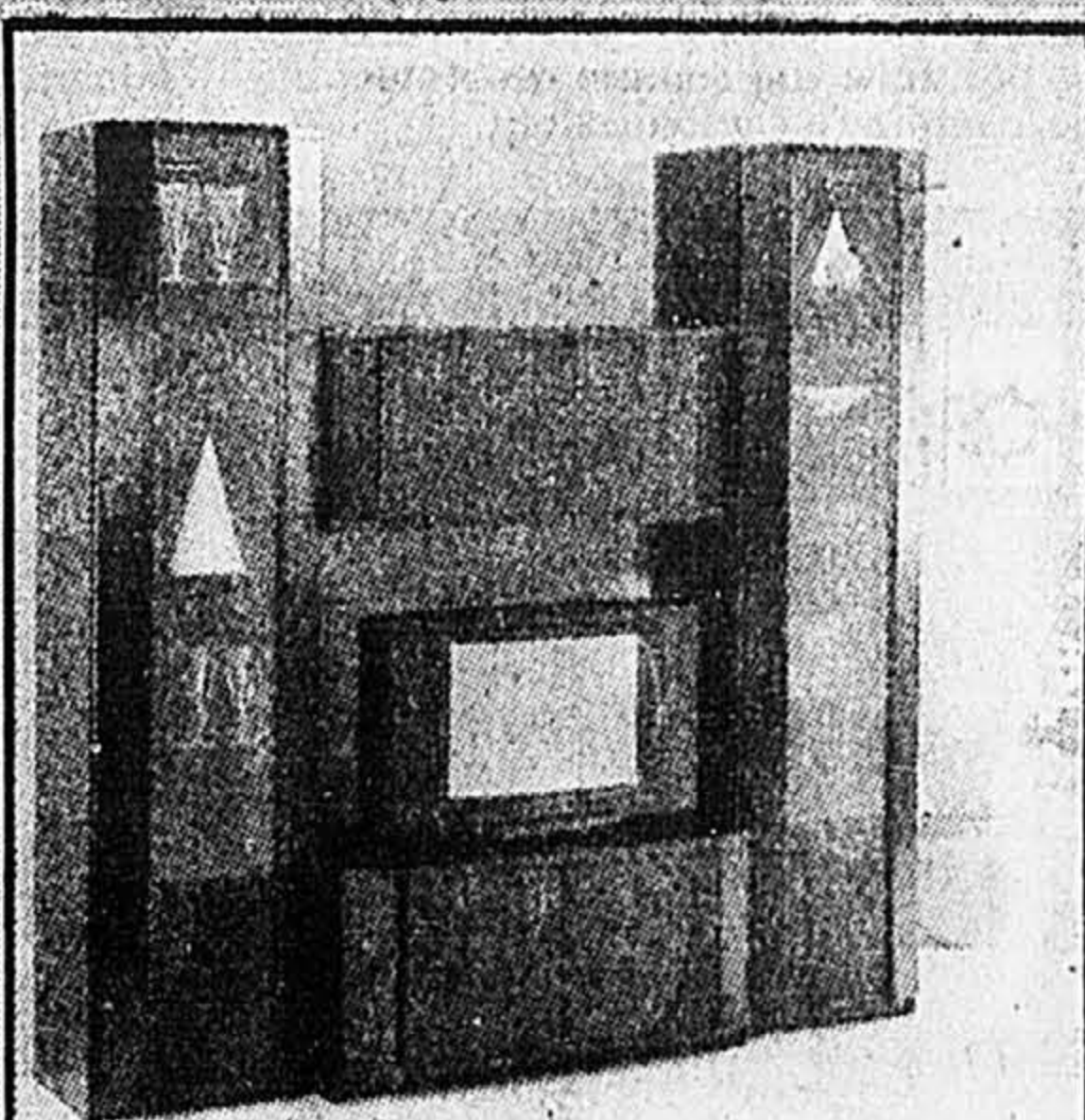


LE STYLE CONTEMPORAIN

Laissez libre cours à votre imagination et inventez un décor au gré de votre fantaisie, en aménageant votre pièce de séjour avec ce magnifique mobilier de salon en «SOFT TOUCH» noir.

LIVRAISON GRATUITE

SOFA: 789\$
FAUTEUIL: 449\$
CAUSEUSE: 629\$

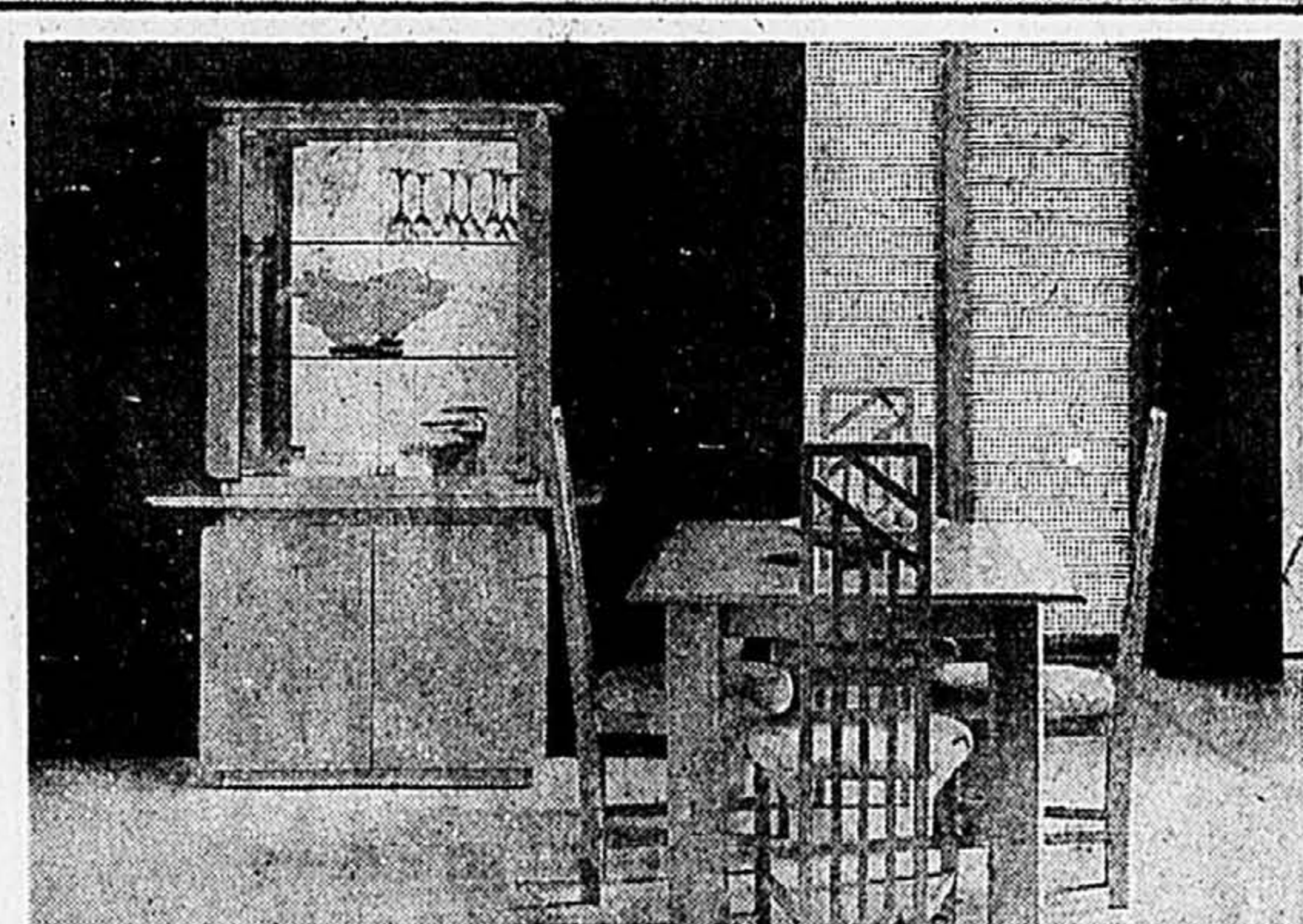


LIGNE PURE

Cette unité murale en fini texture noir s'harmonise aisément à un décor classique ou moderne.

LIVRAISON GRATUITE

1599\$

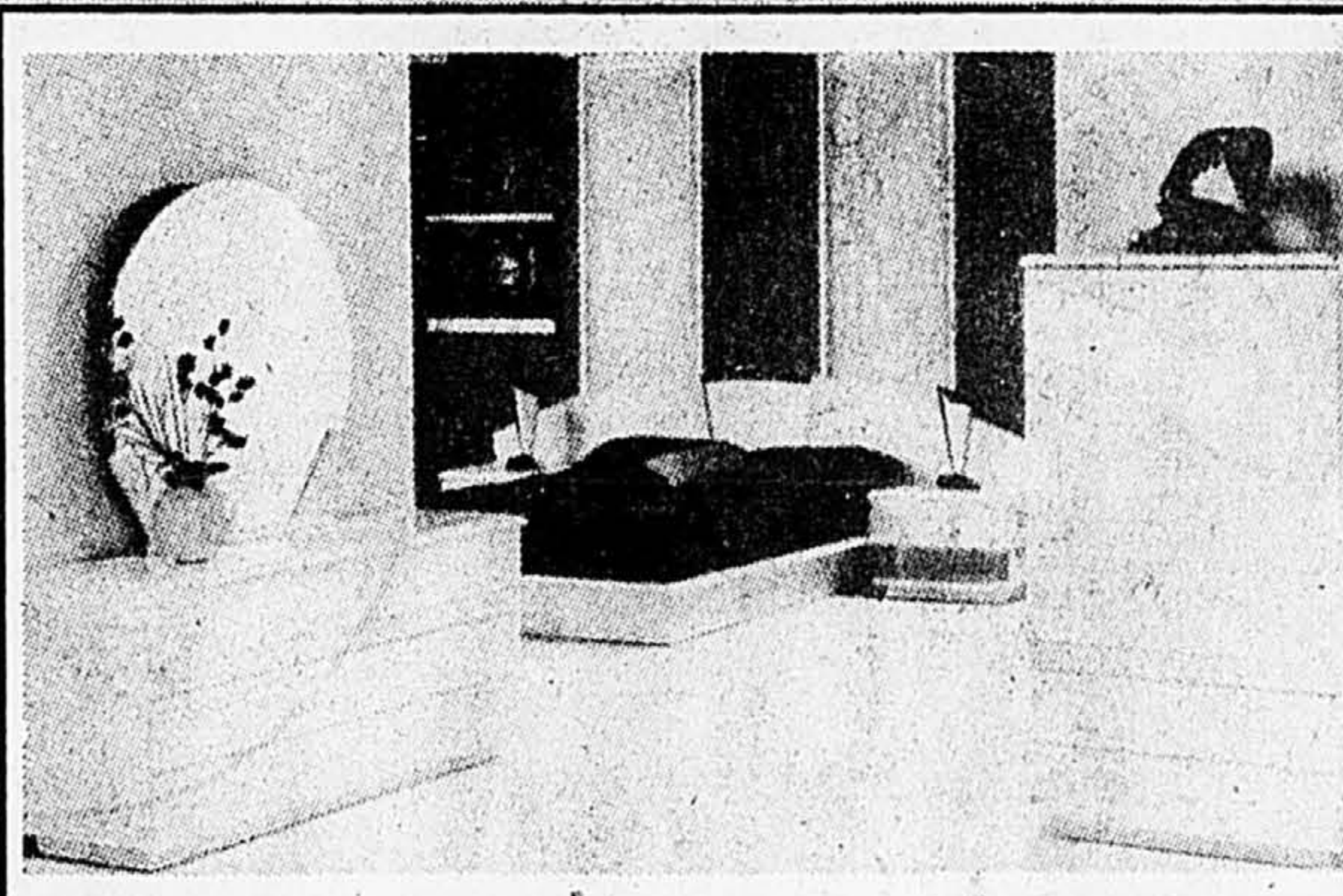


SOUCI DE L'EXCELLENCE

Même utilitaire la cuisine se doit d'être agréable. Nous vous offrons à cet effet ce magnifique mobilier de salle à manger. Vous serez séduit par sa jolie table en bois de couleur «bleach», ainsi que par ses quatre chaises soigneusement rembourrées. Buffet et vaisselier également disponibles.

LIVRAISON GRATUITE

1099\$
5 pièces



HARMONIE PARFAITE

La simplicité est parfois source de séduction comme le démontre ce mobilier de chambre à coucher blanc. L'harmonie parfaite de ses tables de chevet, bureau double, miroir, armoire et tête de lit, ainsi que son lit plate-forme, sauront créer une atmosphère apaisante.

LIVRAISON GRATUITE

2499\$
7 pièces

BRAULT & MARTINEAU

Où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!

Achat minimum 750\$. Ne payez que la taxe de vente. Sujet à l'approbation du crédit. Aucun intérêt si paye avant le 12 juin 1990. Sur toute la marchandise en stock seulement.

MONTRÉAL
7930, Sherbrooke est
(Métro Beaugrand)

LAVAL
382, boul. des
Laurentides

VILLE LASALLE
1130,
Dollard

ST-LÉONARD
6875, Jean-Talon est
(Près des Galeries d'Anjou)

LONGUEUIL
3245, Chemin Chambly
(Coin Berneval)

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3345, boul. des Sources
Sortie 55 Transcanadienne

353-7330

667-3210

364-6110

254-9455

679-1260

685-3572



SÉMINAIRES ACCÉLÉRÉS

Traitement de texte

Sur la plupart des logiciels dont: «WordPerfect»

I et II (intégrés) 20 heures

III (avancé) 8 heures

Transition 4,2 à 5,0 6 heures

«Lotus 1-2-3» 14 heures

«dBase II» 14 heures

Français des affaires

Grammaire et rédaction technique pour

secrétaires 15 heures

Cours disponibles le jour, le soir, la fin de semaine.

875-0545

Centre de formation

LÉONARD & PARISIEN

Shamir estime avoir les mains libres pour négocier la paix

d'après AFP, UPI et Reuter
JÉRUSALEM

La démission fracassante du général Ariel Sharon, chef de file des « faucons » israéliens, comme ministre du Commerce dans le cabinet d'union, semble devoir renforcer le premier ministre Yitzhak Shamir et ranimer le processus de paix au Proche-Orient.

En rendant sa démission, Sharon m'a libéré d'un dilemme, a dit Shamir à la radio israélienne. J'ai maintenant les mains libres pour mener les négociations de paix comme je l'entends.

Benjamin Begin, fils de l'ancien premier ministre Menachem Begin et député du Likoud, déclarait

entre-temps que Sharon avait proposé, lors d'une réunion du parti, d'écraser l'Intifada en armant des collaborateurs pour qu'ils tuent « des milliers d'autres Palestiniens ». Sharon a confirmé avoir proposé cela.

Yossi Ben-Aharon, directeur du cabinet de Shamir, a déclaré qu'« il ne faut pas s'attendre à de nouvelles concessions dans les négociations de paix » car « elles mettraient en péril la fragile unité du gouvernement de coalition ».

Mais, lors de débats où la Knesset rejetait dix motions de censure, Shamir niait avoir dit qu'Israël avait besoin des Territoires occupés pour installer des immi-

grants juifs soviétiques, et affirmait que « la question de la souveraineté de la bande de Gaza et de la Judée-Samarie (Cisjordanie) fera l'objet de négociations ».

Shamir a une fois de plus exclu la participation de l'OLP à des négociations avec Israël ainsi que celle de Palestiniens de Jérusalem-Est, mais non celle de Palestiniens expulsés, un « non dit » que les experts interprètent comme un assentiment.

Côté travailliste, le ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, a d'ailleurs déclaré que « la démission de Sharon n'oblige pas le Parti travailliste à quitter le cabinet ». Plus critique, Shimon Péres, no 1 du parti, a indiqué que

les travaillistes pourront continuer à oeuvrer avec le Likoud uniquement si le processus de paix se poursuit.

Abou Iyad, no 2 de l'OLP, estimait que la démission de Sharon pourrait favoriser la paix au Proche-Orient, si elle était un premier pas vers une scission du Likoud. Interrogé par Radio-France-Internationale, il a ajouté cependant que l'immigration de juifs soviétiques en Israël porte « un coup aux efforts de paix » car « elle renforce le camp des extrémistes en Israël » qui refuse tout retrait des Territoires occupés.

Le quotidien koweïtien Al-Rai al-Aam écrivait entre-temps que l'OLP a désigné Feisal Hussein, de Jérusalem-Est, comme chef de la délégation palestinienne à d'éventuelles négociations de paix avec Israël. Le ministre égyptien des Affaires étrangères estime qu'une rencontre ministérielle entre l'Égypte, Israël et les États-Unis pourrait se tenir « bientôt » là-dessus.

Enfin, cinq Palestiniens étaient blessés par balles hier par des soldats israéliens dans la bande de Gaza, et, à Genève, le président du Comité international de la Croix rouge, Cornelio Sommaruga, accusait Israël de violer les lois internationales en implantant des juifs soviétiques et d'autres colons dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupées.

Iliescu désigné président du CPUN

d'après Reuter et AFP
BUCAREST

Ion Iliescu, 59 ans, a été désigné hier soir par consensus président du Conseil provisoire d'union nationale (CPUN), premier organe multipartite à diriger la Roumanie depuis 45 ans.

Aucun membre de cette assemblée n'a eu d'objection à la désignation de M. Iliescu à la tête du CPUN, a-t-on constaté sur place.

Le CPUN a d'autre part élu un bureau exécutif de 21 membres, dont fait partie le président. Dix d'entre eux sont issus de l'ancien Bureau exécutif du Conseil du front de salut national (CFSN). Les dix autres ont été désignés par les partis.

Le bureau comprend cinq vice-présidents, dont Cazimir Ionescu et Ion Caramitru désignés par le CFSN. Les partis, réunis en séance séparée, ont de

leur côté élu vice-présidents Radu Campeanu, chef du Parti national libéral, et Ion Minzatu, du Parti républicain. Le cinquième vice-président est Karol Kiraly, représentant des minorités nationales.

M. Iliescu, 59 ans, avait dirigé pendant sept semaines le Conseil provisoire d'union nationale (CFSN), au pouvoir depuis le renversement du régime Ceausescu et qui a cédé la place au CPUN vendredi dernier.

Kohl et Modrow créent les prémices de l'union monétaire

d'après Reuter, AFP, AP et UPI
BONN

Le premier ministre de RDA, Hans Modrow, et le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, ont annoncé hier la création d'une commission d'experts chargée d'élaborer l'union monétaire interallemande dans la perspective d'une réunification des deux Allemagnes.

Au cours d'une conférence commune, Kohl a annoncé que la commission se mettrait au travail dès la semaine prochaine.

Le résultat le plus spectaculaire de l'union monétaire serait l'adoption pour monnaie commune du Deutschmark fédéral. Il n'est cependant pas question d'une telle mesure avant les premières élections libres de RDA, le 18 mars.

L'union monétaire aurait pour effet de donner à Bonn un pouvoir décisif sur une économie est-allemande en plein marasme et de permettre de nouveaux progrès vers une unification politique qui semble désormais inéluctable, comme l'a souligné Kohl.

« Nous autres Allemands avons maintenant l'occasion historique de réaliser l'unité de notre patrie par une autodétermination libre », a-t-il affirmé. « L'unité est finalement possible. »

« Nous proposons notre atout le plus important : le Deutschmark », a-t-il ajouté. « C'est l'une des monnaies les plus fortes, les plus stables et les plus généralement acceptées du monde. C'est aussi la base de notre prospérité et de nos prouesses économiques. »

Modrow a pris soin de souligner qu'il n'était pas question pour Berlin-Est de se laisser annexer par Bonn.

« Il ne saurait être question, a-t-il affirmé, de brader (la RDA) à l'Allemagne de l'Ouest. La législation sociale ne peut être envisagée d'un seul point de vue. » M. Modrow a estimé qu'il fallait prévoir, dès maintenant, des garanties pour les « retraités et d'autres couches sociales », notamment en ce qui concerne leur patrimoine et les comptes d'épargne.

« Les Allemands de l'Est, a-t-il ajouté, constituent une main d'oeuvre hautement qualifiée et ont leurs propres valeurs culturelles et morales, développées en 40 ans de division allemande. En outre, la RDA dispose d'importantes ressources industrielles et agricoles of-

frant d'excellentes perspectives d'investissements aux capitaux occidentaux. »

« C'est un point de départ qui permet de grandes espérances », a-t-il affirmé.

D'après les observateurs économiques, l'union monétaire risque de tourner à l'annexion économique de la RDA par son puissant voisin.

La modestie de l'accueil reçu par Modrow à Bonn, soulignait-on de même source, a jeté une lumière crue sur la position de force dont jouit la RFA, déterminée à conserver jusqu'au bout l'initiative du processus de réunification.

Kohl a clairement souligné l'enjeu de l'union monétaire en déclarant que, depuis le début de l'année, 85 000 Allemands de l'Est étaient venus s'établir en RFA, ce qui a incité les deux États à agir vite pour mettre un terme à cet exode.

L'union monétaire, a-t-il ajouté, ne peut avoir un sens que si la RDA s'engage rapidement dans une réforme de ses marchés et ouvre toute sa comptabilité à l'inspection de Bonn, allusion au fait que la RFA n'est pas satisfaite du rythme du changement à Berlin-Est.

DEPÊCHES

COLOMBIE

Americains enlevés

Des guerilleros de l'Armée de libération nationale colombienne ont enlevé deux ressortissants américains pour protester contre la venue, demain, du président George Bush en Colombie pour le sommet antidrogue de Cartagena. Les enlèvements annoncés hier par une radio colombienne ont été confirmés à Washington par le département d'État qui a décrit le mouvement de guérilla comme un « groupe terroriste dont le but est de détourner les investissements étrangers ». L'un des deux otages a été libéré en soirée.

LIBAN

Appel d'Aoun aux FL

Le général Michel Aoun a de nouveau proposé hier aux Forces libanaises (FL) de se joindre à son gouvernement de militaires, au quatorzième jour du conflit qui oppose son armée à la milice de M. Samir Geagea dans le « pays chrétien ». Le général Aoun s'est également défendu de vouloir « éliminer » les FL mais a souligné la nécessité pour la milice de soumettre sa puissance militaire à son autorité. Les habitants de l'enclave chrétienne ont profité hier d'un apaisement des combats.

KASHMIR

Meurtre à Srinagar

Lasa Koul, responsable de la télévision nationale dans l'État indien du Kashmir, a été abattu hier de trois balles alors qu'il se rendait à son domicile à Srinagar, a annoncé la police. Il est décédé avant son arrivée à l'hôpital. Les militants musulmans en lutte pour l'indépendance du Kashmir avaient publié récemment des déclarations dénonçant ce qu'ils appelaient la mauvaise influence sur la culture du Kashmir de la propagande gouvernementale de la télévision.

HAÏTI

Appel à l'unité

Quatre opposants haïtiens, libérés le 7 février dernier à l'occasion d'une amnistie générale, ont lancé hier, à Port-au-Prince, un appel à l'unité populaire contre le gouvernement militaire du général Prosper Avril. Ces quatre personnes, qui s'exprimaient au cours d'une conférence de presse, et dont trois avaient

subi lors de leur arrestation par des soldats, le 1er novembre dernier, des sévices graves, ont estimé que « l'unité était la seule chance, la seule force et le seul espoir » pour se débarrasser du gouvernement militaire du général Avril.

GRÈCE

Nouveaux ministres

Les nouveaux membres du gouvernement grec remanié hier ont prêté serment devant le président de la République, M. Christos Sartzetakis, en présence du premier ministre Xenophon Zolotas. Les nouveaux ministres sont des personnalités non-politiques et avaient déjà occupé les mêmes fonctions dans le gouvernement de M. Yannis Grivas qui, du 12 octobre au 23 novembre 1989, avait organisé et supervisé les élections législatives du 5 novembre. Ce large remaniement a été provoqué par la décision, lundi, des trois principaux partis grecs (conservateur, socialiste et communiste) de retirer leurs ministres politiques (au nombre de 17 sur 27) du précédent gouvernement d'union nationale dirigé par M. Zolotas.

HONG KONG

« Boat people »

La police a dû faire usage de grenades lacrymogènes hier soir pour venir à bout d'une rébellion dans le camp d'internement de Whitehead où quelque 3 000 « boat people » vietnamiens attendent d'être « sélectionnés » par les autorités de Hong Kong, a annoncé un porte-parole du gouvernement. Les réfugiés ont abattu l'une des clôtures du camp et fait usage d'armes de fabrication artisanale. Six personnes ont été blessées au cours de ces incidents.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Retrait soviétique

La Tchécoslovaquie a accepté, à la suite d'une intervention personnelle du président soviétique Mikhail Gorbatchev auprès du président Havel, de prolonger au-delà de la fin de 1990 le délai du retrait total des troupes soviétiques, a annoncé hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Prague. Le message du président Gorbatchev au président Havel, qui doit se rendre le 26 février en visite officielle à Moscou, a été remis lundi soir par l'ambassadeur soviétique à Prague.

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts

LIQUIDATION DE FIN DE SAISON

JUSQU'À 50% DE RABATS SUR ÉQUIPEMENT

DE SKI ALPIN & SKI DE FOND

ROSSIGNOL HEAD TECNO^{PRO} FarWest FISCHER BLIZZARD Pedigree sun ice traki NORDICA AUDVIK etirel NEVICA DYNASTAR KARHU LUHTA Raichle TYROLIA SALOMON ATOMIC SKI DESCENTE ALPINE

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts

Mandela invite Soweto à la discipline

Prétoria juge encourageante sa compréhension envers les Blancs

d'après Reuter, AFP, AP, UPI et CP SOWETO

■ Accueilli hier en héros par plus de 100 000 habitants de Soweto massés dans un immense stade de soccer, Nelson Mandela a prêché les vertus de la discipline, de l'éducation et de la loyauté aux principes comme armes de combat, mais en réitérant son appel à la poursuite de la lutte armée «aussi longtemps que persistera la violence de l'apartheid».

Comme à sa conférence de presse du Cap, la veille, le dirigeant anti-raciste emprisonné pendant 27 ans a invité ses compatriotes non-blancs, majoritaires, à «comprendre les peurs des Blancs» quant à leur avenir dans une Afrique du Sud démocratique, mais il a réaffirmé son soutien à la politique de nationalisations prônée par le Congrès national africain (ANC) «pour réparer les inégalités créées par l'apartheid».

Réagissant pour la première fois depuis la libération du chef historique de l'ANC, dimanche, le gouvernement minoritaire blanc jugeait encourageante la compréhension manifestée par Mandela envers les inquiétudes des Blancs. «Cette déclaration est de bon augure quant aux possibilités de discussions raisonnables dans le processus de négociations», a dit le ministre du Plan et du Développement constitutionnel, Gerrit Viljoen.

Il a par contre critiqué Mandela pour avoir prôné la poursuite de la lutte armée et le maintien de sanctions contre Pretoria, mais tout en estimant que ces propos devaient être replacés dans le contexte de l'attachement de Mandela à la politique actuelle de l'ANC. Viljoen a dit que Pretoria n'avait encore reçu aucune réponse de l'ANC à ses dernières initiatives et qu'il attendait la réunion du comité exécutif de l'ANC, la semaine prochaine.

À l'étranger, dans une déclaration de la présidence irlandaise publiée à Dublin, la CEE «se félicitait» de la libération de Mandela mais sans évoquer un éventuel allègement des sanctions anti-apartheid. Les Douze réaffirment dans ce texte leur appel à des négociations devant «aboutir à l'abolition complète de l'apartheid et à l'établissement d'une nouvelle Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale». Mme Margaret Thatcher, de Grande-Bretagne, est la seule à réclamer la levée immédiate des sanctions, a indiqué son homologue irlandais, Charles Haughey.

Dans son premier message à Nelson Mandela, le président Mikhail Gorbatchev, d'URSS, estimait que sa libération symbolisait la victoire de la justice sur le mal. «Dans cet événement tant attendu, nous voyons une nouvelle illustration de l'esprit des temps où le mal et la violence laissent la place à la justice et à la solidarité», déclare le chef du Kremlin, en réaffirmant «le soutien sans faille de l'Union soviétique à la juste cause de l'ANC et à l'ensemble du mouvement anti-apartheid pour son combat en faveur d'une Afrique du Sud démocratique».

«Depuis 27 années j'attendais ce jour qui verrait mon retour dans un endroit que je considère comme mon foyer», a déclaré Mandela devant ses partisans en liesse à Soccer City, aux abords de Soweto, la plus grande cité noire d'Afrique du Sud. Dans ce second discours public depuis sa libération, il a exhorté les siens à faire preuve de discipline et à éviter la violence gratuite pour sortir enfin de «l'enfer noir de l'apartheid».

Dans une ambiance de kermesse et de happening, Mandela et son épouse, Winnie, ont effectué un tour d'honneur en brandissant le poing avant de monter sur la tribune décorée aux couleurs vert, noir et or de l'ANC, tandis que la foule entonnait des chants



Nelson Mandela PHOTO REUTERS

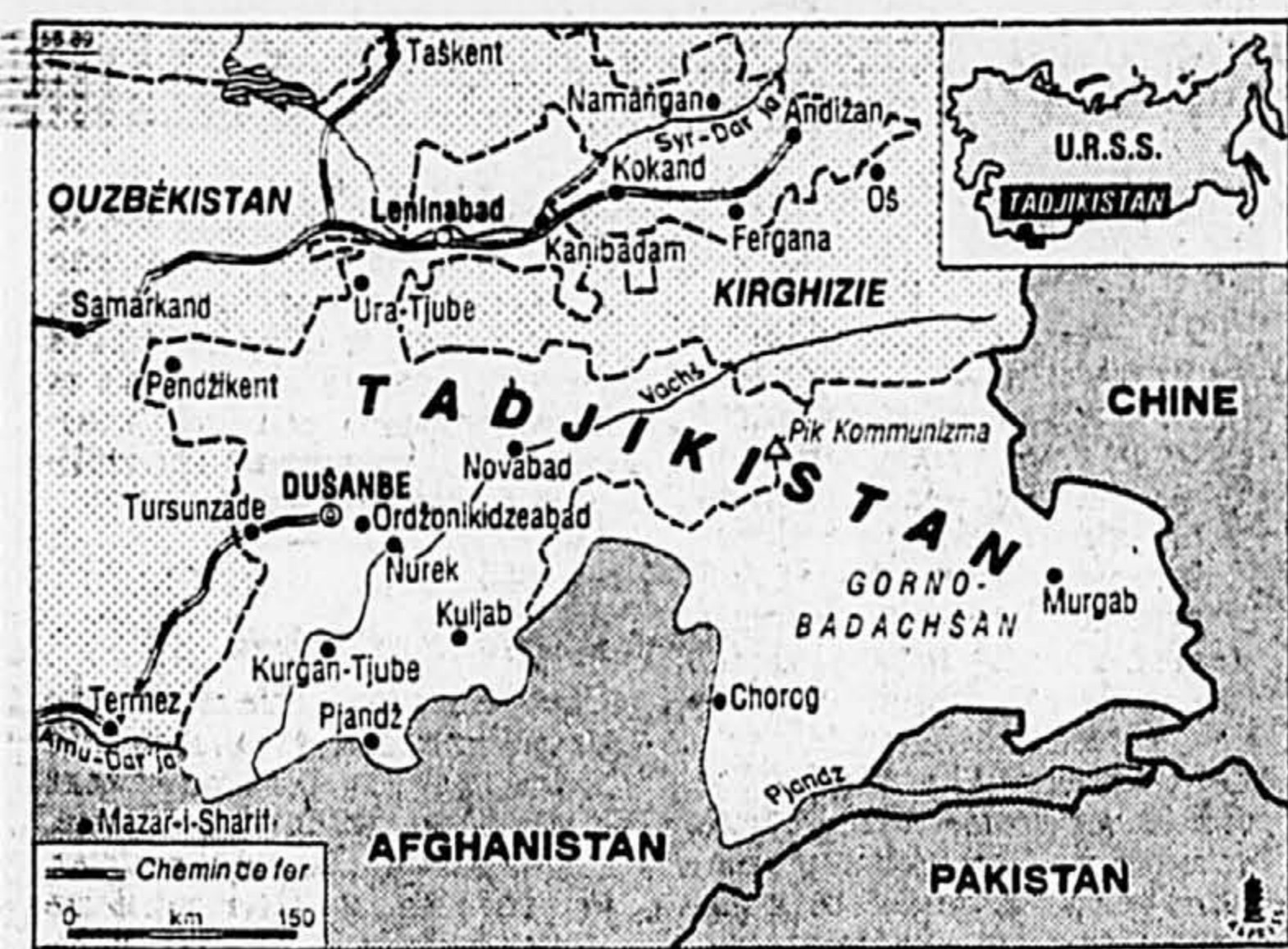
de la résistance, des slogans anti-apartheid et des vivats. «Le peuple veut être conduit par toi», a lancé son ami et ancien co-détenu Walter Sisulu en le présentant à la foule.

Avec une élocution parfois hésitante, mais toujours ferme, Mandela, 71 ans, a demandé que soit mis fin aux injustices raciales dans le logement, l'éducation, les

services sociaux et l'emploi. «J'ai été très choqué par les statistiques sur la criminalité. Notre peuple a besoin de logements décents, pas de ghettos comme Soweto», a-t-il déclaré.

Abordant la question des nationalisations prônées par l'ANC, il a dit: «L'apartheid a créé un odieux système d'exploitation par lequel une minorité raciste monopolise la richesse alors que l'immense majorité noire est condamnée à la pauvreté. L'ANC est autant attachée à la croissance économique et à la productivité que les employeurs d'aujourd'hui disent l'être. Mais elle a aussi à cœur d'assurer à un gouvernement démocratique les ressources nécessaires pour réparer les inégalités créées par l'apartheid». «L'Afrique du Sud est un pays riche. Les villes, les routes, les usines ont été bâties par les ouvriers noirs, qui ne peuvent être exclus du partage de cette richesse.»

Après son discours, Mandela est parti en hélicoptère, gagnant peu après en voiture son domicile du 8115 Vilakasi Street, où la petite maison qu'il partageait avec Winnie avant son arrestation en 1962 avait été décorée aux couleurs de l'ANC. Les Mandela ont trois maisons à Soweto, mais ils ont choisi d'habiter la plus modeste des trois par solidarité avec les pauvres de la cité.



Les émeutes ont fait 37 morts en 2 jours dans la capitale du Tadjikistan

d'après Reuter, AFP, AP et UPI MOSCOU

■ Les émeutes de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan soviétique, ont fait 37 morts depuis deux jours et les forces de l'ordre sont débordées, a annoncé hier Radio Moscou.

Les affrontements entre policiers et manifestants se sont étendus à la banlieue.

«La situation dans la ville échappe à tout contrôle. Des accrochages et des combats ont eu lieu et se poursuivent dans plus de 200 quartiers», a ajouté la radio en faisant état de pogroms et de pillages.

«D'après les premières estimations, 37 personnes ont été tuées et 80 blessées depuis le début des émeutes. Nos forces ne sont pas suffisantes. L'état d'urgence ne fonctionne pas.»

Avant-hier, les autorités avaient proclamé l'état d'urgence à Douchanbé après l'attaque de l'immeuble du comité central du Parti communiste tadjik par des manifestants. Les émeutiers s'étaient livrés à des actes de vandalisme dans la ville où un couvre-feu nocturne a été décrété.

Le chef du PC tadjik, Kakhar Makhkamov, a invité les militants à «s'armer de tout ce qu'ils avaient sous la main pour défendre leurs entreprises et leurs maisons», a dit à Reuter un journaliste local, Alexei Chiriakhine.

Les autorités soviétiques ont transporté par avions de Douchanbé à Erevan, capitale de l'Arménie, des Arméniens effrayés par les violences. Les Izvestia ont annoncé que 127 Arméniens, dont

29 réfugiés de Bakou, avait été évacués de Douchanbé.

Selon le journaliste Chiriakhine, les émeutes, déclenchées par des rumeurs sur un important afflux de réfugiés arméniens, sont dirigées contre toutes les minorités non-tadjiks, soit environ 40 p. cent de la population de cette république d'Asie centrale. «Des foules de Tadjiks crient: 'Cognez sur les Russes!', a-t-il dit.

Des soldats et des chars ont empêché les émeutiers de déborder un cordon de sécurité établi autour de l'immeuble du comité central mais la foule ne s'est pas dispersée.

«Des bandes de jeunes se déchangent dans toute la ville, détruisent des magasins, renversent des voitures, lapident autos et véhicules militaires. Les soldats tirent à blanc ou en l'air. Ils n'ont pas reçu l'ordre de tirer pour tuer», a-t-il ajouté.

Les premières images diffusées par la télévision soviétique ont montré des nuages de gaz lacrymogène tourbillonnant au centre de Douchanbé et l'évacuation de policiers blessés et de manifestants ensanglantés.

«L'orgie a continué pendant plusieurs heures», a déclaré un correspondant de la télévision. «La voix de la raison a cessé d'avoir de l'effet.»

Un journaliste du journal de la jeunesse Komsomolskaïa Tadjikistana, contacté par téléphone, a affirmé que les émeutiers, au centre ville, s'étaient dispersés dans la soirée et que le calme était revenu après le début du couvre-feu à 22h00.

La colère blanche monte

d'après Reuter et AP LE CAP

■ Le Parti conservateur, opposition blanche d'extrême-droite au Parlement sud-africain, a porté plainte contre le dirigeant anti-apartheid Nelson Mandela, qu'il accuse de «trahison».

Andries Treurnicht, chef du parti, a annoncé hier que la plainte avait été déposée lundi et se référerait au premier discours public de Mandela, prononcé dimanche au Cap peu après sa libération après 27 années d'emprisonnement.

Le chef historique du Congrès national africain (ANC) avait notamment prôné la poursuite de la lutte armée contre le pouvoir blanc minoritaire jusqu'au démantèlement de l'apartheid.

Cette offensive contre Mandela intervient à la veille d'un grand rassemblement public que le parti a convoqué pour demain, à Pretoria, pour dénoncer le président Frederik de Klerk, chef du Parti national au pouvoir, que les conservateurs accusent d'avoir trahi l'électorat blanc en décidant de légaliser l'ANC et de libérer Mandela.

«Nous allons envoyer au président de Klerk un message amical mais ferme: vos jours sont comptés», a déclaré Treurnicht devant 3 000 partisans réunis lundi soir près du Cap.

Le Parti conservateur, qui a obtenu 31 p. cent des suffrages blancs aux élections de l'an dernier,

reclame le maintien de l'apartheid, système en vertu duquel la minorité blanche (cinq millions) exerce le monopole du pouvoir depuis 1948 aux dépens de la majorité non blanche (52 millions) d'Afrique du Sud. Au pis aller, le PC voudrait négocier la partition du pays pour éviter aux Blancs de tomber sous le pouvoir de la majorité.

«Nous sommes un peuple simple, mais nous refusons d'être opprimés et nous n'accepterons jamais Mandela», a déclaré Treurnicht, en faisant allusion aux Afrikaners, descendants de colons hollandais et qui sont 60 p. cent de la minorité blanche. «Qui penserait que nous vivons dans un pays chrétien quand de Klerk choisit un dimanche pour libérer Mandela?», a-t-il lancé.

Les extrémistes, qui sont aussi représentés par le Mouvement de résistance afrikaaner (AWB, organisation néo-nazie extra-parlementaire) d'Eugène Terreblanche, occupent des postes importants dans l'armée, la police, l'industrie et la fonction publique et, selon leurs dirigeants, «nous avons les moyens de paralyser le pays pour obliger de Klerk à déclencher de nouvelles élections».

Treurnicht a accusé de Klerk d'agir sans mandat et d'avoir trompé l'électorat blanc. Terreblanche de son côté menace de déclarer la guerre à l'ANC. Quelque 2 000 militants de l'AWB ont défilé samedi dans Pretoria en brandissant des drapeaux nazis et en scandant: «Mandela au poteau! De Klerk au poteau!».

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts

SAISON SPORTS EXPERTS

JUSQU'À 60% DE RABAIS SUR VÊTEMENTS

DE SKI ALPIN & SKI DE FOND

sports experts

Les prix sont en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise ou jusqu'à fermeture samedi 24 février 1990. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les articles, couleurs ou grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins.

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts



LE
M · A · N · O · I · R
Bois-de-Boulogne

(514) 745-3414

AU MANOIR BOIS-DE-BOULOGNE, LES AÎNÉS SE SENTENT EN SÉCURITÉ
LE MANOIR BOIS-DE-BOULOGNE, situé à Ahuntsic, offre luxe, confort, toutes facilités, commodités et surtout, les soins et la sécurité dont les aînés peuvent rêver. Studio avec terrasse, cuisine équipée, bain tourbillon, stores vénitiens, système d'interphone et d'alerte relié à la réception, chauffage et électricité inclus.

2 1/2 avec alcôve à partir de 819\$ par mois

Option: un repas par jour: 120\$ par mois — deux repas par jour: 240\$ par mois.
Sécurité maximum: infirmerie, personnel d'infirmières et préposés à la réception 24 heures sur 24. Accès et couloirs contrôlés par un système de surveillance vidéo. Gicleurs et détecteurs de fumée automatiques dans tout l'édifice. Services bancaires, dépanneur, autobus, salon de coiffure, 12 salons communautaires avec foyer au 10^e étage, bibliothèque, service de récréologie, de chapelle et bien d'autres avantages encore.

UNE VISITE S'IMPOSE

au 10005, avenue de Bois-de-Boulogne, à l'angle du boulevard de l'Acadie.

Des appartements tout neufs vous y attendent.
OCCUPATION IMMÉDIATE.

INFORMATIONS: (514) 745-3414

Le CSF propose un régime de congés parentaux entièrement québécois

LILIANNE LACROIX

« Une nouvelle politique de congés parentaux entièrement québécoise, cohérente et plus équitable. Voilà ce que nous proposons. »

Entourée de ses collaboratrices, Mme Marie Lavigne, présidente du Conseil du statut de la femme, présentait hier en conférence de presse les grandes lignes de cette nouvelle politique.

En trois volets, ce régime prévoirait un congé de maternité de 18 semaines payées à 90 p.c. de la rémunération nette auquel s'ajouteraient six semaines de congé parental pour la mère et une autre tranche de six semaines pour le père, payées sur la même base. En principe, l'enfant aurait donc jusqu'à six mois un de ses parents près de lui.

La ministre déléguée à la Con-

dition féminine et responsable de la Famille, Violette Trépanier, accueille favorablement cette suggestion du CSF. La ministre a cependant souligné que l'éventuelle mise en place d'une telle politique ne pourrait s'effectuer qu'à moyen ou long terme puisqu'elle exigerait notamment une analyse serrée des modalités de financement.

Contrairement à la pratique actuelle, ce régime « universel » s'adresserait à toutes les femmes, étudiantes, travailleuses à temps partiel, mères au foyer, assistées sociales et chômeuses comprises.

En cas d'adoption, les nouveaux parents auraient aussi droit à ces congés parentaux de six semaines pour le père et la mère.

D'où viendront les 545,9 millions \$ nécessaires au régime? Le projet prévoit le regroupement de tous les programmes existants, qu'il s'agisse des prestations d'assurance-chômage dans les cas de

maternité (une allocation fédérale) ou des primes à la naissance provinciales.

Selon Mme Lavigne, 144,8 millions \$ proviendraient des allocations de maternité et de naissances déjà versées tandis que 309,4 millions \$ seraient rapatriés des cotisations actuelles des travailleurs au volet maternité de l'assurance-chômage.

Restent 91,6 millions \$. « Nous envisageons une triple participation pour payer cette différence, déclare Mme Lavigne. De l'État (30 millions \$), des employeurs et employés (48 millions \$) et enfin des travailleurs indépendants qui ne cotisaient pas jusqu'à maintenant et ne bénéficieraient évidemment d'aucun régime du genre (12 millions \$). »

Selon le Conseil, le nouveau régime pourrait être géré par un organisme québécois déjà existant comme la Régie des rentes du Québec.

STOP... venez vite chez sears OFFENSIVE ÉCONOMIQUES

PRIX EN VIGUEUR JUSQU' AU SAMEDI 17 FÉVRIER 1990 dans la limite des stocks disponibles



RABAIS 10-30%
PARURES DE FENÊTRES SUR MESURE

Choix de stores verticaux, horizontaux et plus.

RABAIS 10-25%
CANAPÉS CHOISIS

Choix de modèles

RABAIS 50%

'ELEGANT IMPRESSIONS'

Moquette en peluche. 40, 50

ou 60 onces.

† Poids avant rasage

AFFAIRE. Service de vaisselle 'Royal Palm' 45 pièces.

L'ens. 69,99\$

RABAIS 5\$. Système de filtration d'eau Brita®. No 31200.

Ord. 29,99\$. Ch. 24,99\$

RABAIS 25%. Filtres pour cafetière. Paq. de 80 filtres-cône ou paq. 150 style panier.

Ord. 1,99\$. Paq. 1,49\$

RABAIS 1\$. Sacs à ordures biodégradables. Paquet de 10.

Ord. 3,49\$. Paq. 2,49\$

LIQUIDATION. Lampes de table en un choix de modèles.

Ch. 39,99\$

PRIME! Miroir en chêne 16 x 24" plus 2 cadres pour photos 8 x 10" en prime.

L'ens. 44,99\$

Dans la limite des stocks disponibles

La prime doit être rendue en cas de retour

RABAIS 100\$

CHAÎNE STÉRÉO HITACHI

RABAIS 100\$. 27 watts par canal, correcteur graphique à 5 gammes. No 28313.

599⁹⁹

Ch. Sears ord. 699,99\$

RABAIS 45-50%

SEARS-O-PEDIC

Ens. à ressorts ou en mousse au choix.

RABAIS 15-20%

PARQUET

Tous les modèles et couleurs sont en solde

RABAIS 15-25%

LAMES DE PARQUET

Tous les modèles. Idéal pour une décoration rustique

RABAIS 15%. Tous les panneaux de chevet... pour tous les goûts.

RABAIS 100\$. Canapé-lit de style moderne. Format standard No 48011.

Ord. 799,99\$. Ch. 699,99\$

RABAIS 312\$. Canapé en cuir fait en Italie. No 50651.

Ord. 1199,99\$. Ch. 888\$

RABAIS 153\$. Fauteuil La-Z-Boy® inclinable. Nos 41758/68.

Ord. 749,99\$. Ch. 597\$

RABAIS 230\$. Lit superposé 'Rancho'. No 67110.

Ord. 629,99\$. Ch. 399,99\$

RABAIS 400\$. Mobilier de chambre à coucher 4 pièces. Style 18^e siècle.

Ord. 1399,99\$. Ch. 999,99\$

RABAIS 40-50%

AFFAIRES INCROYABLES SUR UNE SÉLECTION DE VÊTEMENTS POUR GARÇONS ET FILLETES

RABAIS 50%

BLOUSON EN CHAMBRAY

Pour garçons. 7-16.

Ord. 40\$. Ch. 19,99\$

RABAIS 50%

PANTALONS POUR GARÇONS

8-18. Ord. 14,98\$ - 18,98\$.

Ch. 7,49\$ - 9,49\$

RABAIS 40%

VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR POUR FILLETES

Tailles 8-16.

Ord. 32,99\$. Ch. 19,49\$

AFFAIRE

ENS. MOLLETONNÉ POUR FILLETES

Grand seulement.

Ch. 12,99\$

RABAIS 40%

PANTALONS EN VELOURS CÔTELÉ

Pour jeunes hommes. 28-38"

Ord. 29,99\$. Ch. 17,99\$

SEULEMENT 8⁹⁹

Ch. paire CHAUSSURES BATEAUX

Pour garçons et filles. 12, 13, 1-4.

RABAIS 40%. Hauts à manches courtes pour garçons. 8-18.

Ord. 17,99\$. Ch. 9,99\$

Les prix ord. proviennent de notre catalogue Printemps/été 1989. Page 357

AFFAIRE. Sélection de hauts à manches longues ou courtes pour garçons. 8-18.

Ch. 3,49\$ - 5,99\$

AFFAIRE. Séparables molletonnés pour hommes. P, M, G.

Ch. 8,99\$ - 9,99\$

RABAIS 25%. Choix de verrerie.

Ord. 4,99\$ - 29,99\$.

Ch. 3,74\$ - 22,49\$

RABAIS 25%. Articles Baker's Secret®. Sélection en stock.

Ord. 4,39\$ - 8,39\$.

Ch. 3,29\$ - 6,29\$

RABAIS 50%. Ens. de couverts 20 pièces plaqués argent.

Ord. 149,99\$. L'ens. 74,99\$

PRIME! Batterie 7 pièces plus poêle 10" en prime.

L'ens. 89,99\$

Dans la limite des stocks disponibles

La prime doit être rendue en cas de retour

TOUS LES

APPAREILS MÉNAGERS KENMORE EN SOLDE MAINTENANT!

RABAIS 10\$-100\$. Cuisinières. Modèles à nettoyage facile ou autonettoyants.

RABAIS 10\$-50\$. Hottes 24" et 30". Choix de 8 modèles.

RABAIS 40\$-100\$. Appareils à encastrer incluant fours et tables de cuisson.

RABAIS 10\$-100\$. Tous les lave-vaisselle, modèles à encastrer ou mobiles.

RABAIS 10\$-50\$. Micro-ondes compacts, moyens ou grand format.

RABAIS 10\$-400\$. Réfrigérateurs sans givre.

RABAIS 10\$-80\$. Notre sélection de congélateurs-coffres ou modèles verticaux.

RABAIS 10\$-80\$. Toutes les laveuses; système de suspension pour un lavage silencieux.

RABAIS 10\$-70\$. Toutes les sècheuses avec moteur robuste 1/3 hp.

RABAIS 10\$-190\$. Aspirateurs. Modèles verticaux ou systèmes d'aspiration centraux.

RABAIS 10\$-300\$. Machines à coudre. Grand choix de modèles pour tous les goûts.

SENSAS!

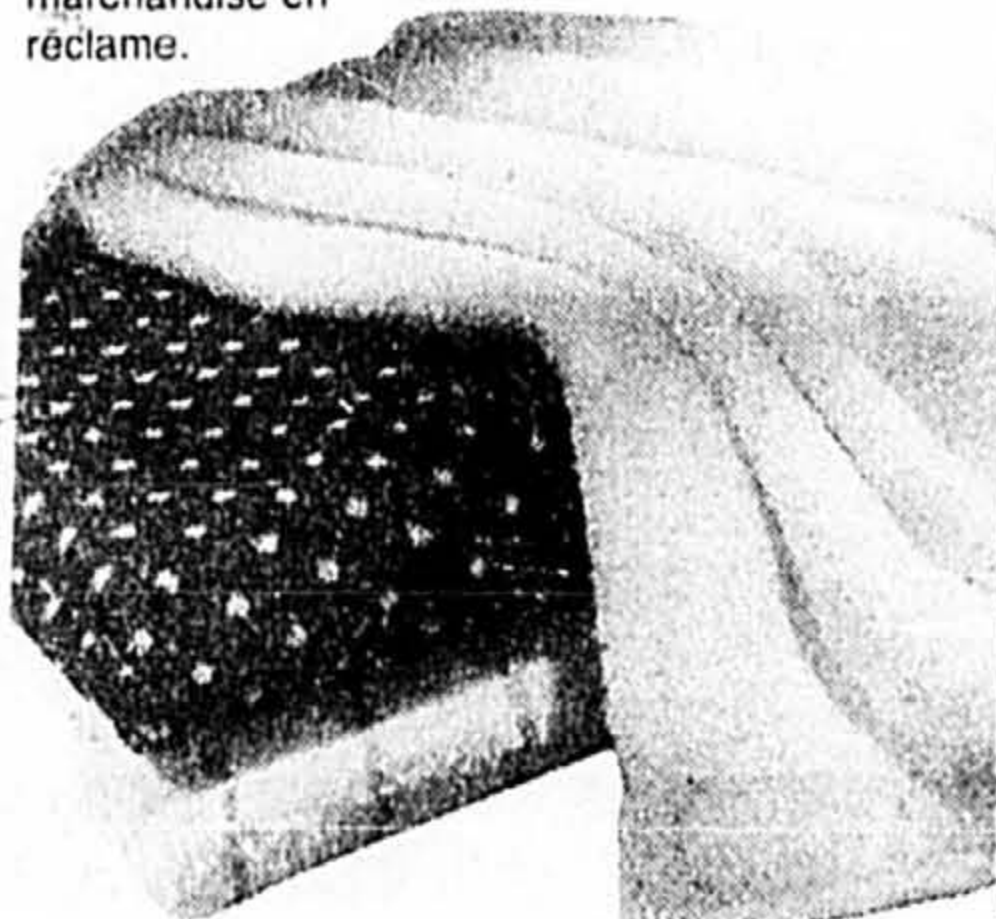
DRAPS DE BAIN

UNE SUPER AFFAIRE! Choix de modèles à rayures, motifs géométriques ou unis.

8⁸⁸

Ch. Drap de bain

Sur articles à prix ordinaires, sauf marchandise en réclame.



STOP

RABAIS 40%

DÉTERGENT À LESSIVE

Boîte 18 L.

Ord. 49,99\$. Ch. 29,99\$

RABAIS 2\$. Paq. de 5 cintres parfumés. Choix de couleurs.

Ord. 11,99\$. Paq. 9,99\$

RABAIS 50%. A l'achat de 2 oreillers Durafil®.

Ord. 29,99\$ - 34,99\$ Ch.

Maintenant... 2/29,99\$ - 2/34,99\$

Sac à linge en prime

Dans la limite des stocks disponibles. La prime doit être rendue en cas de retour

RABAIS 100\$. Télécouleur 28" avec télécommande. No 14209.

Sears ord. 899,99\$. Ch. 799,99\$

RABAIS 20%. Assortiment de meubles pour jeunes.

Ord. 119,99\$ - 719,99\$

Ch. 95,99\$ - 575,99\$

Les prix ord. mentionnés sont des prix Sears



Une sablière de Saint-Charles-sur-Richelieu recevait des déchets de Hamilton, en Ontario

ANDRÉ NOËL

Le Québec sert de poubelle non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour l'Ontario, si on en croit Suzanne Mongeau, une conseillère municipale de Saint-Charles-sur-Richelieu, un village qui vient de faire fermer un dépotoir.

La paroisse de Saint-Charles, située à 50 km à l'est de Montréal, a en effet obtenu une injonction en Cour supérieure pour interdire aux Entreprises Vary Ltée d'enfourer des déchets dans une sablière située en zone agricole.

Dans sa décision rendue le 2 février à Saint-Hyacinthe, le juge Jean Frappier demande au propriétaire, Simon Vary, de cesser tout enfouissement jusqu'au 2 mai et d'obtenir entre-temps les permis nécessaires.

Selon Mme Mongeau, de 500 à 1 000 camions venaient décharger

à chaque mois des tonnes de déchets, souvent en provenance de Hamilton, en Ontario.

«Les citoyens qui habitent à côté de la sablière ont noté que plusieurs camions portaient des plaques d'immatriculation ontariennes, a-t-elle dit. Les camions transportaient entre autres des débris de carcasses d'autos mélangés à de la terre noire.»

En vertu d'un règlement adopté en 1988, les dépotoirs québécois n'ont pas le droit d'accepter des déchets qui ne viennent pas du Québec.

M. Vary, un entrepreneur en travaux de génie civil, a dit qu'il ignorait si sa sablière recevait des déchets de l'Ontario. «Je ne suis pas un policier, a-t-il dit. Je ne sais pas d'où viennent les matériaux.»

M. Vary n'a pas de permis pour enfouir des déchets dans la sablière, ni du ministère de l'Environnement, ni de la Commission de

protection du territoire agricole du Québec. Il a confié qu'il préparait une demande.

«On espère que ça va être refusé, a dit Mme Mongeau. Il n'y a pas de place pour un dépotoir ici. On pense que c'est incompatible avec l'agriculture, sans compter que les fossés qui entourent la sablière aboutissent dans la Richelieu.»

La direction régionale du ministère de l'Environnement pour la Montérégie a fait une analyse des déchets de la sablière et trouvé qu'ils devaient être classés comme dangereux. Le ministère a émis une ordonnance à la fin de janvier pour demander à M. Vary d'enlever tous ces déchets et de les transporter dans un dépotoir autorisé.

Un porte-parole du ministère, Pierre Sourdif, a dit que le dossier était sous enquête depuis quelques mois. Micheline Deguire, une autre conseillère de Saint-

Charles, a affirmé que le ministère se traîne les pieds.

«Le ministère ne bouge pas assez vite, a-t-elle dit. Il a fallu chercher l'injonction à nos frais. On a déjà dépensé 10 000 \$ en frais d'avocats. C'est beaucoup pour une communauté de 1 300 habitants.»

Par ailleurs, Denis Lazure, député de La Prairie et porte-parole du Parti québécois en matière d'environnement, a demandé au ministre de l'Environnement, Pierre Paradis, de faire pression auprès du gouvernement fédéral pour mieux surveiller la frontière avec les États-Unis.

Les douaniers ont en effet laissé passer des camions chargés de déchets américains au poste de Lacolle. Sept remorques ont été interceptées à Delson, à 15 km au sud de Montréal. Personne ne sait quoi en faire. M. Lazure a en outre demandé à M. Paradis de réglementer le transport des déchets.

la

ST-VALENTIN

Une tradition pour les amateurs de poissons frais et des meilleurs fruits de mer

Table d'hôte spéciale et une rose pour toutes les dames.

Réservez dès maintenant au

285-1636

Le Pavillon de l'Atlantique

STATIONNEMENT GRATUIT AU GARAGE ALCAN, ENTRÉE RUE STANLEY. 1188, ouest Sherbrooke, maison Alcan. Ouvert tous les jours des midi - Le dimanche des 11h. Principales cartes de crédit acceptées - Téléphone 285-1636

IL Y A DE TOUT POUR TOUS CETTE SEMAINE PENDANT NOTRE RÉCLAME 'OFFENSIVE ÉCONOMIES'!

EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 17 FÉVRIER 1990.



NI PAIEMENT NI FRAIS DE CRÉDIT JUSQU'EN MAI 1990

SUR APPROBATION DU SERVICE DU CRÉDIT

RIEN QUE 27⁹⁹ Ch.

JEANS NEVADA AVEC CEINTURE POUR FEMMES

AFFAIRE. Choix de 3 modèles de coupe ample. Tailles 27-36.



RABAIS 50%

ENS. DE BAGAGES

Rabais 50%. Ens. 2 pièces en cuir: petite valise et sac à vêtements. Ord. sép. 210\$. Ch.....104,99\$

N'OUBLIEZ PAS, CHEZ SEARS AUCUN ACOMPTE À PAYER SUR APPROBATION DU SERVICE DU CRÉDIT.

Cette offre s'applique à chacun des articles ci-dessous de 200\$ et plus: meubles de patio, tondeuses, tracteurs à gazon, accessoires pour tracteurs (si achetés avec le tracteur), piscines 4' et ens. de piscines, propulseurs. Détails complets en magasin.

L'offre de paiement différé est disponible dans les magasins et bureaux de vente Sears et dans tous les catalogues courants de Sears jusqu'au samedi 31 mars 1990.



RIEN QUE 1¹⁹ Ch.

CULOTTES POUR FEMMES

Bikini aussi offert. Tailles et couleurs assorties



RABAIS 20%†

BAS POUR FEMMES

Choix parmi toute notre sélection.

AFFAIRE. Camisoles en coton pour femmes. P, M, G. Blanc ou rose. Ch.....7,99\$

RIEN QUE 4⁹⁹ Ch.

PANTALONS, JUPES 'IMAGE'

Vêtements en tailles Dame et demi-tailles

RABAIS 20%

SÉLECTION DE MONTRES MODE Timex, Cardinal.

Ord. 59,99\$ - 79,99\$. Ch.....39,99\$ - 59,99\$

RABAIS 25%†

SACS À MAIN

Toute notre sélection en matière synthétique.

RABAIS 50%†

GANTS D'HIVER

Pour femmes. Ord. 9,99\$ - 40\$. Ch.....4,99\$ - 19,99\$

RABAIS 30%†

LUNETTES DE SOLEIL

Tous les modèles "Tropic-Cal" pour hommes et femmes. Sauf modèles Liz Claborn

LIQUIDATION. Pantalons pour femmes. Choix de tissus. Tailles 12-20. Ch.....4,99\$ - 12,99\$

LIQUIDATION. Assortiment de pulls pour femmes. P, M, G. Ch.....8,99\$

AFFAIRE. Sélection de robes en jersey et combinaisons pour femmes. 6-14. Ch.....19,99\$

†Sur articles à prix ordinaires, sauf marchandise en réclame.

RABAIS 55. Pyjamas en broadcloth pour hommes. P-TG. Ord. 16,99\$. Ch.....11,99\$

RABAIS 25. Caleçons pour hommes. Paq. de 2. P-TG. Ord. 6,99\$. Paq.....4,99\$

RABAIS 25%. Pull à côte perlée pour hommes. 36-46. Ord. 19,99\$. Ch.....14,99\$

BAS PRIX. Chaussures d'entraînement montantes pour filles et garçons. 12-6. Paire.....6,99\$

RABAIS 55. Chaussures d'aérobique pour filles. 10-13, 1, 2. Ord. 17,99\$. Paire.....12,99\$

RABAIS 40%. Chaussures à empeigne élastique et talon pour femmes. Point. 5-10. Ord. 11,99\$. Paire.....6,99\$

AFFAIRE. Boltes 'canard' pour femmes. Point 5-10. Paire.....11,99\$

AFFAIRE. Tenues molletonnées 2 pièces pour tout-petits. 2-3X. Ens.....8,99\$

RABAIS 25%

VÊTEMENTS À PRIX DÉJÀ RÉDUITS POUR FEMMES

Coordonnés en un choix de tailles. Blouses en un assortiment de modèles et couleurs. Robes et pantalons tout-aller pour jeunes femmes. Robes en un choix de modèles. Toutes les robes de chambre et tenues de détente en un choix de couleurs. Bijoux mode en une infinité de modèles.

RABAIS 60S. Pare-douche Sears 1^{er} choix. Ord. 319,99\$. Ch.....259,99\$

RABAIS 60S. Nécessaire de panneaux de baignoire 'Pré Fleuri'. No 85535. Ord. 239,99\$. Ch.....179,99\$

RABAIS 10S. Armoire de rangement 'Europa'. No 87364. Ord. 134,99\$. Ch.....124,99\$

RABAIS 10S-20S. Armoire à pharmacie 'Europa'. Ord. 214,99\$ - 264,99\$. Ch.....204,99\$ - 244,99\$

RABAIS 10S-40S. Coiffeuses 'Europa'. No 91644. Ord. 299,98\$ - 674,98\$. Ch.....289,98\$ - 634,98\$

RABAIS 25%. Accessoires choisis pour la salle de bains. Ord. 5,49\$ - 28,99\$. Ch.....4,11\$ - 21,74\$

MOITIÉ PRIX. Abattant. 3 couleurs. Nos 90213/23/33. Ord. 19,99\$. Ch.....9,99\$

RABAIS 5S. Abattant Sears 1^{er} choix. Nos 90118/38/68. Ord. 26,99\$. Ch.....21,99\$



RABAIS 8-10%

PEINTURE JOIE DE VIVRE DESIGNER

Pots de 4 L

RABAIS 80-110%

COIFFEUSE SEARS 1^{er} CHOIX

Ord. 359,98\$ - 854,48\$. Ch.....279,98\$ - 744,48\$

Dessus de coiffeuse et robinets non incl.

RABAIS 60S. Pare-douche Sears 1^{er} choix. Ord. 319,99\$. Ch.....259,99\$

RABAIS 60S. Nécessaire de panneaux de baignoire 'Pré Fleuri'. No 85535. Ord. 239,99\$. Ch.....179,99\$

RABAIS 10S. Armoire de rangement 'Europa'. No 87364. Ord. 134,99\$. Ch.....124,99\$

RABAIS 10S-20S. Armoire à pharmacie 'Europa'. Ord. 214,99\$ - 264,99\$. Ch.....204,99\$ - 244,99\$

RABAIS 10S-40S. Coiffeuses 'Europa'. No 91644. Ord. 299,98\$ - 674,98\$. Ch.....289,98\$ - 634,98\$

RABAIS 25%. Accessoires choisis pour la salle de bains. Ord. 5,49\$ - 28,99\$. Ch.....4,11\$ - 21,74\$

MOITIÉ PRIX. Abattant. 3 couleurs. Nos 90213/23/33. Ord. 19,99\$. Ch.....9,99\$

RABAIS 5S. Abattant Sears 1^{er} choix. Nos 90118/38/68. Ord. 26,99\$. Ch.....21,99\$

ACHAT SUR PLACE PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 17 FÉVRIER 1990, sauf avis contraire, dans la limite des stocks disponibles.



vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT **SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA** **LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA** **LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN**

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. **Ville St-Laurent, la Place Vertu, 335-7770; Brossard, Mail Champlain, 465-1000; Anjou, Galeries d'Anjou, 353-7770; Laval, Carrefour Laval, 682-1200; LaSalle, Carrefour Angrignon, 364-7310; St-Jérôme, Carrefour du Nord, 432-2110; St-Jean-sur-Richelieu, Carrefour Richelieu, 349-2651; Ste-Marthe-sur-le-Lac, Les Promenades Deux-Montagnes, 491-5000.** Copyright Canada, 1990, Sears Canada Inc.

La CEPGM irrite encore les parents francophones qui réclament une nouvelle école française

ANDRÉ PRATTE

■ La Commission des écoles protestantes du Grand-Montréal (CEPGM) a encore trouvé le moyen de se mettre à dos les parents de son secteur français.

Après s'être engagée le mois dernier à ouvrir une nouvelle école française dans l'ouest de la ville, la commission scolaire vient de revenir sur sa décision parce que l'édifice qui devait abriter la nouvelle école n'est pas disponible.

Les parents francophones de Côte-Saint-Luc, Hamstead, Montréal-ouest et Notre-Dame-de-Grâce réclament l'ouverture d'une nouvelle école primaire française depuis deux ans, les deux écoles françaises du secteur, Westminster et Iona, étant pleines à craquer. Le 17 janvier dernier, ils ont eu gain de cause: la commission décidait d'ouvrir une nouvelle école française dans Notre-Dame-de-Grâce.

La commission scolaire comptait récupérer l'ancienne école Rosedale, un édifice loué depuis

dix ans à la police de la CUM, qui en a fait son poste 15. Le bail vient à échéance le 31 mai prochain.

La CUM a été bien étonnée d'apprendre que la CEPGM avait décidé de reprendre l'école Rosedale, puisqu'il y a plus de cinq mois, le 6 juillet 1989 pour être précis, elle avait avisé la commission scolaire de son intention de renouveler le bail pour une période de dix ans, conformément à un article du bail en question.

«L'information qu'ont reçue les dirigeants de la commission scolaire, c'est que nous pouvions récupérer l'école avec un préavis de trois mois, comme cela est habituellement prévu dans nos bails. Nous nous rendons compte

maintenant que cette information était inexacte», a expliqué à *La Presse* le président de la CEPGM Allan Butler.

L'avis de renouvellement avait pourtant été envoyé au directeur général de la CEPGM Michael George. La copie qu'a fait parvenir la CUM à *La Presse* porte le timbre de la CEPGM, qui indique que la lettre a bel et bien été reçue au bureau du directeur général le 10 juillet 1989.

Des discussions ont eu lieu entre la commission scolaire et la CUM, mais de toute évidence, la police de la CUM aimerait mieux rester à l'école Rosedale, notamment parce que le loyer y est relativement modeste.

«La CUM a accepté d'étudier des solutions de rechange, mais je ne suis pas optimiste. L'école Rosedale ne sera certainement pas disponible l'automne prochain», a admis M. Butler.

Cet imbroglio met les parents d'autant plus en colère que la commission scolaire prévoit ouvrir en septembre, dans le même secteur, une nouvelle école anglaise, l'école Merton, une école d'immersion. «Pourquoi ouvrir une nouvelle école anglaise alors qu'il y a de la place dans toutes les écoles anglaises de la région?», demande la présidente du comité d'école de Westminster Mme Cassandre Tertulliani.

Les commissaires se réuniront à huis-clos ce soir pour étudier des solutions de rechange. Parmi celles qui s'offrent à eux, il y a l'ouverture d'une annexe de l'école Westminster dans une école secondaire anglaise de Notre-Dame-de-Grâce, l'école Westhill, qui est aux trois quarts vide.

Ce projet ne plaît pas tellement aux parents, qui exigent en tout cas que des mesures soient prises pour assurer le bien-être des enfants. «On ne met pas comme ça trois ou quatre classes du primaire dans une école secondaire», a souligné Mme Tertulliani.

Chez **LAREAU** votre satisfaction nous tient à 

Jeep



2000 \$ DE RABAIS * GARANTI
sur Jeep Cherokee et Wagoneer Ltd 90

* 1 000 \$ de rabais Chrysler, 1 000 \$ de rabais Lareau

LAREAU
1824, rue Sainte-Catherine O.
Tél.: 937-9551 — 937-7785



HOTEL CARILSON

Chambre simple 54\$ petit-déjeuner inclus

• Bar-salon • Piscine intérieure • Bain sauna
2 restaurants: L'OMNIBUS cuisine continentale
LE TRUC ouvert 24 heures

Situation stratégique à Québec:
2800, boul. Laurier, Sainte-Foy G1V 2M1
418-653-5234 ou sans frais 1-800-463-6844
Télécopieur: 418-651-7365

POUR LA ST-VALENTIN

le **perroquet bleu**



CAFÉ-RESTAURANT
MENU SPÉCIAL
Cuisine française/continentale

1425, RUE BISHOP, MONTREAL • 281-1425

LA GALERIE DE L'ENTRECÔTE
RESTAURANT FRANÇAIS
Gibier: chevreuil, bison...
ST-VALENTIN
TABLE D'HÔTE 6 SERVICES
1214, rue Saint-André
Tél.: 286-9011
Salons privés

ANNIE RIOUX
ASTROLOGUE-VOYANTE internationale
POUR PERSONNE OU CORPORATION DEPUIS 15 ANS



DISPONIBLE: COURS DE DÉVELOPPEMENT DE L'INTUITION
276-6770

HONDA Civic CX (ED634)

à partir de

\$ 1999⁹⁹ / mois*



Jusqu'à l'écoulement des inventaires

La voiture la plus vendue au Québec

Venez en faire l'essai!



* Bail de 60 mois sur approbation du crédit. Acompte de 300 \$. Transport et préparation en sus. T.V.P. (mensuelle) non comprise.

AMOS Auto Carella Honda de Blainville	(819) 732-3375 (514) 435-1122	GATINEAU Chrétien Honda	(819) 568-4646
BLAINVILLE Honda de Blainville	(514) 435-1122	GRANBY Les Autos F. Lambert	(514) 378-9963
BROME QUEST Brome Honda	(514) 263-1289	GRENVILLE Gagné Honda	(819) 242-0111
BROSSARD Brossard Honda	(514) 445-7161	HULL Lallier Auto (Hull) Inc.	(819) 778-1444
CHAMBLY Honda la Seigneurie	(514) 658-6699	ÎLE PERROT Rainville Honda	(514) 453-8416
CHATEAUGUAY Encore Honda	(514) 698-1060	JOLIETTE Villeneuve Honda	(514) 759-8155
DOLLARD-DES-ORMEAUX Garage Civic	(514) 683-5533	LAFONTAINE Automobiles Nord Sud	(514) 430-1273
DRUMMONDVILLE Centre Honda Drummond	(819) 477-8841	LASALLE Honda de LaSalle	(514) 364-1121

LAVAL Honda de Laval	(514) 384-9444	MONT-ROYAL Excel Honda	(514) 342-6360
Sainte-Rose Honda	(514) 625-1953	OMERVILLE Boulevard Honda	(819) 843-2090
LONGUEUIL Longueuil Honda	(514) 679-4710	REPENTIGNY Lallier Auto (Rept) Inc.	(514) 581-7575
MONT-LAURIER Les Autos Bellem	(819) 623-7341	RDUYN L'ami Honda	(819) 762-6565
MONTREAL Honda de Sigi	(514) 879-1550	SAINTE-AGATHE SUD Les Autos P.A. Leblanc	(819) 326-1717
Honda Gabriel	(514) 327-7777	SAINTE-EUSTACHE Hamel Honda	(514) 491-0440
Pointe-aux-Trembles	(514) 645-2791	SAINTE-HYACINTHE Autos Économiques Casavant	(514) 774-1724
Lallier Auto (MTL) Inc.	(514) 337-2330		

SAINT-JEAN Daigneault & Frère	(514) 347-7567
SAINT-LÉONARD Lombardi Autos	(514) 255-2222
SAINT-PIERRE-DE-SOREL Les Autos du Chenal	(514) 742-5622
SHERBROOKE Éconauto Honda	(819) 566-5322
TERREBONNE Honda de Terrebonne	(514) 477-0555
VAL-D'OR Autoroule	(819) 825-7838
VALLEYFIELD Yves Boutin Moteur	(514) 373-2924

Retour au bercail de deux jeunes fugueurs

ANDRÉ CÉDILOT

■ Deux garçons de 11 et 8 ans de l'Est de la ville qui font régulièrement des fugues ont à nouveau donné des sueurs froides à tout le monde, hier, à la suite d'une escapade de 24 heures.

Comme à l'habitude, les deux jeunes, qui sont gardés dans un foyer d'accueil, étaient partis à bord d'un autobus d'écoliers pour se rendre à l'école Baril, rue Adam, lorsqu'ils ont pris la poudre d'escampette, mercredi matin.

Sitôt informée, la direction du Carrefour des jeunes de Montréal, qui accueille des enfants ayant des problèmes de comportement, a immédiatement donné l'alerte à la police de la Communauté urbaine de Montréal qui a ratisé le secteur toute la journée. Sans résultat.

Inquiets, les policiers ont signalé la disparition des deux garçons aux médias, tôt hier matin. La nouvelle venait à peine d'être rendue publique que les deux fugueurs se pointaient, indemnes, au domicile de leurs parents.

Souriants, ils ont raconté avoir erré dans le voisinage et passé la nuit dans une cabane, à l'abri du froid. Ni l'un ni l'autre n'en était à sa première fugue. On dit même que le plus vieux s'échappait plusieurs fois par semaine du temps qu'il demeurait chez ses parents. Il en était à son deuxième écart depuis qu'il a été placé en foyer d'accueil, en janvier.

Le Carrefour des jeunes de Montréal héberge quelque 250 jeunes de 6 à 12 ans qui ont des conflits affectifs. Comme la plupart d'entre eux ont des droits de sortie, il se produit fréquemment des fugues, surtout au printemps. En général, ils rentrent au bercail au bout de quelques heures, tenaillés par la faim et l'ennui, après avoir flâné dans le métro ou dans les centres commerciaux des environs.

Sains et saufs

■ La police de la CUM a finalement retracé les deux locataires d'un immeuble à appartements ravagé par un incendie d'origine suspecte, tôt dimanche matin, à Cartierville.

Serge Pierre a communiqué avec la police, lundi soir, tandis que son voisin de palier, Shifaf Khan, s'est entretenu hier matin avec les enquêteurs. On avait craint à un certain moment que les deux hommes puissent avoir péri dans les flammes.

Les deux hommes figuraient sur la liste des personnes disparues à la suite de ce violent incendie qui a complètement ravagé huit commerces et une quarantaine de logements.

Une enquête menée par les membres de la section des incendies criminels de la police de la CUM se poursuit toujours afin de découvrir l'origine du sinistre qui a causé pour plus d'un million de dommages.

Le recours collectif contre les pollueurs est maintenant permis

ANDRÉ NOËL

La Cour d'appel du Québec vient de rendre un jugement sans précédent en donnant le droit à un comité de citoyens de poursuivre son recours collectif contre la société Alcan, accusée de polluer l'environnement de La Baie, au Saguenay.

Le comité d'environnement de la Baie Inc., qui regroupe 2400 personnes, réclame 21 millions\$ de la Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée, soit 25 000\$ par propriétaire et 5000\$ par occupant et locataire.

La Cour supérieure avait rejeté la demande des citoyens en 1988. Le juge Melvin Rothman lui renvoie le dossier, estimant avec ses collègues les juges Roger Chouinard et André Savoie, que la cause présente des apparences sérieuses de droit pour justifier la poursuite du recours collectif.

Dans son opinion, M. Rothman rappelle que les citoyens soutien-

nent qu'ils «ont subi et continuent de subir les dommages faits à leurs maisons par des retombées anormales de poussière de bauxite, d'alumine et de charbon, émanant de l'exploitation du port de l'intimée (Alcan)».

La cause du comité d'environnement, ajoute le juge, fait valoir que «les maisons deviennent sales plus rapidement que la normale, que l'entretien et le nettoyage sont plus difficiles et plus coûteux, et que les résidents ne peuvent pas profiter de leur chez-soi comme ils sont en droit de le faire.»

D'entrée de jeu, l'avocat du comité d'environnement, Me Jacques Laroche, avait déclaré à la Cour d'appel de le débouter si elle voulait s'en tenir aux arguments classiques. Mais il invitait les trois juges à aller plus en profondeur. Ce qu'ils ont fait.

M. Rothman écrit, entre autres, cette phrase, qui pourrait avoir d'importantes répercussions sur des causes futures: «Le recours

collectif m'apparait comme un remède efficace dans les causes de dommages environnementaux.»

La Cour supérieure estimait que le recours collectif n'était pas approprié, étant donné que la pollution n'a pas affecté chaque maison de la même façon. Mais M. Rothman rejette cet argument, faisant valoir que les situations individuelles doivent être simplement être similaires.

De plus, ajoute-t-il, «les revendications de tous les membres sont basées sur le même problème: la pollution par des poussières de bauxite, d'aluminium et de charbon dans un quartier précis de cette municipalité, et émanant de l'entreposage et de la manutention de ces substances par l'intimée dans le port.»

Le Centre québécois du droit de l'environnement s'est félicité de la décision de la Cour d'appel. «C'est un pas de plus vers la reconnaissance d'un droit à un environnement, a déclaré le directeur du centre, Michel Bélanger.

La simple perspective d'un équilibre des pouvoirs et des ressources

favorisera le respect des considérations d'ordre environnemental

préalablement à toute prise de décision.»

“LES PROFS SONT LÀ POUR MOI.”



“J'ai toujours eu des problèmes en maths... Ici, les profs sont super-disponibles. Je n'ai jamais eu d'aussi bonnes notes.”

Reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec, l'Académie Kells est une école mixte de langue française qui, en raison de son excellent rapport maître/élèves, favorise au plus haut point l'apprentissage.

D'année en année, l'école bâtit pour votre enfant un programme d'enseignement adapté à ses besoins particuliers.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au registraire. (514) 932-4100

Académie Kells

Une division du Centre d'enseignement de Westmount
395, avenue Elm
Westmount (Québec) H3Z 1Z4
Téléphone: 749-9173



Nous acceptons présentement des inscriptions pour l'année scolaire 1990-1991.

Super Carnaval

Fleurissez

la St-Valentin!

À la boutique du Fleuriste:

Fleurs et arrangements à votre goût!

À la boulangerie:

Gâteaux et pâtisseries pour l'occasion!

ROULET SURGELÉ
Catégorie A
moins de 2 kg
1.96 / kg

CAT. "A"

89¢
/lb

ESSUIE-TOUT
Ecopac Jumbo,
emb. de 15 rouleaux

15
rouleaux
jumbo

1099
avec
coupon

1299
sans coupon

Super Carnaval
Ecoupons-valables

200

ESSUIE-TOUT
Ecopac,
Jumbo,
emb. de
15 rouleaux

1099
avec coupon

1299
sans coupon

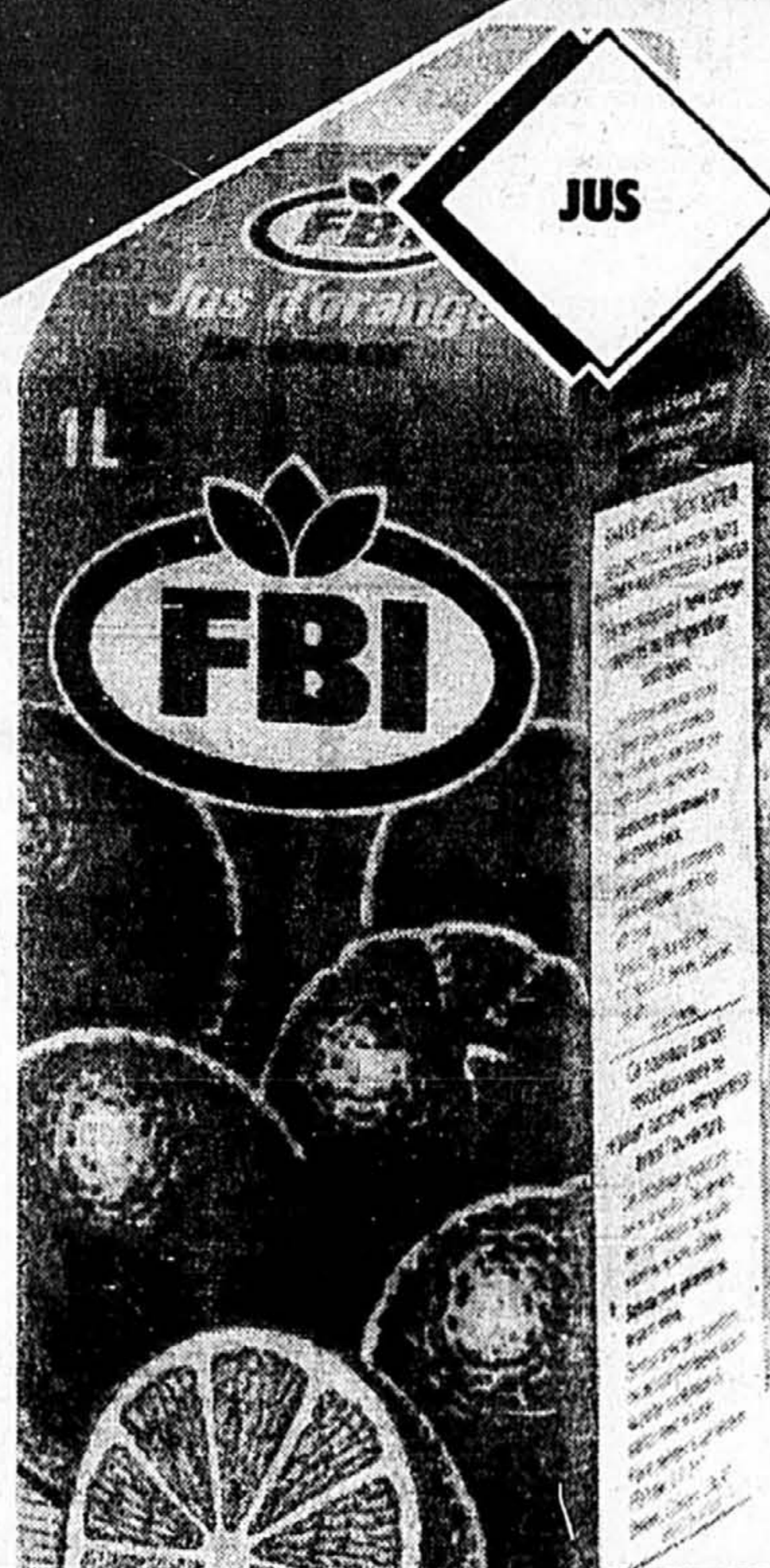
PR SUCA 1298

Les reproductions mécaniques ne pourront être acceptées. Limite de 1 coupon par achat, 1 par client. Coupon valide jusqu'au samedi 17 février 1990.

JUS DE FRUITS
F.B.I. au choix,
cont. de 1 litre

JUS

69¢



RAISINS ROUGES
FLAMES
Du Chili, No 1,
sans pépins
1.52 / kg

Sans
pépins

69¢
/lb



On se dépasse pour vous!

Super Carnaval

Prix en vigueur du 12 février au 17 février 1990 dans la région métropolitaine de couverture de ce Journal. Pas de vente aux marchandises. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les photos sont à titre indicatif seulement. Le matériel est en tout temps.

L'Université de Moncton sollicite des candidatures aux postes suivants :

Lors de son engagement, le professeur à plein temps se voit attribuer un des rangs professoraux définis dans la convention collective selon ses compétences et son expérience, et d'après lesquelles le traitement annuel aussi est établi.

Professeur en didactique du français (poste temporaire)

Il lui revient de donner des cours de didactique du français aux étudiants inscrits aux baccalauréats en éducation élémentaire et préscolaire élémentaire du 1^{er} cycle. Plus précisément, la personne choisie devra enseigner en développement du langage, en didactique de la lecture ainsi qu'en didactique du français. Elle devra probablement diriger des étudiants du 2^e cycle.

La personne qui se porte candidate doit posséder de préférence un Ph.D. dans le domaine. Les candidatures de celles qui ont une maîtrise avec expérience pertinente dans les écoles publiques au niveau élémentaire et une bonne connaissance des programmes d'études du français des écoles francophones du Nouveau-Brunswick seront également considérées.

Pour ces trois postes, votre demande devra être adressée à M. Gerald G. Ouellet, directeur, Département d'apprentissage et enseignement.

Professeur en didactique des sciences (poste temporaire)

La personne choisie donne des cours de didactique des sciences de la nature aux étudiants inscrits au B.Éd. préscolaire élémentaire du 1^{er} cycle et au B.Éd. élémentaire. Elle aura aussi à enseigner la didactique des sciences au niveau secondaire de 1^{er} et 2^e cycles et sera responsable du laboratoire de science.

Le Ph.D. dans le domaine est préférable. Les candidatures des personnes possédant une maîtrise dans le domaine, l'expérience pertinente dans les écoles publiques et une bonne connaissance des programmes d'études de sciences des écoles francophones du Nouveau-Brunswick seront également considérées.

Professeur en élaboration et évaluation des activités éducatives (poste temporaire)

Le professeur donne des cours d'élaboration des objectifs pédagogiques ainsi que de mesure et d'évaluation des apprentissages. Ces cours sont offerts aux étudiants maîtres des niveaux préscolaire, élémentaire et secondaire.

Les candidats possédant un Ph.D. dans le domaine seront privilégiés et ceux ayant la maîtrise pourront être considérés.

Professeur en éducation (poste régulier)

Le candidat choisi s'occupera de l'enseignement au 1^{er} cycle et de la supervision de stages dans les écoles de la province.

Un Ph.D. dans le domaine ou une maîtrise avec expérience pertinente est de rigueur. La connaissance du fonctionnement des écoles publiques au Nouveau-Brunswick et l'expérience en supervision de stagiaires sont exigées.

Pour les deux postes précédents, veuillez faire parvenir votre offre de service à M^{me} Lorraine Bourque, directrice, Département des fondements et ressources humaines en éducation.

Professeur en orientation (poste régulier)

Ce poste comporte de l'enseignement et de la recherche aux 1^{er} et 2^e cycles dans les domaines suivants : orientation et counseling, animation et communication interpersonnelle ainsi que travail de groupe en orientation.

Pour ce faire, un Ph.D. en orientation ou en counseling de préférence est demandé, ou l'équivalent avec expérience pertinente. Les candidats possédant une maîtrise dans le domaine avec expérience pertinente dans les mêmes domaines seront également considérés. Étant donné qu'aucune femme avec poste régulier ne fait présentement partie du corps professoral dans le programme d'orientation, pour favoriser l'accès à l'égalité et répondre aux besoins du programme, à compétence égale, priorité sera accordée à une candidate qui répondra aux exigences du poste.

Professeur en psychologie éducationnelle (poste temporaire d'un an)

Le professeur doit posséder de préférence un Ph.D. ou l'équivalent dans la discipline mentionnée ci-dessous.

Cet emploi d'enseignement en psychologie éducationnelle comporte des cours d'évaluation de même que de la recherche en éducation au 1^{er} cycle. Votre candidature doit être envoyée à M. Aldéo Renaud, directeur, Département de psychologie éducationnelle.

Pour tous ces postes, la date d'entrée en fonction est le 1^{er} juillet 1990. Les candidatures pourront être considérées dès leur réception et selon leur ordre d'arrivée. La maîtrise de la langue française tant orale qu'écrite est essentielle. Toute demande doit inclure un curriculum vitae détaillé et le nom de trois répondants. Elle doit être transmise avant le 15 mars 1990.

Faculté des sciences de l'éducation
Université de Moncton
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1A 3E9

Toutes ces offres s'adressent également aux femmes et aux hommes. Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts aux citoyens canadiens et aux résidents permanents seulement.



UNIVERSITÉ DE MONCTON

L'Université de Moncton sollicite des candidatures aux postes de

Titulaire de la chaire d'études l'Assomption en administration des affaires

Sous l'autorité immédiate du doyen de la Faculté d'administration, le ou la titulaire de la chaire l'Assomption sera appelé(e) à participer à l'enseignement et à la recherche en administration des affaires. D'une façon générale, il ou elle sera également appelé(e) à promouvoir les études et la recherche dans ce domaine, entre autres par sa participation à l'organisation de colloques ou séminaires, par la présentation de conférences publiques et par la publication d'ouvrages spécialisés en gestion.

Détenteur ou détentrice d'un doctorat en gestion ou dans une discipline connexe, ou son équivalent, le candidat ou la candidate devra faire preuve d'habileté à collaborer ou à diriger des équipes de travail. Il ou elle devra également faire preuve d'expérience dans l'enseignement des sciences administratives, dans l'organisation de projets et dans la publication et devra maîtriser la langue française tant orale qu'écrite.

Le traitement annuel est établi selon la formation et l'expérience du candidat ou de la candidate.

Le ou la titulaire de la chaire a un mandat renouvelable ne dépassant pas cinq ans.

Entrée en fonction : Selon la disponibilité des candidat(e)s.

Les personnes intéressées à soumettre leur candidature sont priées de faire parvenir un curriculum vitae et une liste de trois répondants au plus tard le 15 mars 1990 à l'adresse ci-dessous.

Titulaire de la chaire d'études acadiennes

Sous l'autorité immédiate du doyen de la Faculté des études supérieures et de la recherche, le ou la titulaire de la chaire d'études acadiennes sera appelé(e) à participer à l'enseignement, à la recherche et aux services à la collectivité dans le domaine des études acadiennes. Il ou elle sera également appelé(e) à promouvoir des activités de recherche portant sur le fait acadien et à assurer une liaison avec les autres chercheurs qui s'intéressent à cette discipline.

Détenteur ou détentrice d'un doctorat ou son équivalent, le candidat ou la candidate doit faire preuve d'une formation et d'une expérience pertinentes lui permettant de contribuer efficacement à l'avancement des études acadiennes dans les domaines de la recherche et de l'enseignement.

Le traitement annuel est établi selon la formation et l'expérience du candidat ou de la candidate. Le ou la titulaire de la chaire jouit des avantages sociaux des professeurs et professeures de l'Université.

Le ou la titulaire de la chaire a un mandat renouvelable ne dépassant pas cinq ans.

Entrée en fonction : Le 1^{er} juillet 1990.

Les personnes intéressées à soumettre leur candidature sont priées de faire parvenir un curriculum vitae, leur plan d'action (activités projetées d'enseignement, de recherche et de services à la collectivité) et une liste de trois répondants au plus tard le 15 mars 1990 à l'adresse ci-dessous.

N.B. : À la même adresse, les personnes intéressées peuvent obtenir de l'information sur les projets actuels de la chaire d'études acadiennes.

Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
Université de Moncton, pièce 236, édifice L-Taillon,
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1A 3E9. Téléphone : (506) 858-4112.



UNIVERSITÉ DE MONCTON

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts aux citoyennes et citoyens canadiens et aux résidentes et résidents permanents seulement. Ces offres s'adressent également aux femmes et aux hommes.



Daishowa Inc., Division des Exploitations Forestières à Forestville, est à la recherche d'un

Surveillant de la géomatique

Description sommaire de l'emploi:

Sous la responsabilité de la surintendante à l'aménagement forestier, le titulaire de ce poste verra à planifier et gérer la saisie des données cartographiques et tabulaires sur un S.I.R.S., d'élaborer des procédés de confection et manipulation des cartes numériques et des bases de données forestières. De plus, il devra collaborer étroitement au développement et à l'implantation d'un système S.I.R.S. et verra à son amélioration constante, en étroite collaboration avec le coordonnateur des systèmes de micro-ordinateurs.

Exigences de l'emploi:

Dec en technique forestière (ou discipline connexe) plus 3 à 5 années d'expérience en aménagement forestier et/ou en informatique.

ou
Baccalauréat en sciences forestières plus 3 à 5 années d'expérience en aménagement forestier et/ou en informatique.

ou
Baccalauréat en sciences forestières avec spécialité en géomatique (expérience non requise).

Le candidat devra avoir une aptitude certaine pour la micro-informatique. Une connaissance pertinente de l'anglais parlé/écrit serait un atout.

Rémunération

Salaires et avantages sociaux selon les politiques de la compagnie qui sont concurrentielles dans l'industrie.

Ce poste est ouvert aux femmes et aux hommes. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 28 février à:

Jean-Claude Pinel
Surintendant Ressources humaines
Daishowa Inc.
C.P. 600
Forestville (Qc)
G0T 1E0

En raison d'une croissance soutenue, notre client, le conseil d'administration d'un des plus importants régimes d'avantages sociaux par capitalisation au Canada, désire embaucher un(e)

ADMINISTRATEUR(TRICE) ADJOINT(E)

Le titulaire de ce poste clé participera à l'administration quotidienne de quatre fonds fiduciaires apparentés ayant une marge brute d'autofinancement de plusieurs millions de dollars annuellement.

Les candidats désirés étudient en vue de l'obtention d'un titre comptable et possèdent une expérience en travaux de comptabilité générale, de préférence au sein d'une petite ou moyenne entreprise. Des antécédents en traitement de réclamations et paiement, ainsi que des connaissances en comptabilité informatisée sont exigés.

Les candidats doivent être en mesure de superviser, organiser et coordonner une petite équipe de gestion et maîtriser le français parlé et écrit.

Ce poste à Toronto s'accompagne d'un salaire de départ attrayant et d'une généreuse gamme d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées sont priées de téléphoner ou de faire parvenir leur curriculum vitae, sous pli confidentiel, à M. Fred Nogas.

THE ENGRAM GROUP

20 Maitland Street
Toronto, Ont M4Y 1C5
(416) 968-3399



Consultants en ressources humaines

National Mobile Radio Communications Inc.

Un leader dans le domaine de la radiocommunication recherche un(une):

DIRECTEUR-TECHNICO ÉCONOMIQUE

Le directeur aura la responsabilité de développer, maintenir et superviser l'application des techniques pour établir les prix de vente, location et autres arrangements financiers. Il(elle) aura aussi la responsabilité de négocier et finaliser les ententes financières. Le directeur développera des programmes de formation sur les techniques financières pour le personnel des ventes et de la gestion de projets.

Le candidat choisi possèdera des connaissances approfondies des principes de finance et de l'application de ces principes dans le domaine du marketing. Ces connaissances auront été acquises soit par un degré universitaire de deuxième cycle ou par une expérience pratique de plusieurs années.

Les candidats intéressés devront faire parvenir leur curriculum vitae à:

National Mobile Radio Communications Inc.
a / s Mme Jacqueline Nadel
7350, route Transcanadienne
Saint-Laurent, Québec
H4T 1A3



Hydro-Québec
Centrale nucléaire Gentilly
4900, boul. Bécancour
G0X 1G0

UN (1) INGÉNIEUR pour la Centrale nucléaire Gentilly 2 POSTE TEMPORAIRE 12 MOIS

Fonctions

Pour les systèmes de la section, plus spécialement les systèmes d'eau de refroidissement, traitement d'eau, eau domestique, de chauffage, ventilation, air climatisé, d'air comprimé, drainage, sas et confinement, le candidat ou la candidate devra sous la responsabilité du chef de section et des ingénieurs responsables de système:

- Participer à la rédaction de certains chapitres des manuels d'exploitation de la centrale.
- Cette rédaction couvre les chapitres traitant de:
 - Ligne de conduite pour l'exploitation.
 - Limites de conception et risques.
 - Procédures d'exploitation en condition normale.
 - Procédures d'essai et de rappel.
 - Procédures de retrait pour fin d'entretien (lorsque requis).

Exigences

- Détenir un diplôme d'ingénieur et être membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.
- Avoir une certaine expérience des critères de conception et d'exploitation de système de procédés.
- Avoir une bonne connaissance du français.
- Être en mesure de lire et parler suffisamment l'anglais pour consulter les documents de conception.

Lieu de travail

Centrale nucléaire Gentilly 2.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae complet, détaillant leur formation et leur expérience au plus tard le 5 mars 1990, à Hydro-Québec, Ressources humaines, 4900, boul. Bécancour, Gentilly, G0X 1G0, en mentionnant le numéro 65320 89 315.



DES MILLE-ÎLES

Directeur-trice général-e Poste intérimaire (Temps complet)

Sous l'autorité du Conseil d'administration, le-la directeur-trice général-e intérimaire est responsable de l'administration de l'établissement, de la collaboration et de la direction des programmes et activités, le tout en conformité avec la Loi, les politiques et les directives émises par le Conseil d'administration et le M.S.S.S.

Pour postuler: • Diplôme universitaire de 1^{er} cycle en sciences administratives, humaines ou en sciences de la santé, un minimum. • 3 ans d'expérience en gestion, de préférence en CLSC, un minimum. • Leadership et capacité de travailler en équipe.

Le CLSC respecte l'équité en matière d'emploi et offre une rémunération selon les normes du M.S.S.S. pour un poste cadre (Classe 18). Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, en indiquant le titre du poste sur l'enveloppe, avant le 2 mars 1990, au: CLSC DES MILLE-ÎLES, 4731, boulevard Lévesque, Saint-Vincent de Paul, Laval (Québec) H7C 1M9.

GÉRANT DES VENTES

Notre Compagnie de Distribution oeuvrant dans le domaine des articles ménagers et d'outillages recherche un Gérant de Ventes dont la position dépendra directement du Président.

Vous avez une expérience pertinente, avez bâti des contacts depuis plusieurs années et avez prouvé vos qualités par des résultats concrets.

Nous vous offrons une rémunération extrêmement intéressante qui sera proportionnelle à votre expérience et à l'envergure du poste que vous allez occuper.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 23 février à:

Distribution RAPIDEX Inc.
2360, Chemin Lucerne, bureau # 1A
Ville Mont-Royal, Québec
H3R 2J8

ou contactez M. Amin au téléphone: 737-4931

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Compagnie de gestion possédant un magasin RONA sur la rive-sud recherche un

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le (la) titulaire, dynamique, autonome, vigilant(e) et possédant un bon esprit d'équipe, assumera la supervision des:

- Achats
- Administration générale
- Crédit
- Comptabilité

Qualifications et exigences:

Diplôme universitaire en administration et un minimum de 3 années d'expérience pertinente dans le domaine à titre de contrôleur ou directeur des achats.

Pour postuler, faites parvenir votre candidature au soin de Yvon Forest C.M.A., C.A. au 614 rue St-Jacques, 4^e étage, Montréal, Québec H3C 1E2.



Le groupe
DION LEBEAU
& associés



CARRIÈRES ET PROFESSIONS

CARTE CAPITALE INC., filiale de La Capitale, compagnie d'assurance générale est à la recherche de candidats pour combler deux (2) postes pour l'ouverture de son nouveau bureau à Montréal:

Préposé(e) au télémarketing

- Effectue les recherches nécessaires à l'obtention de l'information se rapportant à la solvabilité des adhérents à Carte Capitale Inc.;
- effectue la sollicitation téléphonique pour la vente de Carte Capitale Inc.;
- assure l'obtention des signatures des demandes d'adhésion obtenues par téléphone.

CONDITIONS D'ADMISSION

Détenir un D.E.C. en techniques administratives et trois (3) années d'expérience dans le domaine de la vente par téléphone ou de la sollicitation téléphonique et le bilinguisme est requis

Préposé(e) au service à la clientèle

- Donne le service téléphonique et assure le suivi auprès des clients;
- vérification des dossiers des clients existants de Carte Capitale Inc.;
- assure la vente et la promotion de Carte Capitale Inc. et assure le suivi des transactions du relevé des clients.

CONDITIONS D'ADMISSION

Détenir un D.E.C. en techniques administratives, option finances et, trois (3) années d'expérience dans le domaine du service à la clientèle et, le bilinguisme est requis.

CONDITIONS DE TRAVAIL

- Rémunération selon les qualifications et l'expérience;
- plan complet d'avantages sociaux;
- s'adressent autant aux femmes qu'aux hommes.

Toute candidature sera tenue strictement confidentielle et devra être expédiée avant le 20 février 1990 à la:

Direction des Ressources humaines
CARTE CAPITALE INC.
 Case postale 17600
 Québec (Québec)
 G1K 7X2

2^e concours
Le Centre d'accueil Domrémy-Montréal, au premier rang des centres de réadaptation pour alcooliques et toxicomanes au Québec, désire s'adjoindre un

Conseiller en systèmes d'information
 (poste contractuel renouvelable)

À ce titre, vous devrez d'abord élaborer et implanter les applications informatiques et bureautiques du plan directeur du Centre, et ensuite coordonner le projet informatique en lui assurant l'encadrement et le soutien technique nécessaires. En outre, vous aurez à établir des stratégies de développement et recommander des orientations appropriées.

Vous êtes un candidat de choix si vous possédez un baccalauréat en informatique, deux années d'expérience pertinente en conception et implantation de systèmes informatiques, de même que les connaissances suivantes: réseau des affaires sociales d'une part, ainsi que langages de quatrième génération, environnement IBM, procédures de télécommunication et systèmes informatiques multio-utilisateurs d'autre part.

En retour, nous vous offrons un salaire à la mesure de vos compétences et de votre expérience.

Si vous êtes intéressé, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae détaillé avant 16 h le 20 février 1990 à Mme France Beaudin, directeur des services administratifs, Centre d'accueil Domrémy-Montréal, 10140, rue Lajeunesse, Montréal (Québec) H3L 2E2, tél.: (514) 385-0046.

Ce poste est également ouvert aux hommes et aux femmes. Seules les personnes dont la candidature sera retenue recevront un accusé de réception.

Le Collège Universitaire de Hearst est à la recherche de professeur-e-s

pour enseigner les cours suivants lors du semestre du printemps 1990.

ADMINISTRATION DES AFFAIRES

COMM 2506F Gestion des petites et moyennes entreprises
 L'accent est mis sur tous les aspects de la gestion pouvant donner à la petite entreprise un avantage comparatif supérieur à ses concurrents. Il s'agit notamment d'examiner la planification, la politique de prix et le rôle du marketing (notion de niche écologique), la gestion financière et le contrôle, l'importance du facteur humain et les relations extérieures.
 Exigences: M.B.A. ou l'équivalent.
 Ce cours de 3 crédits est offert à Hearst et à Kapuskasing.

FINANCES

COMM 4566F Pratique de la gestion financière
 Le but du cours est de confronter l'étudiant(e) au domaine pratique et réel du financement de la petite et moyenne entreprise, de le/la familiariser avec les sources de financement et les particularités des prêteurs (cuses) ainsi que de pouvoir déterminer les besoins, modalités et exigences financières afin de pouvoir planifier et résoudre les problèmes financiers d'une entreprise.
 Exigences: M.B.A., M. Sc. ou l'équivalent.
 Ce cours de 3 crédits est offert à Hearst.

ESPAGNOL

ESPA 1005F Introduction à l'espagnol
 Etude intensive des structures fondamentales de la grammaire espagnole; lecture, phonétique, dictée, conversation dirigée. Le laboratoire vise à développer la compréhension orale et la prononciation. Quatre heures de classe en plus du laboratoire individuel.
 Exigences: M.A. en espagnol ou l'équivalent.
 Ce cours de 6 crédits est offert à notre campus de Timmins.
 Durée de l'emploi: du 23 avril au 28 juin 1990.
 Salaire: 5.200\$ pour 6 crédits plus une allocation pour dépenses de voyage.

Les candidat(e)s chois(i)es devront habiter dans la région pendant la durée de l'emploi.

Le Collège Universitaire de Hearst, affilié à l'Université Laurentienne de Sudbury, est une institution d'enseignement universitaire francophone du nord-est de l'Ontario.

Faire parvenir votre demande accompagnée de votre curriculum vitae avant le 28 février 1990 à:



Danielle Coulombe, directrice des études
 Le Collège Universitaire de Hearst
 C.P. 580
 Hearst (Ontario)
 P0L 1N0

Hydro-Québec
 Centrale nucléaire Gentilly
 4900, boul. Bécancour
 G0X 1G0

UN (1) INGÉNIEUR
 pour la Centrale nucléaire Gentilly 2
 Poste temporaire 12 mois

Fonctions
 Pour les systèmes de traitement d'eau, d'eau de refroidissement, protection d'incendie, de chloration, d'eau domestique, d'eau réfrigérée, d'eau de service recirculée, de chauffage, de ventilation et d'air comprimé, le candidat ou la candidate devra sous la responsabilité du chef de section et de l'ingénieur responsable de système:

- Suivre l'évolution des équipements et des systèmes, analyser leurs paramètres de fonctionnement et leurs défaillances, réaliser des études et proposer des modifications afin d'optimiser leur performance, leur fiabilité et leur facilité d'exploitation et d'entretien.
- Fournir aux unités opérationnelles les encadrements et le support technique requis pour solutionner les problèmes pouvant affecter à court terme la fiabilité et la disponibilité des équipements et des systèmes.
- Préparer, organiser et diriger des projets et en contrôler l'implantation.
- Préparer divers documents nécessaires à l'exploitation et l'entretien de la centrale.
- Entretenir des relations avec les autres exploitants de centrales nucléaires, divers organismes externes et d'autres unités administratives d'Hydro-Québec.
- Valider la mise en service après un entretien majeur ou une modification.

Exigences
 — Détenir un diplôme d'ingénieur (génie chimique serait un atout) et être membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.
 — Posséder une connaissance de systèmes de procédés.
 — Parler et écrire suffisamment l'anglais pour entretenir des relations avec des organismes externes.
 — Avoir une bonne connaissance de la langue française.

Lieu de travail
 Centrale nucléaire Gentilly 2
 Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae complet, détaillant leur formation et leur expérience au plus tard le 5 mars 1990, à Hydro-Québec, Ressources humaines, 4900, boul. Bécancour, Gentilly, G0X 1G0, en mentionnant le numéro 65320 90 031.

Une entreprise opérant dans le domaine de l'alimentation est à la recherche d'un

CHEF COMPTABLE
 pour son département de finances

Le candidat devra avoir les qualifications suivantes:

- Diplôme universitaire en comptabilité
- Être en voie d'obtenir un titre professionnel
- 2 à 3 ans d'expérience
- Être ambitieuse et mature
- Avoir un esprit analytique
- Bilinguisme serait un atout

Le candidat aura les responsabilités suivantes:

- Responsable de la comptabilité générale
- Préparation des états financiers
- Préparation des écritures de fin de période
- Analyse des comptes
- Préparation de divers rapports, etc.

Le salaire sera évalué selon les qualifications et l'expérience du candidat.
 Faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante:
 C.P. 90
 St-Denis-sur-Richelieu, Qc
 J0H 1K0
 a/s de Mme Hélène Patry-Paré, contrôleur CONFIDENTIEL

La compagnie Corpav-Southam développe son réseau des ventes sur les marchés québécois et montréalais, et est à la recherche de personnes dynamiques pour se joindre à son équipe de

VENDEURS PROFESSIONNELS.

Le candidat idéal devra posséder de l'expérience dans le domaine de la vente d'équipement audio-visuel et vidéo, avoir beaucoup d'initiative et une automobile disponible. Salaire et commissions proportionnels à l'expérience. Indemnisation pour l'automobile et gamme complète d'avantages sociaux.

Faites parvenir votre curriculum vitae à:

Corpav-Southam
 Division des ventes
 189, rue Dufferin
 Toronto (Ontario)
 M6K 3H8
 À l'attention de George Grech,
 directeur des ventes.

CHEF DU SERVICE D'ENTRETIEN

En pleine croissance, un manufacturier national de matériaux de construction est à la recherche d'une personne pour prendre charge de son service d'entretien. Le (la) candidat(e) recherché(e) détient une formation d'ingénieur industriel ou mécanique.

Relevant du directeur d'usine vous serez responsable de l'optimisation des ressources humaines et du bon fonctionnement du service; vous aurez à instaurer un programme d'entretien préventif et du contrôle des coûts.

La compagnie en soi, un bon sens de la communication ainsi qu'une expérience de plus de cinq ans sont essentiels. La connaissance des logiciels de gestion de données et/ou d'entretien préventif serait un atout.

Le poste offre de généreux avantages sociaux et d'intéressants défis au candidat(e) capable de les relever avec professionnalisme.

Si ce poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

LA PRESSE réf.: 18021
 C.P. 6041, Succursale A
 MONTRÉAL (Québec)
 H3C 3E3

VILLE de ST-REMI
DIRECTEUR DE POLICE
 (2e concours)

La Ville de Saint-Rémi est à la recherche d'un directeur de police afin de diriger, administrer et coordonner les activités administratives et opérationnelles de son corps policier de 8 employés, selon la Loi de police.

- EXIGENCES**
- Doit détenir un diplôme d'études secondaires complètes avec succès ou l'équivalent reconnu par le ministère de l'Éducation.
 - Doit avoir complété avec succès un cours de formation de base dispensé par une institution de formation policière ou posséder les connaissances équivalentes.
 - Doit avoir complété avec succès 10 cours d'une durée totale minimale de 450 heures, en gestion policière, en administration, dans une institution de formation policière, dans une université ou dans un collège relevant d'un ministère de l'Éducation.
 - Doit posséder au moins 7 années d'expérience policière dont 2 années d'expérience en gestion du personnel.

- AUTRES CARACTÉRISTIQUES**
- Doit posséder les qualités professionnelles reliées à la fonction postulée, en égard aux effectifs du corps de police soit:
- 1° Des qualités administratives telles la planification, l'organisation et le contrôle.
 - 2° Des qualités sociales telles le dynamisme, l'esprit d'équipe, l'expression orale, le leadership, la maîtrise de soi, la persuasion et le sens des relations humaines.
 - 3° Des qualités générales telles l'adaptation, la créativité, la curiosité intellectuelle, l'esprit d'analyse, de synthèse, de décision et de recherche, l'expression écrite, le jugement, la méthode, le sens critique, le sens des responsabilités et la ténacité.

SALAIRE
 — Selon compétence.

CONDITIONS
 — Ce poste est ouvert aux hommes et aux femmes et chaque candidature sera traitée confidentiellement
 — Les curriculum vitae doivent parvenir au plus tard le lundi 19 février 1990 à l'adresse suivante:

Ville de Saint-Rémi
 POSTE DE DIRECTEUR DE POLICE
 105, rue Perras
 Saint-Rémi (Québec)
 J0L 2L0
 Tél.: (514) 454-3993

Superviseur des opérations

C'est vous qui aurez pour responsabilités de préparer les cotations, d'effectuer les recouvrements, d'étudier les demandes de prêts et de traiter les documents connexes. Vous vous appuierez également sur votre entente et vos talents de communicateur pour former et superviser votre personnel.

Pour profiter de ce poste, une expérience minimale de deux ans dans une fonction de supervision sera préférable, mais des antécédents dans l'assurance de propriété et accident sont indispensables. Bilingue et avec l'ambition de progresser, vous pouvez compter sur vos notions étendues de mathématiques. Le salaire est à la mesure de votre expérience.

Transamerica Financement d'Assurance, propose des chances d'emploi égales à tous et une gamme remarquable d'avantages sociaux.

Faites parvenir en toute confiance votre curriculum vitae, en indiquant vos antécédents salariaux, au:

Directeur
 6600, route Transcanadienne
 Bureau 340
 Pointe-Claire (Québec)
 H9R 4S2

DIRECTEUR DES VENTES ET MARKETING

Une compagnie pharmaceutique de la région de Montréal est à la recherche d'une personne expérimentée dans le domaine de la pharmacie de détail pour occuper ce poste.

Le candidat doit pouvoir assumer la direction d'une équipe dynamique de ventes, la promotion et le développement du marché et des produits.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae sous pli confidentiel à:

C.P. 204
 Boucherville, Québec
 J4B 5E6
 (Chance égale à tous)

UQTR Pour atteindre l'excellence

10,500 étudiants, 73 programmes de premier cycle, 28 programmes de deuxième et troisième cycles, 361 professeurs, 350 chargés de cours, 430 membres du personnel non enseignant.

Concours 1070 (2e concours)
 L'Université du Québec à Trois-Rivières sollicite des candidatures pour le poste de

Directeur du Service des relations de travail

Sommaire de la fonction: Sous la responsabilité immédiate du Vice-recteur et Secrétaire général, le titulaire assure auprès de la direction et des gestionnaires un service de support et de conseil en matière de relations de travail avec tous les groupes d'employés de l'Université. De plus, il représente l'institution lors des différents pourparlers, lettres d'entente, négociations avec les syndicats et autres associations.

Exigences: Diplôme universitaire en droit. Membre du Barreau du Québec. Plusieurs années d'expérience en relations de travail. Une connaissance du milieu universitaire constitue un atout.

Traitement: Selon les qualifications et le protocole des cadres de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir avant 17 heures, le 26 février 1990 à:

Monsieur Cléo Marchand, directeur Service du personnel
 Université du Québec à Trois-Rivières
 C.P. 500, Trois-Rivières, Québec / G9A 5H7

Université du Québec à Trois-Rivières

La Presse

INFORMATIQUE

LA PRESSE LTÉE requiert les services d'un(e)

OPÉRATEUR(TRICE) senior

Sous surveillance immédiate, est responsable de l'opération des ordinateurs de marque IBM et des équipements périphériques. Effectue le réglage des appareils selon les programmes et les exigences de spécifications. Exécute et contrôle les différents travaux ayant trait à l'opération du système.

EXIGENCES REQUISES:

Le(la) candidat(e) recherché(e) possède un DEC en informatique ou l'équivalent; un minimum de deux (2) ans d'expérience dans le domaine en plus d'une connaissance complète des techniques d'opération d'ordinateur tel VM, DOS-VSE, CICS, CMS et de son équipement périphérique. Une bonne connaissance du français et de l'anglais parlés et écrits constitue un atout important.

Conditions de travail avantageuses:

- Salaire compétitif
- Semaine de travail de 32.5 heures étalées sur trois (3) jours
- Etc.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 16 février, 17 heures à:

LA PRESSE LTÉE
 Service du personnel
 att.: Mme Sylvie Barrette
 7, rue Saint-Jacques
 Montréal, Québec
 H2Y 1K9

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Spécialiste des prêts hypothécaires

Notre client est l'une des compagnies de services financiers les plus importantes et les plus innovatrices du Canada. L'expansion continue de ses activités a créé un poste nouveau dans sa division de prêts hypothécaires.

Vous ferez partie d'une équipe dynamique de professionnels des services financiers. Vous serez chargé de promouvoir les placements hypothécaires et d'approuver les demandes de prêt dans les régions du Québec desservies par une des succursales de Montréal. Vous vous occuperez de développer le secteur des hypothèques commerciales, d'évaluer les risques, de négocier des prêts, d'évaluer des propriétés et de préparer des soumissions.

Il serait préférable que vous soyez évaluateur certifié ou inscrit à un programme de formation reconnu par une association professionnelle. Vous avez un diplôme universitaire et un minimum de 4 à 5 ans d'expérience dans l'évaluation de prêts hypothécaires. Vous êtes bilingue et vous êtes doué pour la commercialisation et les relations interpersonnelles.

Notre client offre un salaire concurrentiel, une vaste gamme d'avantages sociaux et des possibilités d'avancement dans un environnement intéressant. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae accompagné d'une lettre dans laquelle vous voudrez bien indiquer quel salaire vous escomptez et expliquer quel est l'intérêt de ce poste pour votre avenir professionnel à l'adresse ci-dessous. Si vous voulez joindre une liste d'exclusion, veuillez inscrire 'confidentiel' sur l'enveloppe. Prière d'envoyer le tout à l'attention de: C.P. BHA, 1255, Rue University, Bureau 801, Montréal, Québec H3B 3W3

Discrétion garantie.

L'Université de Moncton recherche une personne pour combler les postes suivants:

Professeurs en génie (deux postes réguliers)

Vous ferez de l'enseignement et de la recherche aux niveaux des 1^{er} et 2^e cycles.

Vous avez un doctorat ou l'équivalent. Les personnes en instance de thèse et celles possédant une maîtrise jumelée à une expérience pratique dans le domaine approprié seront également considérées.

La préférence sera accordée aux candidats détenant une formation dans au moins un des domaines suivants: génie industriel, production, contrôle de la qualité, IAO-FAO et robotique. La maîtrise de la langue française tant orale qu'écrite est essentielle.

L'entrée en fonction est le 1^{er} juillet 1990.

Le rang professoral attribué lors de l'engagement ainsi que le traitement annuel seront fonction de l'expérience et de la formation des personnes retenues, de même que de la convention collective en vigueur.

Les personnes intéressées feront parvenir leur curriculum vitae ainsi que trois lettres de référence, avant le 26 février 1990, au Directeur, École de génie, Centre universitaire de Moncton, Université de Moncton, Moncton (Nouveau-Brunswick) E1A 3E9.



Cette offre s'adresse également aux femmes et aux hommes et, conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts aux citoyens canadiens et aux résidents permanents seulement.

SKI DE FOND CANADA

DIRECTEUR ADMINISTRATIF



Ski de fond Canada, organisme national qui régie le développement du ski de fond, sollicite des candidatures pour le poste de directeur administratif. Le directeur supervise le personnel du bureau national, composé de 15 employés. Il gère un budget annuel de \$1.7 millions et travaille de concert avec 12 divisions qui regroupent 325 clubs et 50,000 membres.

Le candidat doit posséder de bonnes aptitudes en relations interpersonnelles et être capable de travailler en équipe. Le candidat doit de plus posséder une bonne connaissance du milieu sportif et de la gestion financière. Le bilinguisme et une expérience pertinente en ski de fond sont considérés comme un atout.

Ce poste est supporté grâce à une contribution financière de Sport Canada et s'adresse également aux hommes et aux femmes. Très bon niveau de salaire et avantages sociaux. Le lieu de travail est situé au Centre Canadien de l'Administration du Sport et de la Condition Physique. Faire parvenir votre demande à l'adresse ci-jointe ou par fax au (613) 748-5703 d'ici le 23 février 1990.

Ski de fond Canada
1600 prom. James Naismith
Gloucester ONT
K1B 5N4

La collaboration et l'appui financier de Sport Canada sont hautement appréciés.
The cooperation and financial support of Sport Canada are greatly appreciated.
Gouvernement du Canada
Condition physique et Sport amateur
Government of Canada
Fitness and Amateur Sport

REPRÉSENTANT TECHNIQUE

Poste permanent. Cette personne sera responsable de la vente d'équipement aux industries de procédé et de pâte et papier.

Les produits comprennent les agitateurs, débimètres, doseurs et systèmes de nettoyage de pâte.

Le candidat idéal devra avoir 2 à 5 années d'expérience similaire de vente ou d'un travail technique.

Faire parvenir votre curriculum vitae en toute confidentialité à:

NORTEC S.G.S INC.
suite 230, 3300, Cavendish
Montréal, Québec
H4B 2M8



FORMICA CANADA INC., chef de file dans le domaine du plastifié au Canada et dans le monde, désire s'adjoindre pour son usine de Saint-Jean-sur-Richelieu, près de Montréal, un(e)

Programmeur(e)-analyste pigiste (contrat de six mois)

Environnement technologique

- IBM 3090 : COBOL, EASYTRIEVE, IMS/DB, CICS, SPF
- IBM AS/400 : RPG, COBOL, CL, SQL, RJE
- IBM PC : Lotus, dBASE

Fonctions

- Développement et entretien des systèmes informatiques
- Soutien technique aux usagers

Exigences

- Diplôme en informatique
- Cinq ans d'expérience comme programmeur ou analyste
- Bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit

Lieu de travail : Saint-Jean-sur-Richelieu

Période de travail : mars - août 1990

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au directeur du personnel, FORMICA CANADA INC., 25, rue Mercier, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6E9.

Professionnel(le)s de la vente bilingues

BDH est un fabricant canadien important de produits chimiques pour le laboratoire et l'industrie. Notre association avec E. Merck, un des fabricants de produits chimiques spéciaux de réputation mondiale, nous permet d'offrir des possibilités de carrière à long terme.

À la suite d'une croissance sans précédent, nous sommes obligés d'étendre notre équipe de professionnels de la vente et du marketing à Montréal. Nous avons ainsi besoin de personnes pleines d'énergie qui s'efforcent d'obtenir des résultats.

La personne recherchée a à son crédit un diplôme ou un baccalauréat en sciences, de nombreuses réussites en vente avec un dossier de ces réalisations, et l'idéal serait d'avoir deux ans d'expérience de la vente.

Nous offrons une rémunération avantageuse incluant le salaire, les bonis, une voiture fournie par la compagnie et des avantages sociaux.

Communiquez avec nous en toute confiance à l'adresse suivante:



Ressources humaines, Dossier G2
BDH Inc.
162, rue Barr
Ville Saint-Laurent (Québec)
H4T 1Y4

Le Groupe S.M. Inc. est une firme d'ingénieurs-conseils, multidisciplinaire, en pleine croissance. Nous recherchons une personne dynamique.

INGÉNIEUR INDUSTRIEL

- 5 à 8 ans d'expérience
- Planification et contrôle de production
- Aménagement d'usine
- Temps standard
- M.R.P.
- Analyse de rentabilité
- Choix d'équipement



Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:
LE GROUPE S.M. Inc.
A/s direction des ressources humaines
2111, boul. Fernand-Lafontaine
Longueuil (Québec)
J4G 9Z7

CHEF DE FILE DE L'INDUSTRIE EN VENTES D'ORDINATEURS

POTENTIEL DE REVENU À SIX CHIFFRES

Computer Brokers du Canada est un principal distributeur national d'ordinateurs personnels, de composants et de périphériques. Une attitude progressiste et innovatrice est l'une des raisons majeures de notre succès. Nous envisageons à l'heure actuelle d'élargir notre effectif de vendeurs professionnels pour nous aider à maintenir notre succès dans les années 90 et au-delà.

L'équipe de ventes de CBC bénéficie de la meilleure rémunération dans l'industrie avec d'excellents avantages et à-côtés. Ceux qui sont travailleurs et résolus seront rémunérés avec un revenu supérieur et retireront de la satisfaction dans leur carrière. En tant que candidat, vous devrez posséder des connaissances sur les produits informatiques et un désir de réussir.

Notre milieu de travail dynamique et d'avant-garde vous attend. Veuillez envoyer votre curriculum vitae (discrétion assurée), à M. Gary Bricault, directeur régional au:

CBC COMPUTER BROKERS OF CANADA
1828, rue Gagnon
Lachine, Québec H8T 9Z7
Téléphone: (514) 631-7198



Dû à notre programme d'expansion, notre compagnie, chef de file dans la construction résidentielle en panneaux, recherche pour son nouveau bureau situé à BELOEIL les services d'un:

VENDEUR-CONSEIL

Nous recherchons pour ce poste un candidat dynamique, ambitieux et possédant une bonne expérience du domaine de la vente.

La personne expérimentée dans la vente de maisons-neuves sera particulièrement considérée.

Possibilité de revenu supérieur à 50 000 \$/an.

Envoyez votre curriculum vitae en toute confidentialité à:

J. Dupont
2520, boul. Hamel
Québec G1P 2J1

Le Comité du SIDA d'Ottawa

ÉDUCATEUR DE SEXUALITÉ
À formuler, développer et implanter un programme de sexualité sécuritaire pour les hommes gay, bi-sexuels et les jeunes hors du système scolaire.

Vous êtes compétents à:

- Formuler des programmes et planifier des ressources;
- L'éduquer de façon creative;
- Réduire les risques par l'éducation;
- Entraîner les groupes cibles à la sexualité sécuritaire;
- Être bilingue.

Veuillez soumettre votre curriculum vitae pour le 28 février 1990, à:

David Hoe, Directeur général
Le Comité du SIDA d'Ottawa
267, rue Dalhousie
Ottawa, Ontario
K1N 7E3
(613) 238-5014

CONTRÔLEUR

Une P.M.E. est à la recherche d'un contrôleur. Vos responsabilités principales consisteront à l'amélioration du contrôle interne, la gestion financière, la préparation des états et rapports financiers périodiques de même que l'administration générale.

Vous détenez un titre comptable reconnu et possédez une expérience pertinente de 3 à 5 ans ou possédez une expérience pertinente de 10 ans dans l'industrie.

S.V.P., faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Guy Patenaude, C.A.
4510, Papineau
Montréal, Québec
H2H 1V1

TECHNICIEN EN GÉNIE CIVIL

Compagnie de construction à Laval demande un technicien avec expérience de contremaître en excavation, travaux d'égoûts et d'aqueduc. Excellente condition salariale.

Faire parvenir votre C.V. à:

La Presse, réf. 18020
C.P. 6041, Succ. «A»,
Montréal, Qc
H3C 3E3

IDEAL

GROSSISTE EN PLOMBERIE

recherche:

DIRECTEUR DES ACHATS

pour la région de Montréal.

Expérience requise de 10 ans minimum.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

GRUPE EN PLOMBERIE IDEAL INC.
a/s Claude Bertrand
8400 - 19e Avenue
Montréal, Québec
H1Z 4J4

CONTRÔLEUR SECTEUR LAVAL

Les candidats révisés possèdent un B. Comm., détiennent un titre reconnu C.M. OU C.G.A., ou sont en voie de l'obtenir, comptent deux à trois ans d'expérience en comptabilité en milieu informatisé et maîtrisent bien les micro-ordinateurs.

Si vous êtes bilingue et motivé, nous vous offrons un salaire concurrentiel et une gamme complète d'avantages sociaux.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Xebec Inc.,
75, rue Pointe Langlois
Laval (Qc) H7L 3J4

ÉCOLE PETER HALL INC.

Écoles privées reconnues d'intérêt public, subventionnées par le Ministère de l'Éducation du Québec offrent des services de scolarisation pour élèves présentant un handicap intellectuel avec ou sans handicaps associés, recherchent

DIRECTEUR(TRICE) DES RESSOURCES HUMAINES

L'emploi de Directeur(trice) du Service des Ressources Humaines consiste à assumer l'administration et la gestion de l'ensemble des programmes ayant trait à la gestion du personnel et des ressources qui y sont affectés.

QUALIFICATIONS REQUISES

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié tels, Relations Industrielles, Administration (gestion du personnel) ou Droit.
- Cinq (5) années d'expérience dans une fonction de professionnel ou de cadre.

ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES

- Élaborer et veiller à l'application de politiques et de règles concernant le recrutement, la sélection, l'embauche et l'accueil du personnel.
- Assumer la responsabilité de la négociation, de l'arbitrage et des griefs.
- Interpréter et appliquer la convention collective en vigueur et les lois relatives aux conditions de travail.
- Assumer toute autre responsabilité inhérente à la fonction.

EXIGENCES PARTICULIÈRES

- Avoir une bonne connaissance des conventions collectives du secteur public et parapublic (Éducation).
- Maîtrise des deux langues officielles.
- Bonne communication orale et écrite.

Les personnes intéressées sont priées d'expédier leur curriculum vitae à l'adresse indiquée ci-dessous avant le 2 mars 1990, 16h00.

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

ÉCOLE PETER HALL INC.
1455, rue Rochon
Ville St-Laurent, Qc
H4L 1W1

N.B. Seules les personnes retenues en pré-sélection recevront un accusé de réception.

DESSINATEURS EN CONCEPTION MÉCANIQUE

Aéronautique

CAO/CAD

Français/Anglais

Évolution

Responsabilités

Débutant/Expérimenté

Vous vous reconnaissez?

Nous attendons votre c.v.

C.A.S.O.

Service du personnel

100, boul. Alexis-Nihon,

bureau 800

Saint-Laurent, Qc

H4M 2P4

Cabinet d'avocats dynamique du centre-ville recherche un(e)

ADJOINT(E) JURIDIQUE

pour son service corporatif.

La personne ressource devra posséder une expérience minimum de deux années en milieu juridique corporatif, être bilingue et avoir de l'initiative et des aptitudes pour le travail d'équipe.

Veuillez communiquer avec

L. Michel Delorme

au 871-1398.

POSTE OFFERT

pour personne possédant:

- Maîtrise en informatique
- Entraînement en banque de données
- Expérience avec D-base
- Comptabilité IBM
- Français et anglais requis

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Dr John Ferguson

Service de cardiologie

CHUS

Sherbrooke (Québec)

J1H 5N4

À tous nos annonceurs,
merci de bien vouloir retourner un accusé de réception aux postulants.

La Presse

L'APEC prévoit que le Canada sera administré en français dès l'an 2000

Canadian Press
TORONTO

Le gouvernement du Canada sera administré en français dès l'an 2000 si le pays poursuit sa course actuelle, affirme l'Alliance pour la préservation de l'anglais au Canada, tandis que pour le premier ministre Frank McKenna du Nouveau-Brunswick, les tensions linguistiques ont créé un sentiment d'aliénation à travers le Canada, et le gouvernement devra faire l'impossible pour unifier le pays.

«Je prétends qu'il existe actuellement un effort concerté pour placer les francophones à des postes de commande à Ottawa», a soutenu hier le président de l'APEC, Ron Leitch, à l'occasion d'une conférence de presse.

Tout en se refusant à parler de conspiration, M. Leitch n'a pas hésité à faire état de «manigances

sociales» pour décrire les activités des francophones.

M. Leitch a souligné qu'il avait voulu donner une conférence de presse pour réfuter les allégations de racisme dirigées contre son organisme. L'APEC, qui dit compter 34 000 membres, s'est attiré de

violentes critiques pour avoir encouragé les municipalités à adopter l'unilinguisme anglais. Mais elle a agi non par racisme, soutient M. Leitch, mais parce que l'adoption du bilinguisme aux niveaux fédéral, provincial ou municipal serait trop coûteuse.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

COMPTABLE AGRÉÉ

Vérificateur possédant un minimum de 2 ans d'expérience.
Salaire et avantages sociaux concurrentiels. Prendre en charge des dossiers de vérification et superviser le personnel sous ses ordres.
Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:
ROUSSEAU, FRENETTE, LESSARD, C.A.
5427, Beaubien
Montréal, Québec
H1T 1W7
À l'attention de
M. Luc Lessard, c.a.

UNIGLOBE Voyages

REPRÉSENTANT DE VENTES DE FRANCHISES 45 000\$

UNIGLOBE VOYAGES, la compagnie de franchise #1 dans le domaine du voyage en Amérique du Nord recherche un individu qui fera preuve d'initiative, de créativité, d'énergie et d'engagement. La connaissance de l'industrie du voyage est un avantage. Excellente compensation incluant salaire de base plus bonis et bénéfices sociaux.

Faites parvenir votre curriculum vitae à:
UNIGLOBE VOYAGES (EST DU CANADA) INC.
1200, av. McGill College, Suite 1100
Montréal (Québec) H3B 4G7
OU: 5915 Airport Road, Suite 900
Mississauga, Ont. L4V 1T1
Attn: Hermann Dellisle

J'ÉPOUSE TA FORME

2,29\$ PAR JOUR
incluant 3 heures de stationnement

J'aime ton corps, j'aime ta tête, j'aime tes irrésistibles propositions... genre un abonnement éclair de 4 mois au Club La Cité.

Nager, me faire les muscles, jouer au squash, jouir des bienfaits d'un spa, tout cela à un prix aussi bas... et AVEC TOI, j'accepte! Même qu'on a droit à 3 heures de stationnement intérieur gratuit à chaque visite!

Il paraît que l'abonnement d'un an est encore plus économique... Qu'est-ce que tu en dis?

Pour information, composez sans tarder le 288-8221.



SPÉCIAL 4 MOIS OFFERT JUSQU'AU 16 FÉVRIER

MONTRÉAL
Place Versailles
Niveau 2
354-1220

ROSEMONT
2695, Beaubien Est
Angle 3^e Avenue
599-8840

LAVAL
1125, boul. St-Martin O.
Angle boul. Industriel
629-9800

POINTE-CLAIRE
Complexe Pointe-Claire
Angle Trans-Canada
et Saint-Jean
694-7773

GREENFIELD PARK
901, boul. Taschereau
466-2166



LE CHIC DANS LA LUNETTE

MONTRÉAL
SHERBROOKE
TROIS-RIVIÈRES
DRUMMONDVILLE
QUÉBEC
CHICOUTIMI
GATINEAU

LE MEILLEUR CHOIX
LE MEILLEUR PRIX

VENTE EXPOSITION D'ANTIQUITÉ

LES 14, 15, 16, 17 FÉVRIER

DES ANTIQUAIRES VOUS PRÉSENTENT: MEUBLES, BIJOUX, BIBELOTS ETC...

ET 75 BOUTIQUES BOUL. PIERRE IX ET JEAN-TALON

LE BOULEVARD

Offre spéciale de 10 jours!
30% de rabais
sur papier à lettres personnalisé

L'occasion idéale de vous réapprovisionner en papier à lettres personnalisé

Papier à lettres:
50 feuilles et enveloppes imprimées

	Ord.	Solde
Article 1 : Concerto, simple	60,50 \$	42,35 \$
Article 2 : Concerto, double	65,50 \$	45,85 \$
Article 3 : St. George, uni, ivoire seul.	66,00 \$	46,20 \$
Article 4 : St. George, barbé, ivoire seul.	72,00 \$	50,40 \$

En-tête: choisir parmi les 4 caractères suivants:

S1. MME GEORGE DAGENAI S3. Mme Odette Meunier
S2. PIERRE LUSSIER S4. Véronique Beaubien

LE SOLDE SE TERMINE LE 24 FÉVRIER.

Veuillez remplir le bon de commande ci-dessous et le faire parvenir à:
HENRY BIRKS ET FILS LIMITÉE
1240, Square Phillips, Montréal (Québec) H3B 3H4

En-tête à imprimer: (Écrire lisiblement)

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prov. _____ Code postal _____

Papier article 1 article 2 article 3 article 4
Couleur blanc ivoire gris bleu rose
Style de caractères S1 S2 S3 S4

Mode de paiement:
 Ci-joint un chèque ou mandat (S.V.P. ajouter la taxe de vente provinciale)
 Compte Birks no _____

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prov. _____ Code postal _____
Tél. _____ (_____)

Poster le papier à lettres à: l'adresse de facturation l'adresse de l'en-tête

Veuillez allouer de 6 à 8 semaines pour la livraison.



Cahier SPECIAL

SAMEDI DANS

La Presse

RÉGIE DU LOGEMENT

Qu'il s'agisse d'un nouveau bail ou de prolongation de bail, de conciliation, de l'art de s'entendre sur un ajustement raisonnable de loyer en 1990, la Régie du logement offre dans ce cahier l'essentiel des renseignements nécessaires pour que locataires et propriétaires en arrivent à un arrangement équitable. Ainsi que des exemples types, pour vous faciliter encore la tâche.

"Ils" disent que janvier et février sont des périodes notoirement mauvaises dans la restauration. Mais qui sont-"ils" depuis 8 ans?

**La plus grande maison du bifteck en ville vous présente avec fierté
son menu cuisiné à la perfection et tout simplement délicieux.
C'est à vous qu'il doit sa réputation 365 jours par année
et nous vous en remercions.**

Pour adorer vous régaler de vos entrées favorites chez nous, vous nous rendez si heureux de vous servir.

Pour savourer les excellents accompagnements apprêtés à la «Bifthèque», vous faites de nous votre pièce de résistance.

Pour votre merveilleuse amitié, il est si parfaitement extraordinaire d'être qui «nous» sommes et de vous savoir avec «nous» saison après saison.

**16 oz
entrecôte
995\$**



Nos salles de banquet peuvent accueillir facilement tout groupe de 25 à 350 personnes pour vos réunions d'affaires ou pour toutes autres occasions spéciales.

Heures d'ouverture:
dim. — jeu.: 11h30 à 23h
ven. — sam.: 11h30 à minuit

Réservations disponibles pour groupes de 6 personnes ou plus.

Cartes de crédit principales acceptées.

**La
Boucherie**

Nos spéciaux en vigueur du 14 au 20 février

CATÉGORIE «A»

**Bifteck
de côtes**

Pièce de boeuf de 12 à 16 lb de première qualité. Âgé à la perfection pour biftecks ou rôtis, tranché comme vous le désirez.

499\$ lb **1100\$** kg

**Côtes
levées
de boeuf**

Simplement succulentes lorsque marinées et grillées à la perfection. Un délice pour toute la famille.

159\$ lb **351\$** kg

**Salade de
pommes
de terre**

Le complément parfait pour vos repas. Ce spécial vous attend à notre comptoir La Rôtisserie.

.99¢ lb **218\$** kg

LE BIFTHEQUE

Montréal
6705 ch. Côte-de-Liesse
Ville St. Laurent
739-6336

Rive-Sud
100 boul. Mortagne
Boucherville
449-3388

Estrie
4200, rue King Ouest
Sherbrooke
823-9666

Une fois que vous aurez dégusté nos grillades au restaurant,
vous voudrez répéter l'expérience à la maison